



**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



# **NIGER/AFRIQUE**

## **RAPPORT NARRATIF DE PROGRÈS ANNUEL**

**01 Janvier – 31 Décembre 2021**

## Intitulé du programme et Numéro du Programme

Intitulé du Programme : Programme de l'Initiative Spotlight au Niger

MPTF Office Project Reference Number :<sup>1</sup>  
00111643

## Organisations bénéficiaires

1. UNDP
2. UNFPA
3. UNWOMEN
4. UNICEF

## Coût du programme (USD)

Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight :  
27,109,169 USD

Financement Phase I+II Spotlight :<sup>2</sup>  
23,959,720 USD

Contribution des agences : 3,149,448 USD

Contribution des agences :

Noms des RUNO	Spotlight Phase I+II (USD)	Contributions des agences de l'ONU (USD)
UNDP	5,887,686	260,768
UNFPA	7,630,993	1,433,840
UNICEF	6,273,991	868,781
UN WOMEN	4,167,050	586,059
TOTAL	23,959,720	3,149,448

Total : 27,109,453169 USD

## Dates de début et de fin du programme

Date de début :  
01.01.2019

Date de fin :  
31.12.2022

Rapport soumis par :  
Madame Louise Aubin  
Coordonnateur Résident SNU, Coordonnateur  
Humanitaire/DO  
Adresse mail : louise.aubin@un.org

## Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)

Initialement le Programme lors de phase I a couvert quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger. Il s'agit de : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry.

Au vu des résultats à impact obtenus lors de la phase I, le programme va se dérouler sur l'étendue du territoire national. Ainsi les quatre autres régions (Niamey, Dosso, Agadez et Diffa) seront touchées par les activités des piliers 3 (changement de norme positif) et 6 (renforcement des capacités des organisations féminines).

Au total le programme continuera de se mettre en œuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et dans 300 villages soit 5 villages par commune. Les nouvelles zones de couverture géographique pour les quatre autres régions seront définies afin d'avoir l'exhaustivité des localités couvertes sur toute la durée du Programme 2019-2022.

## Partenaires clés

- Gouvernement (Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant, de la justice, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire, des Enseignements Professionnels et Techniques, des Enseignements Secondaire, de la Santé Publique/de la population/des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Intérieur, de l'Hydraulique et de l'Assainissement).
- Les Institutions (l'Assemblée Nationale, le Conseil islamique, L'Association des Chefs Traditionnels du Niger-ACTN, l'Institut National de la Statistique-INS-, La Médiature, Le Conseil Économique Social et Culturel, la Magistrature, Le Conseil Constitutionnel, La Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat, L'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire-ANAJ-).
- Association pour le Bien-être (APBE), SOS-Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales (SOS-FEVVF), PLCE/F, SongES, ACTN, AEDL CADEL, CONIPRAT, Espoir et l'Association des Professionnelles Africaines de la communication APAC/Niger.

<sup>1</sup> The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>2</sup> The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).

# TABLE DES MATIÈRES

6

01 - Résumé Exécutif

11

02 - Changements Contextuels et État de Mise en Œuvre

16

03 - Gouvernance et Coordination du Programme

27

04 - Partenariats du Programme

37

05 - Résultats

38

*a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats*

46

*b) Capturer le changement au niveau des résultats*

86

06 - Titulaires de Droits

90

07 - Défis et Mesures d'Atténuation

92

08 - Leçons Apprises et Opportunités du Programme

96

09 - Innovations et Pratiques Prometteuses ou Bonnes Pratiques

100

10 - Communication et Visibilité

119

11 - Prochaines Étapes

121

12 - Annexes

122

*Annexe A : Cadre des résultats*

134

*Annexe B : Matrice des risques*

138

*Annexe C : Rapport d'engagements de la Société Civile*

144

*Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques prometteuses ou bonnes*

152

*Annexe E : Plan de travail annuel*

## LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>ACPE</b>	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant	<b>GHM</b>	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
<b>ACTN</b>	Association des Chefs Traditionnels du Niger	<b>GRSC</b>	Groupe de Référence de la Société Civile
<b>ANDH</b>	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme	<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>ANAJJ</b>	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire	<b>JAC</b>	Jeunes Acteurs du Changement
<b>APAC</b>	Association des Professionnelles Africaines de la communication	<b>JEA</b>	Jeunes experts associés
<b>APBE</b>	Association pour le Bien-être	<b>MGF</b>	Mutilations Génitales Féminines
<b>BCR</b>	Bureau du Coordonnateur Résident/ Coordinatrice Résidente	<b>MPFPE</b>	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
<b>CNRFO</b>	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales	<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>CR</b>	Coordinatrice Résidente	<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementales
<b>CRMVBG</b>	Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des VBG	<b>ONPG</b>	Observatoire National pour la Promotion du Genre
<b>CSI</b>	Centre de Santé Intégré	<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>CVPE</b>	Comité Villageois de Protection de l'Enfant	<b>PBSG</b>	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
<b>DDF</b>	Défenseurs des Droits des Femmes	<b>PDL</b>	Plan de Développement local
<b>DUE</b>	Délégation de l'Union européenne	<b>PFLN</b>	Plateforme des Femmes Leaders du Niger
<b>EPI</b>	Equipements de protection individuelle	<b>PME</b>	Suivi et Évaluation Participatifs
<b>FACOM</b>	Facilitateur COMMunautaire	<b>POS</b>	Procédures Opérationnelles Standards
<b>FO</b>	Fistules Obstétricales	<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
		<b>PTFM</b>	Plateforme Multifonctionnelle
		<b>REJEA</b>	Réseau des Journalistes pour l'Eau et l'Assainissement

<b>SEP</b>	Suivi et Évaluation Participatifs	<b>UNDP</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies	<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>SOS-FEVVF</b>	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales	<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication	<b>UNWOMEN</b>	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>UE</b>	Union Européenne	<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre
<b>UNCDF</b>	Fonds d'équipement des Nations unies / United Nations Capital Development Fund		

# 01

---

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

La mise en œuvre du Programme s'est déroulée dans un contexte socio-politique relativement calme qui a favorisé la mise en place des institutions nationales, y compris le nouveau parlement et le Gouvernement sous le leadership du nouveau Président Mohamed Bazoum en Février 2021.

Le Gouvernement et le Système des Nations Unies ont lancé respectivement le processus d'élaboration du Plan de Développement Économique et Social (PDES) et du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies. Ces deux outils tiennent compte des avancées du Programme Spotlight et des défis prioritaires à considérer dans les changements transformationnels et comportementaux. C'est dans ce contexte favorable de planification du développement que le Programme Spotlight au Niger a continué la mise en œuvre de ses interventions avec l'appui de ses partenaires sur le terrain. Le renforcement des synergies des interventions et de la coordination inter-agences dans l'esprit de la réforme de l'ONU ont contribué à produire des résultats tangibles et des leçons apprises qui ont orienté le développement de la phase 2 du programme.

Cette exécution a été renforcée en conservant les stratégies développées dans le Programme en 2020. Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours

ont été traduites en actions et il a été obtenu une implication significative de la Délégation de l'Union européenne, des organisations de la société civile, les chefs traditionnels, les autorités locales pour une meilleure synergie d'intervention et de promotion des actions de prévention.

La combinaison des efforts, le savoir-faire des partenaires de mise en œuvre, particulièrement les organisations de la société civile, et la recherche systématique des convergences et des synergies inter-agences, dans l'esprit de la Réforme de l'ONU, ont permis de mettre en évidence des changements notables dans le renforcement des institutions, les comportements positifs des communautés en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles et des survivantes de violence. Ces transformations comportementales ont été possibles grâce aux actions des parties prenantes, de la société civile, des jeunes, des acteurs de mise en œuvre, des visites de terrain de l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du SNU et de l'Ambassadeure de la Délégation de l'Union européenne en la présence du Ministre de l'Action Humanitaire et de la gestion des catastrophes, des chefs d'agence et d'organisations des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers.

## RÉSULTATS CLÉS

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :



# 1907

personnes ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités en VBG, en audition, en gestion des cas et collecte des données. Elles sont aptes à offrir des services de qualité aux personnes survivantes de VBG

### ACTIVITÉS DE PRÉVENTION :

# 166 683



personnes ont bénéficié des actions de prévention en VBG de l'Initiative Spotlight

### 1 000 FEMMES ET FILLES SURVIVANTES DE VBG

ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique



## CONNAISSANCE ET ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS :

# 19 152

femmes et filles ont eu un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels de qualité de prise en charge des VBG



## CRÉATION ET RENFORCEMENT DE NOUVEAUX RÉSEAUX, PLATEFORMES ET MOUVEMENTS :



# 145

plateformes (131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant, 4 Centres d'Ecoute 23 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer

Comme les années précédentes, les interventions du Programme ont été réalisées dans les régions de Maradi, de Tahoua, de Tillabéri et de Zinder. En 2021, les principaux résultats par pilier se résument comme suit :

**Au niveau du Pilier 1**, une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République sur « les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences » dans les quatre régions Spotlight a touché 216 personnes dont 74 femmes. Cette caravane a débouché sur l'adoption de déclarations régionales dites « Déclaration de Zinder, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéri ». Les recommandations de cette caravane ont mis l'accent sur les lois discriminatoires en matière de genre et de VBG. Les analyses seront utilisées pour étayer les observations dans l'élaboration du rapport sur l'étude du cadre légal dont les résultats vont servir dans l'organisation des dialogues de haut niveau pour aboutir à l'actualisation de certaines lois.

Sur la base de la trousse des avocats genre et leur profil, 50 "Avocats genres" ont été identifiés dans la région de Zinder pour servir de relais dans le cadre

de la lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Filles (VFFF), les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les Pratiques Néfastes. De même, 3 960 autres relais communautaires, soit au moins 60% de femmes et de filles, ont été mis en place pour soutenir la mobilisation sociale et le plaidoyer en faveur de la réforme du cadre législatif et le changement des comportements et mœurs sociaux. Le Programme Spotlight a permis de renforcer les capacités de 125 défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG et sur le cadre légal existant pour participer aux processus décisionnels et plaider pour l'intégration effective de l'égalité des genres au niveau des acteurs juridiques nationaux, régionaux et départementaux.

**Au Pilier 2**, un pool de 31 formateurs outillés en PBSG/VBG ont permis de renforcer les capacités de 158 membres des Cellules Genre des ministères sectoriels,<sup>3</sup> des directions techniques et services en charge de la programmation/planification et suivi et évaluation. Dans le cadre de la journée parlementaire, le Programme a sensibilisé 110 députés sur la PBSG afin d'assurer la prise en compte des besoins sexospécifiques des femmes et des filles dans les politiques, plans, budgets nationaux et sectoriels.

<sup>3</sup> Ministères du Plan, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Équipement, de la Justice, des Finances, du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, de l'Emploi et de la Protection Sociale, de la Fonction Publique et du Travail, de la Jeunesse et du Sport.

Cette journée a abouti à l'engagement des parlementaires à travers la signature d'une résolution pour veiller à la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques du pays. Au titre de la planification du développement, on note que vingt (20) cadres dont trois (3) femmes des ministères du Plan, de l'Éducation, de la Santé et de la Promotion de la Femme ont vu leurs capacités renforcées sur l'utilisation des outils d'analyse et d'intégration du genre pour appuyer les sectoriels dans la prise en compte du genre dans le nouveau PDES. Neuf (9) communes sur 14 ont pris en compte la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans leurs Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) et seule la commune rurale de Doguéraoua dans la région de Tahoua a intégré la GHM dans son Plan de Développement Communal (PDC).

**En ce qui concerne le Pilier 3**, au vu des résultats obtenus, l'Initiative Spotlight au Niger a poursuivi ses investissements dans les stratégies de changements de comportement et sociétal basées sur l'implication des chefs traditionnels et religieux, des communautés et des Organisations de la société civile. Les actions d'animations communautaires se sont déployées à travers les approches de communication interpersonnelle, les mobilisations communautaires et les médias de masse. Au cours de l'année, ce sont 931 109 personnes (231 007 hommes, 336 887 femmes, 199 116 filles et 163 999 garçons) qui ont été sensibilisées à travers les approches communautaires et interpersonnelles ainsi que les médias et ont amélioré leurs connaissances sur les VBG, y compris les pratiques néfastes. L'implication des adolescentes démarrée en 2020 a été renforcée avec 490 nouvelles adolescentes correspondantes pour la protection en se constituant en réseau avec la création d'un groupe WhatsApp pour partager les connaissances et compétences acquises avec leurs homologues du village. Des actions de promotion de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle ont été réalisées aussi bien au niveau des établissements scolaires et des communautés. Dans 27 établissements de la région de Tahoua, 54 blocs de latrines séparées pour les filles

et les garçons ont été construites pour 7 971 élèves (3 437 filles et 4 534 garçons). De même, 200 écoles des quatre régions Spotlight ont bénéficié de dotation de 10 000 kits GHM pour le soutien à la formation, aux sensibilisations et à la distribution aux élèves filles pour usage. Grâce aux sensibilisations reçues par 40 cadres régionaux des services techniques, 2 957 personnes ont été touchées et ont renforcé leurs connaissances sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.

**Au niveau du Pilier 4**, la mise en place des services de prise en charge holistique des survivantes des VBG démarrée en 2020 s'est poursuivie en 2021 avec l'élaboration de deux documents de procédures opérationnelles standard (SOP) pour les centres de Maradi et de Tahoua. Le Programme a mis en place 131 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et quatre (04) Centres d'Écoute pour offrir des conseils et de référencement aux personnes survivantes de VBG.

Au titre de la prise en charge juridique et judiciaire, un support légal a été fourni à 203 personnes. Grâce aux différents renforcements de capacités des prestataires de services, aux séances de sensibilisation et au référencement des survivantes, un total de 6 716 cas de VBG (495 cas de viol, 297 cas d'agressions sexuelles, 1767 cas d'agressions physiques, 1002 cas de violences psychologiques, 1467 cas de mariages forcés ou d'enfants qui ont été empêchés et 1688 cas de déni de ressources) ont été pris en charge dont 153 cas de VBG ont reçu une assistance juridique et judiciaire avec 57 dossiers orientés vers les services judiciaires et 10 dossiers ont fait l'objet d'un jugement. Concernant la réinsertion des survivantes de VBG, un total de 1000 bénéficiaires directs (y compris des plateformes multifonctionnelles) ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique dont 600 en kits<sup>4</sup> (500 ont reçu un kit animalier, 57 petit commerce, 32 transformation agro-alimentaire et 11 savonnerie-cosmétique) leur permettant d'améliorer leurs revenus et d'être autonomes.

<sup>4</sup> Il existe quatre types de kits : (i) un kit animalier comprenant 3 chèvres et un bouc pour le petit élevage, et 2 béliers pour l'embouche, (ii) un kit de petit commerce, (iii) un kit de transformation agroalimentaire et (iv) un kit de savonnerie-cosmétique.

**Pour ce qui concerne le Pilier 5**, un système de collecte de données a été mis en place à travers Kobo Toolkox pour assurer le suivi des réalisations des cliniques juridiques, sous la supervision de l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et le contrôle qualité de la Direction des Statistiques du Ministère de la Justice. Le Programme a appuyé la réalisation de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG qui a permis de disposer des données actualisées et fiables sur les VBG. Les résultats de l'étude ont contribué à produire des évidences sur les formes des VBG, ses causes profondes, les lacunes existantes dans les services de réponse et les besoins spécifiques des femmes et des filles affectées par les VBG. Les conclusions de cette étude ont informé les stratégies du programme mais ont également servi de document d'orientation pour un grand nombre d'acteurs opérant dans ce domaine. Pour renforcer le système de collecte des données de routine sur les VBG, deux missions de sensibilisation des cadres régionaux de la police et de la gendarmerie ont été effectuées et 46 acteurs de la lutte contre les VBG des régions de Tahoua et Tillabéri ont été formés sur la collecte des données conformément au système de gestion des données (GBVIMS). Ces agents des cellules de protection de femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie ont été outillés à l'utilisation des smartphones pour la collecte des données VBG. La police et la gendarmerie National dispose de mécanisme de collecte et de gestions des données relatives au plaintes qu'elles reçoivent.

**Enfin pour le Pilier 6**, une cartographie des organisations confrontées aux discriminations croisées a été réalisée afin d'identifier les besoins de formation spécifiques de ces partenaires clés. Dans ce cadre, 88 organisations dont 72 ont vu leurs capacités renforcées en élaboration de micro-projet, gouvernance, vie associative, gestion administrative et financière, VBG et plaidoyer.

Un livret pédagogique sur la protection des défenseurs des droits des femmes et des filles a été élaboré. Compte tenu de la complexité de cette action, les défenseurs des droits des femmes et des filles sont exposés à des menaces, à des griefs et à des agressions. Dans l'exercice de leur fonction, il était nécessaire d'avoir un outil de protection pour leur permettre d'exercer correctement leurs fonctions. La base de données des organisations

féminines a été mise à jour avec l'intégration de 23 nouveaux groupements féminins. A ce jour, la base de données compte 224 groupements féminins. Le Programme Spotlight a permis à 70 jeunes membres des réseaux d'organisation de jeunes et de femmes de renforcer leurs capacités en communication, plaidoyer et technique d'argumentaire efficace afin d'augmenter leur pouvoir d'influence auprès des décideurs et des membres de la communauté pour mettre fin aux VBG.

Dans la vision de « Ne laisser personne de côté », la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées a été dotée de 50 motos tricycles dans les régions de Spotlight, considérées comme activité génératrice de revenus. Cette initiative permet de faciliter leur mobilité et renforcer leur autonomisation économique. Cette assistance a permis à 300 enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale de bénéficier des frais de déplacement vers les centres de santé, de disposer des ressources pour la prise en charge des frais médicaux, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte contre et l'élimination de toutes formes de violences.

En conclusion, conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours, l'Initiative Spotlight a continué à travailler pour renforcer la durabilité des résultats obtenus au cours des deux premières années de mise en œuvre (2019-2020). Une partie de la stratégie de durabilité, qui sera développée au cours de la Phase II, consiste à renforcer les systèmes sociaux et à intégrer les efforts pour éliminer les VFF et promouvoir l'égalité des sexes dans les systèmes institutionnels. Pour atteindre cet objectif, l'Initiative a concentré ses efforts sur : i) un engagement renforcé des chefs traditionnels qui deviennent des " agents de changement " dans leurs propres communautés ; ii) un engagement transversal de la société civile pour sensibiliser à l'importance de dénoncer les incidents de VBG, de sensibiliser à maintenir les filles surtout à l'école; iii) un engagement renforcé de la police, de la gendarmerie et du système judiciaire pour éliminer l'impunité et les règlements à l'amiable en promouvant une culture de " tolérance zéro " ; iv) un renforcement des capacités institutionnelles et une réduction des inégalités grâce à une budgétisation sensible au genre et un cadre politique et législatif prônant l'égalité entre les femmes et les hommes.

# 02

---

**CHANGEMENTS  
CONTEXTUELS ET  
ÉTAT DE MISE EN  
ŒUVRE**

---

Les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Nigeria, Niger et Tchad) font face depuis plusieurs années à une croissance de l'insécurité. Les coalitions régionales et internationales de défense et de sécurité (présence de la force du G5 Sahel, de l'armée française à travers l'opération Barkhane, les forces spéciales américaines qui disposent de trois bases militaires) existent pour lutter contre le terrorisme. Malgré ces dispositions, d'énormes pertes en vies humaines, matérielles, massacre des populations, enlèvements des personnes, violations des droits des populations, perturbations de la quiétude des hommes et des femmes et surtout des enfants, pillages des biens et des vivres, déplacements des populations, fermetures des infrastructures sociales de base (écoles, centre de santé) ont été enregistrés.

Au Niger, depuis 2021, d'importants efforts (renforcement des forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières, collaboration population et forces de défense et de sécurité dans les localités à hauts risques, l'état d'urgence décrété sur l'ensemble des régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa interdisant la circulation des motocycles) ont été fournis par l'Etat afin de sécuriser les populations des zones touchées par le terrorisme. Ces efforts visent à répondre aux attentes des populations qui aspirent à la sécurité, à une éducation de qualité, des services de santé adéquats, des infrastructures d'hygiène et d'assainissement afin de relancer l'économie de ces zones mises à mal par les multiples restrictions liées à l'état d'urgence. Les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa (Inates, Chinagoder, Zaroumdarey, Tchomo Bangou, Tillia, Bosso, Banibangou) sont en alerte maximum et continuent de vivre des incursions des terroristes avec des conséquences humanitaires préoccupantes.

Entre janvier et juin 2021, neuf attaques conduites par des éléments présumés de Groupes Armés Non Etatiques (GANE) ont ciblé des positions des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) respectivement à Diffa, Mainé-Soroa et Bosso, signe d'une dégradation de la situation sécuritaire le long de la frontière. En outre, de nombreux incidents de protection ciblant des civils (enlèvements suivis de demande de rançons, cas de violence basée sur le genre, des cas d'engins explosifs improvisés) continuent d'être enregistrés.

Au cours du premier trimestre de l'année 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1 643 personnes ont été rapportés, dont 638 incidents pour le mois de mars. Les moyens logistiques et autres infrastructures sociales de base ne sont pas épargnés par les GANE tels que le vol de l'ambulance et le pillage du centre de santé intégré (CSI) de Chétimari.

En plus de ces défis sécuritaires, s'ajoutent les aspects structurels liés à un taux de fécondité élevé (6,2 enfants par femme en moyenne). Cela peut se justifier par un fort taux de mariages précoces (76,3% des filles âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans et 28% avant 15 ans), la forte prévalence de la polygamie et de la répudiation, le faible recours aux méthodes contraceptives (10%), la scolarisation relativement faible des filles. Le Niger a l'un des plus forts taux d'accroissement naturel de la population au monde (3.9% par an). Il en résulte, une population extrêmement jeune dont les enfants de moins de 18 ans représentent 60,14 % de la population.

En outre, les inondations ont généralement lieu au Niger en saison pluvieuse, entre juillet et septembre, période où les pluies sont souvent abondantes et peu espacées. Les régions les plus touchées sont Maradi au sud, Diffa, Tahoua, Tillabéri, Dosso et Niamey à l'ouest. A Niamey, les inondations sont liées à des causes naturelles (écoulement du fleuve qui peut sortir hors de son lit) et anthropiques directes avec notamment l'imperméabilisation des berges et la dégradation continue des sols qui accentuent le ruissellement et limitent l'infiltration, l'insuffisance de structures d'urbanisation et de plan d'aménagement dans les grandes villes, l'ensablement des lits de fleuves et affluents qui augmentent les risques de crues fluviales.

Selon les données de l'aperçu des besoins humanitaires de 2021, il a été estimé à 3,8 millions de personnes dans le besoin dont 51% de femmes, 55% d'enfants et 4,2% de personnes handicapées (2,11% de femmes et 2,06% d'hommes) avec une forte prévalence à Niamey (6,4%) et Zinder (5,3%). Les régions présentant une faible proportion de personnes handicapées sont Diffa (2,5%) et Agadez (2,6%).

Le contexte sécuritaire et humanitaire a accru les incidents de protection affectant les enfants dont la

séparation avec les familles, les viols, les exploitations sexuelles, les mariages et le travail des enfants. La situation de précarité des ménages pauvres augmente dans un contexte où les normes sociales et de genre discriminatoires continuent d'être identifiées comme un des freins majeurs à la réalisation des droits des femmes et des filles.

Par ailleurs, même si la pandémie COVID-19, n'a pas connu une grosse ampleur au Niger, les mesures de prévention continuent d'être observées. La sensibilisation s'intensifie auprès des populations, surtout des jeunes et des personnes vulnérables. Les services de vaccinations contre le COVID-19 sont accessibles dans les structures de santé et les campagnes de mobilisation communautaire et d'information sont organisées pour améliorer la couverture vaccinale. Les frontières terrestres du Niger, fermées depuis mars 2020 pour éviter la propagation du nouveau coronavirus, sont rouvertes depuis juin 2021.



*« L'analyse de la tendance épidémiologique de la Covid-19 montre que la situation est toujours sous contrôle », assure le gouvernement.*

Malgré ces défis multidimensionnels, le pays a pu finaliser son processus électoral qui a enregistré l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Président de la République, un nouveau parlement avec pour la première fois 50 femmes élues sur 166 députés, soit 30% (au-delà du minimum de 25% inscrits dans la loi sur les quotas contre 20% dans l'ancien Parlement) et 27% de femmes parmi les élus locaux. En effet, la révision de la loi sur les quotas en 2019 a entraîné une inscription significative des femmes dans le processus électoral qui représentait 55% de femmes dans le fichier électoral. Aux élections du 27 décembre 2020, les estimations sont de 1409 femmes députées contre 3318 hommes. Les hommes ont encouragé et soutenu

les femmes à se présenter non seulement aux élections législatives et locales mais ils se sont aussi mobilisés lors des campagnes électorales.

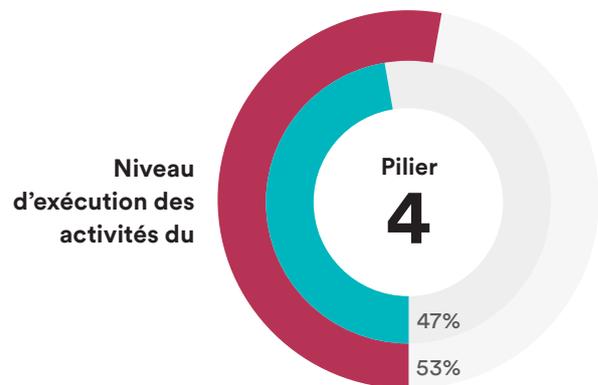
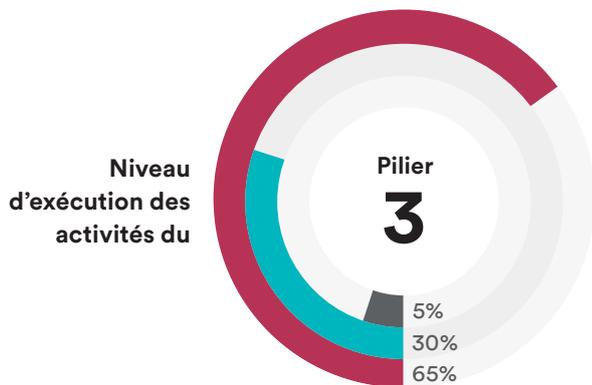
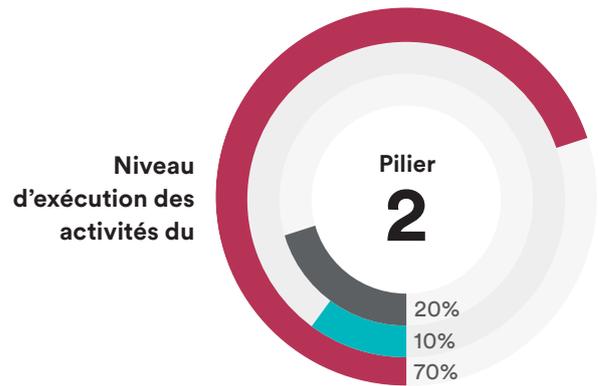
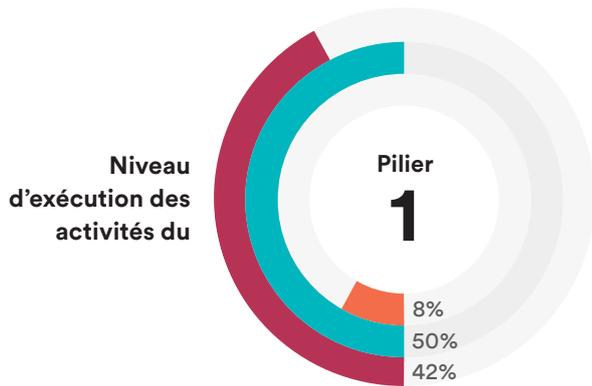
Cette configuration du Parlement constitue une opportunité de plaider en faveur des droits des filles et des femmes. Au sein du gouvernement actuel, on compte 8 femmes ministres sur les 42 membres du gouvernement (soit 19%). On dénombre également 2 femmes sur les 52 préfets (3,8%), 6 femmes sur 266 maires (2,3%) et aucune femme gouverneur.

Le contexte politique est favorable à relever les défis de l'éducation, des mariages précoces (76,3% sont mariées avant 18 ans et 28% avant 15 ans), et du faible accès aux méthodes modernes de contraception. Et plus récemment, le Sommet des filles africaines organisé par l'Union Africaine au Niger du 16 au 18 Novembre 2021 a recommandé de relever l'âge du mariage de la jeune fille de 16 à 18 ans.

L'éducation de la jeune fille et les défis démographiques ont été mentionnés parmi les priorités du nouveau président lors de son discours d'investiture. Une des stratégies développées est de tout mettre en œuvre pour favoriser la scolarisation et le maintien des filles afin de retarder leur âge au premier mariage.

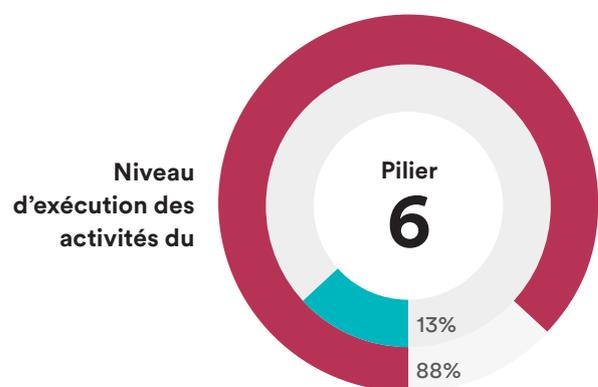
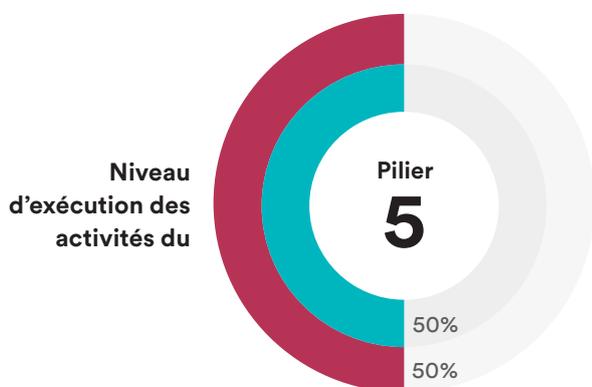
Le Programme dans son exécution a été perturbé par la restructuration des ministères. Car la nouvelle équipe ne pouvait plus non seulement engager des dépenses pendant cette période mais aussi il a fallu expliquer aux nouveaux cadres nationaux des ministères sectoriels le programme spotlight et les situer sur les attentes par rapport à chacun des Ministères.

Dans l'ensemble, les activités programmées ont été mises en œuvre (61%), celles en cours de réalisation représentent 33%, les activités supprimées sont de 4% et seulement 1% n'a été réalisée. Cependant, cette observation a des disparités par pilier. Au pilier 1, les activités réalisées représentent 42% des activités planifiées, 50% sont en cours de réalisation (l'étude sur le cadre légal et les dialogues de haut niveau à organiser) et 8% n'ont pas été réalisées. Pour le pilier 2, 70% des activités programmées ont été réalisées, 20% ont été supprimées et 10% en cours de réalisation.



■ Activité réalisée   ■ Activité en cours   ■ Activité non réalisée   ■ Activité supprimée

En ce qui concerne les autres piliers (3, 4, 5 et 6), le niveau d'exécution des activités a la même tendance avec plus de 50% des activités réalisées.



■ Activité réalisée   ■ Activité en cours

## EXÉCUTION FINANCIÈRE PAR PILIER

Domaines par pilier	Montant total budgétisé janvier 2019-décembre 2021 usd (budget révisé et approuvé en novembre 2019) en USD	Montant total dépensé janvier 2019-décembre 2021 (Dépenses + engagements) en USD	Progrès de la mise en œuvre (%)
<b>Pilier 1 :</b> Cade légal et politique	1 101 568	749 185	68%
<b>Pilier 2 :</b> Renforcement des capacités des institutions	810 510	619 530	76%
<b>Pilier 3 :</b> Prévention et changement des normes sociales	3 918 256	4 974 742	127%
<b>Outcome 4 :</b> Services de qualité	4 604 623	3 953 270	86%
<b>Outcome 5 :</b> Données disponibles de qualité	1 246 278	520 182	42%
<b>Outcome 6 :</b> Renforcement des organisations féminines	1 245 347	965 727	78%
<b>Total</b>	<b>12 926 582</b>	<b>11 782 636</b>	<b>91%</b>

De façon générale, le progrès de la mise en œuvre (91%) est satisfaisant. Cependant, lorsqu'on considère la mise en œuvre par pilier, le pilier 1 « Cadre légal et politique » avec 68% s'explique par le fait que les activités de lobbying et de dialogue politique liées à

la validation des résultats de l'étude du cadre légal n'ont pu se réaliser en 2021. En ce qui concerne le pilier 3 « Normes sociales », un dépassement de 27% est dû à des révisions budgétaires pour l'intégration des activités liées à la Covid-19.

# 03

---

## **GOUVERNANCE ET COORDINATION DU PROGRAMME**

---

## A) COMITÉ DE PILOTAGE (CoPiL)

Au Niger, à la différence des autres pays qui mettent en œuvre l'Initiative Spotlight, le Comité de Pilotage est présidé par la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) et la vice-présidence est assurée par Madame l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies. Les autres membres du comité de pilotage sont: le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Enseignement Primaire, le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques, le Ministre des Enseignements Secondaire, des représentant.es de l'UE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile.

Les réunions du Comité de pilotage visent à approuver les documents produits par le Programme, d'adopter les recommandations du Comité Technique et de fournir des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre du Programme. La quatrième réunion du comité de pilotage a eu lieu le Mardi 1er Février 2022. Cette rencontre avait pour objectifs d'approuver les recommandations des travaux du Comité technique et de proposer des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre du Programme Spotlight durant la deuxième phase. **Plus spécifiquement, il s'agissait de:**

- Faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du Comité de Pilotage ;
- Présenter les livrables de la phase I et le niveau d'exécution financière ;



Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

La réunion du comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight du 1er Février 2022 a été présidée par Madame Allahoury Aminata Zourkaleini, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, en présence de Son Excellence Dr Denisa-Elena IONETE, Ambassadeure, Cheffe de la Délégation de l'Union Européenne au Niger, Son Excellence Madame Louise Aubin, Ambassadeur Coordonnatrice Résidente - Coordonnatrice Humanitaire du Système des Nations Unies au Niger et avec les participations de Docteur Illiassou Idi Maïnassara, Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ; PHD Mamoudou Djibo, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ; Monsieur Abdou Rabiou, Ministre du Plan et de Monsieur Sekou Doro Adamou, Ministre de la Jeunesse et du Sport.

- Présentation des principaux axes de la phase II ;
- Présenter les recommandations de la quatrième réunion du Comité Technique pour validation.

**Présidée par Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, cette rencontre a vu la participation des personnes suivantes :**

- Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
- Le Ministre du Plan ;
- Le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ;
- Le Ministre de la Jeunesse et du Sport ;
- L'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du SNU ;
- L'Ambassadeure de la DUE et le point focal Spotlight ;
- Les Représentants Résidents des quatre (04) Agences des Nations Unies et leur staff respectifs ;
- L'équipe de l'Unité de Coordination de l'initiative Spotlight au Niger ;
- Les représentantes de la gendarmerie et de la police nationale ;
- Les représentants des organisations/réseaux de la société civile ;
- Les cadres du MPFPE et du Ministère de l'Hydraulique.

**Suite aux échanges, les recommandations suivantes ont été formulées :**

- Impliquer les organisations féminines au niveau local dans la mise en œuvre de la Phase 2 du Programme.
- Approuver les révisions des lignes budgétaires et aux changements des UNDG codes qui ont été effectuées par les Agences suite à la prise en compte des activités liées à la COVID-19.
- Procéder à la révision budgétaire du plan de travail qui s'inscrit comme étant la deuxième révision budgétaire du 1er Février 2022.
- Mettre en place une cellule de Coordination, de suivi et d'évaluation au sein du MPFPE.
- Créer un cadre de concertation de haut niveau (au niveau ministériel ou au moins au niveau des

Secrétaires Généraux des ministères) pour lever les blocages empêchant la collaboration et, partant l'atteinte des résultats.

- Evaluer les activités du Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des survivantes de VBG de Tillabéri avant de voir les possibilités de mettre sur la table les Procédures Opérationnelles Standards (POS) proposés pour la gestion des centres.

## **B) GROUPE DE RÉFÉRENCE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (GRSC)**

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme, sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin à la VBG. En reconnaissance de leur leadership et de leur expertise, la société civile est représentée en tant que partie prenante et partenaire clé à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight, et notamment sa voix est amplifiée par le biais du Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC). Conformément au principe de "ne laisser personne de côté", le Groupe de Référence de la Société Civile représente une grande diversité de groupes de femmes et de filles, y compris celles qui sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination. Au Niger, le GRSC est composé de 20 membres, dont des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos, les personnes malvoyantes, les personnes à infirmité motrice cérébrale (IMC) et les personnes handicapées physiques. En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a élargi sa base d'organisations de la société civile à 4 nouvelles organisations de la société civile, à savoir le Comité de Jeunes Filles Leaders, le Réseau des Femmes Enseignantes du Niger, l'OSC DIKO et l'Association Nationale des Albinos du Niger.

Au cours de la période de référence, ses activités ont contribué à assurer une participation active de la société civile et à faciliter la coordination entre la société civile, la Coordination Spotlight et le Ministère

de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Durant le processus de formulation de la phase II, il a pris une part active en fournissant des contributions substantielles afin d'établir les priorités stratégiques du programme. Ce groupe a aussi conseillé l'équipe de pays sur la manière d'impliquer efficacement la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight au Niger pour la réalisation de ses objectifs, notamment au cours de réunions des Comités de Pilotage et Technique.

En accord avec les priorités fixées par le GRSC et en prenant en compte les mesures de protection nécessaires lors de la COVID-19, un plan d'action budgétisé à hauteur de \$20,000 a été mis en œuvre avec l'objectif de mener des activités transversales

dans les domaines a) du suivi et de l'évaluation participatifs, b) de la sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial, c) de la communication et de la coordination efficaces avec les parties prenantes internes et externes.

L'un des principaux résultats obtenus a été la mise en œuvre d'un projet pilote sur le suivi et l'évaluation participatifs (SEP). Dans ce cadre, il a été développé une stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs et a mis en œuvre un projet pilote sur le SEP. Le Groupe a organisé des missions de terrain qui ont permis d'échanger avec les communautés sur l'impact du Programme, de collecter des témoignages, des histoires de vie et des bonnes pratiques qui ont été utiles à la formulation des activités de la Phase II.



« Les visites de terrain réalisées dans le cadre du SEP ont été très importantes pour observer et analyser les impacts de l'Initiative Spotlight, pour parler directement avec les femmes et les filles bénéficiaires directes du programme, les autorités locales, les hommes et les garçons aussi des survivantes des VBG. Grâce à cela, nous avons pu formuler des recommandations d'amélioration spécifiques et concrètes. »



- Soumaila Moumouni, GRSC Niger -

Il a aussi développé un tableau de bord à des fins de plaidoyer (Advocacy Scorecards). Ce document est le fruit des efforts indépendants qui ont été menés pour assurer le suivi des processus et systèmes de Spotlight, avec une attention portée sur la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, en tenant compte de la réponse de Spotlight à l'égard de la protection intégrée des activistes.

Il a également partagé son expérience et les enseignements tirés lors d'échanges mondiaux, régionaux et inter-régionaux. Par exemple, le GRSC a contribué par des présentations ciblées aux échanges suivants :

- 1: *Group of Friends for the Elimination of Violence against Women and Girls, 29 January 2021*
- 2: *Echange du Secrétariat global sur l'engagement des GRSC en Afrique par le biais du suivi évaluation participatif, 12 mai 2021*
- 3: *Annual Continental Coordination Platform for the AU member States implementing National Spotlight Programmes, 1 juin 2021*
- 4: *Echanges global sur « Fostering civil society engagement through Participatory Monitoring and Evaluation », 3 juin 2021*
- 5: *Réunion des points focaux du Secrétariat global sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes Septembre et Octobre 2021*
- 6: *Signature de la lettre ouverte à l'UE pour plaider en faveur de la poursuite du financement de spotlight 1 Octobre 2021*
- 7: *Participation à l'enquête mondiale sur l'engagement et le partenariat avec les groupes de référence aux niveaux mondial, régional et national 8 Octobre 2021*
- 8: *Echanges sur l'étude "Impact Modelling" de l'Initiative Spotlight, 20 Octobre 2021*

Finalement, sur la base des résultats positifs obtenus au cours de 2021, le GRSC a élaboré un plan de travail budgétisé pour la deuxième phase du programme. Les principaux domaines d'intervention seront : a) Suivi et

Evaluation participatifs, b) Communication, plaidoyer et sensibilisation, pendant la journée internationale des droits de la femme, les 16 Jours d'Activisme, la journée internationale de la jeune fille, la mobilisation des

artistes (musiciens, humoristes, slameurs) engagés contre les VBG et les formes de discriminations croisées et les actions à l'endroit des élèves et étudiants pour leur implication dans la lutte contre les VBG dans leurs régions c) Coordination et plaidoyer aux niveaux régional, sous-régional et global et d) implication et engagement du secteur privé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

## C) COORDINATION INTER-AGENCE, COMITÉ TECHNIQUE ET AUTRES MÉCANISMES DE GOUVERNANCE

### Bureau de Coordination du SNU

L'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du SNU s'est beaucoup investie dans le suivi de la mise en œuvre des activités du Spotlight.

Les rencontres avec l'Ambassadeur de la Délégation de l'Union européenne, les chefs d'agence lui ont permis une imprégnation rapide des acquis et des défis du Programme. Sa vision sur les résultats à impact,

les évidences ont suscité l'organisation des visites de terrain pour échanger avec les autorités locales, les acteurs et les bénéficiaires du Programme. Elle a effectué deux missions dans les régions de Maradi (du 3 au 5 juin 2021) et de Tahoua (du 14 au 17 septembre 2021) en présence du Ministre de l'Action Humanitaire et de la gestion des catastrophes, des chefs d'agence et d'organisations des Nations Unies et des partenaires techniques et financier.

La délégation a été unanime sur les succès et les résultats présentés autour des responsabilités et leadership du Chef de canton de Tessaoua, de la présentation du dispositif communautaire pour la prévention et la prise en charge des VBG, le système de maintien des filles à l'école, de l'Espace sûr et le comité villageois de protection de l'enfant de Tibiri et la plateforme multifonctionnelle de réinsertion socio-économique de Tahoua.

Les échanges avec les bénéficiaires directes surtout les adolescentes et les filles ont permis d'entendre les changements de comportements obtenus et les potentialités de la part des adolescentes non scolarisées et déscolarisées.

« L'Initiative Spotlight permet de mutualiser les diverses interventions pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux adolescentes (...) tous ces programmes s'articulent autour d'un seul objectif : celui de voir s'améliorer le bien-être de toutes et tous dans un environnement qui permette le plein épanouissement de chaque membre de la société – jeunes et vieux, femmes et hommes. »



- Madame Louise Aubin, Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente SNU Niger, Symposium des chefs traditionnels -





**Photos : Initiative Spotlight Niger**

L'Ambassadeur Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du SNU reçue chez le chef de canton de Tessaoua (région de Maradi), s'est entretenue avec les jeunes filles dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

**Coordination inter-agence**

- Chaque agence est lead de pilier (pilier 1: ONU FEMMES, pilier 2: PNUD, pilier 3: UNICEF, pilier 4: UNFPA, pilier 5: UNFPA et pilier 6: ONU FEMMES) pour assurer la programmation des activités par pilier, le suivi, la coordination et le développement des synergies. Au total, une réunion par pilier a pu être organisée. Il n'existe pas de périodicité. Une des recommandations de l'évaluation à mi-parcours a mis l'accent sur cette limite et pour la phase II les dispositions ont été prises pour leur organisation trimestrielle.
- Au niveau des régions principalement à Tillabéri, Maradi et Tahoua, les acteurs du Spotlight participent aux réunions de coordination des groupes de travail « Protection » où se font les partages d'informations sur les activités en matière de VBG et d'intégration du genre, d'organisation de visite de terrain, de synergie dans les réponses et de mobilisation de ressources additionnelles. L'ONG APBE qui met en œuvre les activités du Spotlight dans le cadre de la prise en charge des VBG possède une unité mobile (sage-femme, gestionnaire de cas, psychologue) et intervient dans les zones d'urgence en collaboration avec les acteurs humanitaires (UNHCR).

« Le programme Spotlight réussi la prouesse de renforcer la synergie entre nous acteurs de la lutte contre les VBG dans le dialogue que nous avons avec les leaders communautaires. Sur le terrain, nous constatons que la prise en charge des femmes et des filles victimes de VBG est effective. Il est important d'étendre la couverture de vos activités à plus de localités. »



- Madame Ibra Mazo Habiba, Associée de terrain Protection, HCR Tahoua -

### Visite de la représentante spéciale chargée des violences à l'encontre des enfants

Du 14 au 21 Novembre 2021, Docteur Najat Maalla M'jid était au Niger pour (i) faire le suivi de la collaboration entre le Gouvernement du Niger et le Mandat de la Représentante Spéciale, (ii) apprécier l'avancée sur la traduction en actions des recommandations sur la situation des droits de l'homme au Niger qui a été examinée le 03 mai 2021 lors de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, (iii) organiser des dialogues constructifs avec les plus hautes autorités du pays, ainsi que tous les acteurs et partenaires clés, y inclus les enfants, les jeunes, les femmes et les communautés locales, (iv) visiter et échanger sur les différents programmes destinés à la prise en charge des enfants et des femmes,

(iv) renforcer l'appui des NU et la mobilisation des partenaires pour accompagner la mise en œuvre du plan gouvernemental et de la priorité nationale qui porte sur l'Education particulièrement des filles en vue de réduire les violences basée sur le genre et les pratiques traditionnelles préjudiciables aux filles telles que le mariage des enfants, dans le cadre d'une approche inclusive, intégrée et multisectorielle et (v) participer au pré Sommet des jeunes (le 14 Novembre) et au Sommet des Filles Africaines (16 au 18 Novembre) qui a permis d'avoir des rencontres bilatérales avec l'UA, des Ministres et représentants, des jeunes, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des ONG, OSC et média et le réseaux des femmes journalistes 'les panafricaines'. Les résultats clés en lien avec le programme spotlight qui ont été obtenus sont les suivants :

« Je confirme ici mon engagement fort de faire de l'éducation la priorité du Gouvernement pour lutter contre la violence basée sur le genre, qui se traduit essentiellement par les abus sexuels, les mutilations génitales, le mariage précoce des enfants, les grossesses nombreuses et précoces, les fistules obstétricales, et leurs conséquences dévastatrices sur le développement, la santé physique et mentale et la scolarisation des filles. Je suis fortement convaincu que l'éducation, l'autonomisation des filles et des femmes sont des investissements clés pour le développement du pays. Je suis attaché à l'importance de l'appui du système des Nations Unie et des partenaires Techniques et Financiers tant au niveau du pays qu'au niveau global pour mener à terme ce changement, malgré les nombreux défis et challenges. »



- Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum Président de la République,  
Chef de l'Etat du Niger -

« Je félicite le Gouvernement du Niger sur son engagement de faire de l'éducation de qualité une priorité. L'accès à une éducation doit être sûr, équitable et inclusif et ne pas se limiter exclusivement à l'enseignement de base, intégrant la digitalisation et la protection en ligne, les mécanismes de signalement des violences, l'éducation à la santé reproductive, l'épanouissement personnel, la culture de la non-violence, la citoyenneté ainsi que la participation active des élèves. L'école doit être ouverte sur son environnement, impliquant les parents et les communautés. L'alphabétisation doit être numérique, juridique, économique et doit permettre de renforcer le pouvoir économique des femmes. »



- Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale chargée de la question des violences à l'encontre des enfants -

L'engagement du Sultan de la région de Zinder, dans le cadre du programme Spotlight a été très bien apprécié. Grâce à sa forte mobilisation des communautés locales, il a permis le changement de comportement positif des populations qui a engendré l'augmentation de la scolarisation des filles qui est passée de 12% à 26% en l'espace de 6 mois dans sa zone durant l'année 2021.

Avec les partenaires nationaux, les défis urgents identifiés à adresser pour contribuer aux résultats du Programme Spotlight sont i) la prise de conscience des communautés et des familles pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux enfants auprès des communautés et des familles en s'orientant vers la dénonciation et la non banalisation des VBG; ii) la nécessité de renforcer l'approche multisectorielle en étroite collaboration avec les secteurs de l'éducation, de la police, de la gendarmerie, de la santé, de la justice, de l'action sociale, iii). la révision totale des curricula des enseignants et des manuels scolaires pour les adapter aux contextes et qu'ils ne favorisent plus un climat sexiste et discriminatoire, iv) les fistules gynéco-obstétricales qui préoccupent avec plus de 750 par an dans un seul des centres du ministère dont des jeunes filles qui subissent un abandon et un rejet total de la famille et de la communauté, v) l'augmentation de l'usage de drogues par les enfants et les jeunes, vi) la nécessité de réformer les Lois conformément aux standards internationaux notamment la loi qui autorise le mariage des filles de

15 à 18 ans, la loi sur la répudiation, les châtiments corporels, vii) la nécessité de mettre en place une justice adaptée aux enfants et au genre, et l'intensification de la lutte contre l'impunité des auteurs de ces crimes, viii) renforcer les capacités de manière plus cohérente de l'École de formation Judiciaire en ajoutant dans la formation continue les questions de protection des droits de l'enfant et de violence, ix) revoir la Loi en intégrant la dimension de la cyber protection des enfants et le besoin de former et sensibiliser la police, la gendarmerie et la justice.

Le Haut Commandement de la Gendarmerie, Ministère de la Défense Nationale démontre un fort engagement à son plus haut niveau hiérarchique de faire de la protection des enfants et des femmes victimes de violences une priorité. La gendarmerie étant en lien direct avec les populations, elle sert de police de proximité et de référence pour favoriser les dénonciations et plaintes contre les violences faites aux femmes et aux filles. Une prise en charge au sein de la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs est assurée conformément aux principes de respect, de sécurité, de confidentialité et de non-discrimination. L'audition des personnes victimes de VBG est de qualité. Cette cellule centrale est dotée d'un système de gestion de données informatisé et à jour sur l'ensemble du pays. Les résultats constituent des évidences pour les progrès réalisés par la gendarmerie nationale.



Photos : UNFPA Niger

Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du SG NU pour les violences contre les enfants en échange sur le système informatisé de gestion des données VBG utilisé par la Gendarmerie.

La cheffe de la cellule de Protection des femmes et des Mineurs, la Capitaine Mme Morou Hadiza, au vu des résultats obtenus par la gendarmerie sous son leadership et grâce à son engagement et sa détermination pour éliminer les violences à l'encontre des femmes et des enfants a été investie symboliquement par la Représentante spéciale comme Ambassadrice de lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes des Nations Unies au Niger en présence de l'Ambassadeur coordonnatrice du Système des Nations Unies au Niger, de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, du Haut Commandant de la Gendarmerie Nationale.

## Comité Technique (CoTech)

Cet organe est présidé par l'Ambassadeur, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et co-présidé par le Secrétaire Général du MPFPE. Le Comité Technique (CoTech) a pour objectifs d'analyser les rapports de mise en œuvre et les consolider, d'identifier les défis liés à la mise en œuvre et proposer des solutions ; de faire une validation technique de tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage ; d'organiser les revues semestrielles et annuelles du plan de travail et de conduire des missions conjointes de suivi sur le terrain.

Au titre de l'année 2021, le Comité Technique a tenu sa quatrième réunion le 18 Janvier 2022 et qui a permis de connaître le niveau de mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du CoTech, de présenter les principaux résultats atteints, d'identifier les enseignements tirés de la phase I du Programme et les axes stratégiques retenus pour la Phase II, de partager les conclusions de la mission d'organisation et de fonctionnement des centres régions multifonctionnels de prise en charge holistique de Maradi et de Tahoua. Les recommandations issues de ce CoTech ont été soumises au Comité de Pilotage du 1er Février 2022 pour adoption.

## D) UTILISATION DES OUTILS INTER-AGENCES DE LA RÉFORME DE L'ONU

Il existe un Business Operations Strategy (BOS) au Niger. Cela représente un pas important dans la mise en œuvre de la réforme "Delivering As One" (DAO). Cet outil a permis de renforcer la cohérence et l'harmonisation de certaines activités du Programme. Les opérations communes (*Operating as One*) ont consisté :

- Lors de la formulation du Bilan Commun Pays, le Programme Spotlight a partagé tous les acquis et les défis après analyse ont été utilisés dans le

cadre la planification stratégique. Les résultats stratégiques de l'UNSDCF en lien avec les ODD ont intégré les questions de genre et de VBG.

- Il était prévu de réaliser deux études qui finalement ont été fusionnées en une seule et portées par deux agences. Cette initiative a permis de réduire le nombre de consultants à engager et de faciliter le processus de recrutement des consultants. Cela a permis de gagner en temps et de réduire les ressources.
- La commande des équipements et matériels pour la mise à niveau du centre national de référencement des fistules obstétricales devait être faite par deux agences. Il a été décidé que l'une des agences utilise le LTA de l'autre en passant par sa centrale d'achat pour l'acquisition desdits équipements et matériels. Cette procédure liée aux opérations communes a renforcé la collaboration entre les deux agences, réduit les coûts, parler d'une seule et même voix devant le partenaire national bénéficiaire.
- Le local dans lequel se trouve le Programme est partagé avec deux autres agences. Chacun contribue aux charges (ICT, eau, électricité, gardiennage, loyer, nettoyage) de façon coordonnée, efficiente et efficace.



**Photos : UNFPA Niger**

*Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du SG NU pour les violences contre les enfants et la la cheffe de la cellule de Protection des femmes et des Mineurs, la Capitaine Mme Morou Hadiza, lors de la cérémonie d'investiture.*

# 04

---

## **PARTENARIATS DU PROGRAMME**

---



Comme les deux premières années de mise en œuvre du Programme Spotlight, la consolidation des partenariats établis a été essentielle pour l'obtention des changements de comportements positifs en faveur de la protection des femmes et des filles. Le Programme Spotlight au Niger a activement collaboré avec le Gouvernement, la société civile, la DUE, la chefferie traditionnelle et la Médiature de la République pour bâtir de solides partenariats autour des questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles.

## A) GOUVERNEMENT DU NIGER

Le partenariat établi en 2020 avec les Ministères sectoriels a été maintenu et renforcé en 2021 pour soutenir la coordination, la mise en œuvre et le suivi des interventions.

- **Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance** et ses services déconcentrés des régions cibles du programme

est un partenaire pour la mise en œuvre des activités visant le renforcement l'engagement communautaire en vue de l'élimination des VBG et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles des villages d'intervention ainsi que le renforcement des services régionaux pour une prise en charge de qualité des survivantes.

Le Ministère appuie la mise en œuvre des activités de renforcement du cadre légal contre les VBG et la mise en place des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Il mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont la Direction de la Protection des Droits des Femmes et la Direction du Plaidoyer, de la communication pour la protection de l'Enfant qui est le point focal pour le programme.



Photos : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Les Directions regionales et departementales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant jouent un role cle dans la coordination des activites dans les regions de mise mise en oeuvre du programme Spotlight au Niger.*

- **Le Ministère de l'Enseignement primaire et ses services régionaux déconcentrés** pour les activités de mobilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents. Au niveau déconcentré, le Ministère travaille en synergie avec les services sociaux et les comités de protection de l'enfant pour assurer une meilleure prise en charge des survivantes.
- **Le Ministère de l'Enseignement secondaire** pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.
- **Le Ministère de la Justice**, partenaire et porte d'entrée pour les réformes législatives nécessaires pour mieux protéger les personnes à risques et s'assurer que les auteurs soient poursuivis conformément aux textes en vigueur. Il appuie la mise en œuvre et la finalisation de l'étude sur le cadre légal et la mise en place de nouvelles réformes pour mettre les femmes et les filles à l'abri de toute forme de violence. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le Ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.
- **Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA)** pour la mise en œuvre des activités relatives à la mise aux normes des écoles pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les villages cibles. Ce partenariat a consisté à la mobilisation sociale pour le changement des comportements et attitudes néfastes envers les femmes et les filles, et à l'implication dans l'élaboration des plans locaux de développement pour une meilleure prise en compte du genre et de la GHM. Il s'agit aussi de la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains dans les écoles selon les normes et procédures en vigueur.
- **Le Ministère de la Sécurité** à travers les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et les brigades de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.
- **Le Ministère de la santé** pour accroître la capacité opérationnelle de prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- **Le Ministère de la Renaissance culturelle** pour appuyer la mise en œuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.
- **Le Ministère du Plan** est un partenaire pour les questions de planification. Ainsi, il travaille pour le renforcement institutionnel vers une planification et budgétisation plus sensible au genre.

## B) SOCIÉTÉ CIVILE

« L'une des opportunités offertes par l'Initiative Spotlight est de renforcer le travail avec la société civile et plus particulièrement de consulter les organisations locales féminines pour que l'on soit en phase avec les besoins et les aspirations de nos jeunes filles. Ces organisations sont non seulement des bénéficiaires du programme mais sont avant tout nos partenaires. »



- SEM Dr Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de l'Union européenne au Niger -

En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a accru ses efforts pour renforcer les capacités et les connaissances des Organisations de la Société Civile (OSC) et des Organisations communautaires de base (OCB) afin qu'elles puissent contribuer davantage à la mission et aux objectifs de l'initiative Spotlight. En valorisant leurs connaissances du contexte local et leur présence dans les communautés des zones d'intervention, le Programme Spotlight au Niger a établi des partenariats avec 21 OSC/OCB dont trois (03) nouvelles organisations de la société

civile, à savoir Fédération Nationale des Personnes handicapées (FNPH), ONG Soutien Education Pour Tous, ONG Hayatoune Afdale. Les partenaires de mise en œuvre représentent un éventail varié de structures, notamment celles représentant des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos et des personnes mal voyantes. En outre, l'Initiative Spotlight a donné la priorité aux organisations dirigées par des femmes, les leaders communautaires, comme le montre la répartition suivante :



### ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

dirigées par des chefs traditionnels



### ORGANISATIONS DE FEMMES

et de défense des droits des femmes

09



**ORGANISATIONS  
DE DÉFENSE DES  
DROITS DE LA FEMME/OSC**

féminines mais non dirigées par  
des femmes



04

**OSC FÉMINISTES**

02



**ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES  
DROITS DE LA FEMME/OSC**

féminines dirigées par des femmes

L'engagement de la société civile dans toutes les étapes clés du programme, à savoir la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, a été crucial pour concevoir la deuxième phase du programme et garantir l'intégration des recommandations de l'évaluation à mi-parcours au niveau local et communautaire.

## C) DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

« L'Initiative Spotlight c'est investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, condition préalable et moteur de la réalisation des objectifs de développement durable. »



- SEM Dr Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de l'Union européenne au Niger -

En 2021, la collaboration entre les agences du SNU et la Délégation de l'Union européenne (DUE) a été fondamentale pour le suivi et la mise en œuvre du Programme, et surtout lors de la formulation de la Phase II du Programme. En effet, deux missions conjointes ont été réalisées pour s'enquérir des changements dans les localités visitées grâce aux échanges avec les bénéficiaires directs et de constater l'implication effective des chefs traditionnels dans les actions de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers la mise en place du dispositif communautaire.

La première mission a eu lieu à Maradi du 7 au 9 Juin 2021 avec la participation de Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne et Madame la Représentante de l'OMS. Les sites suivants ont été visités: le Centre de Santé de Intégré (CSI) de Tibiri pour apprécier la mise en œuvre du paquet de service de VBG (prise en charge médicale, prise en charge psycho sociale, prise en charge juridique) dans le CSI avec utilisation de mêmes relais communautaires pour identifier et référencer les cas de paralysie flasque aiguë (programme OMS-UE) et sensibiliser les VBG et les services essentiels en procéder au référencement des cas au CSI pour leur prise en charge, l'Espace Sûr (ILLIMIN), pour échanger sur le rôle des chefs traditionnels dans la lutte contre les mariages des enfants. Les visiteurs ont été unanimes sur les succès et les résultats présentés autour de l'Espace sûr de Tibiri et de l'intégration des interventions VBG dans le CSI de Tibiri. L'émission radio avec les Chefs de Canton de Tessaoua et Saye-Saboua et le représentant du Sultan de Maradi a été fort appréciée et enrichissante en termes de l'implication des chefs traditionnels dans la prévention et la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles dans leurs localités.

La deuxième mission conjointe a eu lieu à Tillabéri le 27 Juillet 2021 pour la remise des matériels de prévention de la COVID-19 aux partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight et la visite du Centre Multifonctionnel de prise en charge des VBG ainsi que la visite de la Plateforme multifonctionnelle pour la réinsertion socio-économique des survivantes des VBG. La réussite de ces missions est due à la forte mobilisation de tous les acteurs sur le terrain ainsi qu'un partenariat fort et consolidé entre la DUE et les Nations Unies.

Sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des leçons apprises, la DUE a été constamment consultée pour la définition des axes stratégiques de la Phase II du Programme. Les échanges ont abouti à la fusion des Piliers 1, 2 et 5 du Programme, le maintien des Piliers 3, 4 et 6 ainsi que l'extension des Piliers 3 et 6 aux autres régions du pays. En outre, la DUE a apporté une contribution significative lors des réunions du Comité Technique et du Comité de Pilotage par la pertinence de leurs interventions. Il faut noter les commentaires et les suggestions fournis sur les documents produits par le Programme, notamment le rapport de l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG et le rapport sur l'étude légale qui ont été pris en compte dans les versions finales des documents.

## **D) COOPÉRATION AVEC LES AUTRES AGENCES DU SNU AU NIGER**

Dans la région de Maradi, l'OMS est en partenariat avec l'Union européenne dans le cadre de la gestion des Paralysie Flasque Aiguë (PFA) au sein des communautés. Le Programme Spotlight est en synergie avec cette initiative dans les CSI. Les relais communautaires en charge de la sensibilisation et de la recherche des cas de PFA sont les mêmes qui interviennent en matière de partage d'information aux communautés sur les types de VBG, la prévention et le référencement aux services essentiels fournis dans les CSI (santé, prise en charge judiciaire, prise en charge psycho-sociale et orientation vers la plateforme multifonctionnelle pour la réinsertion socio-économique).

## **E) AUTRES PARTENARIATS ET MOBILISATION DES RESSOURCES**

### **Chefferie traditionnelle**

Le Programme Spotlight au Niger a consolidé son engagement à faire participer les chefs traditionnels en les mettant au centre des interventions au niveau communautaire.

Les actions de la chefferie traditionnelle ont été effectuées au niveau du :



**Pilier 1 :**

*pour favoriser leur engagement dans le renforcement du cadre légal en faveur des femmes et des filles*



**Pilier 3 :**

*pour changer les normes sociales négatives et les stéréotypes au niveau communautaire*



**Pilier 4 :**

*comme une porte d'entrée pour la réception des cas de violence enregistrés dans leur communauté et le référencement vers les services essentiels de prise en charge*



**Pilier 5 :**

*pour leur implication dans la collecte de données sur les cas de violence au niveau local*

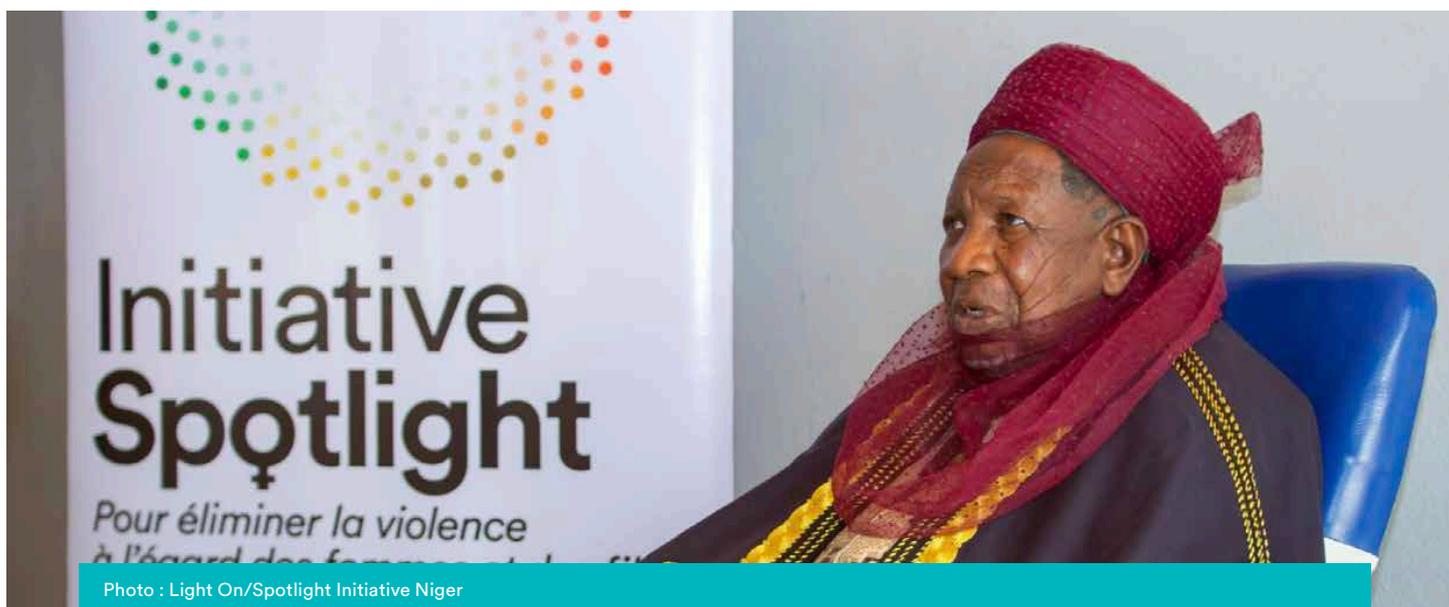


Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*L'Honorable Moutari Moussa, Chef de Canton de Mirriah (région de Zinder), Vice-Président de l'ACTN et Point focal national Programme Spotlight au Niger.*



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Malam Moustapha Ahmed, Président du collectif des Associations islamiques de la région de Tahoua et président du comité de dialogue intra religieux.*

La chefferie traditionnelle joue un rôle central dans la prévention et la réponse des VBG au Niger, ils sont des points d'entrée clés pour accroître la dénonciation, rassurer les personnes survivantes et orienter pour la fourniture de services et ils jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits au niveau communautaire. L'initiative Spotlight a impliqué les chefs traditionnels et religieux en les transformant en "agents du changement" dans leur propre communauté. Cela a contribué à favoriser l'adaptation des stratégies du programme au contexte local, à encourager la durabilité des résultats et l'appropriation locale.

### La médiation de la république

Pour assurer une implication au plus haut niveau des institutions de la République et faire changer les textes de loi défavorable à la promotion des femmes et des filles, l'Initiative Spotlight au Niger a élargi ses partenaires institutionnels en engageant la Médiation de la République dans le cadre du

pilier 1. Une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République a sillonné les quatre régions Spotlight pour sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et religieux sur les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences. Au vu de l'engouement et des résultats obtenus, cette action a été étendue aux autres régions non Spotlight du pays. Les recommandations de cette caravane de plaidoyer ont été transmises à l'équipe chargée de réaliser l'étude du cadre légal pour leur prise en compte.

### Le secteur privé

L'engagement du secteur privé en tant qu'allié dans la prévention et la réponse contre la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris dans le monde du travail, est essentiel pour garantir l'adoption d'une approche globale et multi-acteurs sur ce sujet. A cette fin, des échanges ont eu lieu avec les responsables

de la Chambre de Commerce et d'Industrie qui gère tout le secteur privé. La présentation du Programme Spotlight a pu se faire et il a été identifié que le secteur privé contribue, dans le cadre de la responsabilité sociale, avec diverses activités dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Les rapports de progrès du Programme Spotlight pour 2019 et 2020 ont été mis à leur disposition pour partage aux responsables des entreprises industrielles et commerciales, aux responsables des petites et moyennes entreprises et aux responsables des petites et moyennes industries.

Au cours de cet échange fructueux, des synergies potentielles pour amplifier les résultats dans le domaine des VBG ont été discutées avec les responsables de la Chambre de Commerce, institution qui gère tout le secteur privé. Cela a abouti au fait que les résultats de leurs actions seront partagés pour apprécier leur niveau de contribution aux domaines du genre et des VBG.

Dans le cadre de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, OLA ENERGY Niger a en 2021 en partenariat avec le LIONS Club réhabilité le dortoir de l'orphelinat des filles de Koira Tegui. Cette initiative a permis l'équipement en lits afin que toutes ces filles vivent dans un cadre agréable pour se consacrer à leurs études et réduire leurs vulnérabilités.

Aussi, le Directeur Régional et le Directeur des Opérations du Groupe OLA Energy, accompagnés du Management d'OLA ENERGY Niger ont visité l'orphelinat AL KHAL de Sorey. Lors de cette activité, les problèmes rencontrés par cette institution ont été transmis par les Responsables aux visiteurs et un important don de vivres a été fait à la structure pour permettre à 120 filles d'être assidues à l'école et avoir des rendements meilleurs. En plus de cet acte, de nombreuses promesses ont été prises en compte dans le cadre d'un partenariat à long terme avec l'orphelinat (projet de prise en charge par OLA ENERGY des études supérieures d'une des meilleures élèves du Centre).



« Nos actions s'inscrivent dans la contribution de l'éducation des filles de façon générale et nous accordons une importance à celles qui sont dans des conditions de vulnérabilité élevée pour ne laisser personne de côté. Nous nous engageons de plus en plus dans les activités de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger. Déjà nous prenons les dispositions pour l'application de la loi du quota à notre niveau. Sur un total de 213 pompistes nous avons 18 femmes pompistes soit (8,5 %) et nous comptons améliorer ce résultat les années à venir. Au niveau de l'équipe de Décision, les femmes sont représentées, avec près de 28% de l'effectif total de OLA Energy Niger. Nous offrons plus de possibilités de stages aux filles pour renforcer leurs compétences et leurs leaderships qui pourront leur permettre de remplir les conditions d'employabilité lorsque les opportunités s'offriront à elles. Nous nous engageons avec le Programme Spotlight à réussir le défi de mobiliser les acteurs du secteur privé pour plus d'engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger. »



- Donald Emerant, Directeur Général d'OLA ENERGY Niger -



# 05

---

**RÉSULTATS**

---

## A) CAPTURER DES CHANGEMENTS PLUS LARGES À TRAVERS LES RÉSULTATS

Les VBG constituent un problème de protection vitale, de santé et de respect des droits humains qui peut avoir des conséquences dévastatrices sur les femmes et les filles en particulier, ainsi que sur leur famille et sur la communauté. Les victimes de violence ont le droit d'être protégées par des cadres législatif et coutumier sensibles au genre ainsi qu'avoir accès à des services de qualité, multifonctions et multi-sectoriels. Comme mentionné dans l'Analyse commune de pays (CCA) du Système des Nations Unies au Niger développé en 2021 :

*Il convient aussi que quatre problèmes majeurs sont liés à ce dernier pour rendre compte de l'effet négatif des interrelations Population et Développement humain. Il s'agit de : (i) Faible accès aux services de santé y compris de reproduction, maternelle, néonatale et infantile et de nutrition (SRMNIN) ; (ii) Faible accès aux services d'éducation et de formation de qualité ; (iii) Faible accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ; (iv) Faible accès à l'emploi décent et à un système de protection sociale favorable aux groupes vulnérables.*

Dans le cadre de ce document clé, auquel l'initiative Spotlight a fourni des orientations stratégiques pour positionner les défis propres aux femmes et aux filles au Niger, le programme a contribué de manière substantielle à faire progresser ces domaines par la promotion des droits, de l'égalité, et de l'autonomisation des femmes au Niger. En partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, l'Initiative Spotlight a contribué à mettre en avant les questions relatives aux VBG au niveau national et régional. Par exemple, au cours du 3<sup>ème</sup> Sommet des filles africaines accueilli par le Gouvernement nigérien du 16 au 18 novembre 2021 à Niamey, les participants de 35 États membres de l'Union africaine ont formulé et adopté douze déclarations d'engagement intitulées « Appel à l'action et engagement de Niamey pour éliminer les pratiques néfastes » destinées aux gouvernements des États membres de l'UA et à toutes les parties prenantes. Le rôle central et le leadership joué par les institutions nationales du Niger au cours du Sommet ont montré publiquement leur engagement

à éradiquer toutes les formes de violences faites aux filles et à se positionner comme pays précurseur dans ce domaine au niveau régional. Cela s'est également concrétisé dans une proposition du Président de la République, son Excellence Mahamadou Issoufou, et de son gouvernement qui a été adressée à Madame Amina J. Mohammed, Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, pour l'extension du Programme Spotlight aux quatre autres régions (Dosso, Agadez, Diffa, Niamey). Cette initiative s'inscrit dans les résultats positifs obtenus en termes de changement de comportements positifs, de réduction des cas de mariage d'enfants, de dénonciations des cas de VBG sans pression, de l'implication des chefs traditionnels et de la société civile dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette demande officielle témoigne également du niveau d'appropriation élevé des institutions nationales ainsi que de l'engagement à assurer la durabilité des impacts et des résultats du programme.

En 2021, l'Initiative Spotlight a également apporté des impacts significatifs dans la vie des femmes et des filles au Niger. Même si la COVID-19 a continué à impacter négativement, les survivantes des VBG au Niger ont bénéficié d'un accès accru aux services essentiels et une amélioration de la coordination entre les prestataires de services de prise en charge.

- 131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et 15 centres d'écoute ont pris en charge 3 230 cas de VBG tous types confondus.
- 22 Cliniques juridiques ont été installées au sein des 22 CSI et ont fourni un support légal à 203 personnes et 153 cas de VBG.
- 4 centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique ont été réhabilités, dont un est déjà fonctionnel avec offres des services.
- 40 responsables régionaux de la gendarmerie au niveau des huit régions du pays ont renforcé leur capacité à fournir des services de qualité aux survivantes des VBG et en matière de collecte de données.

L'Initiative Spotlight a soutenu la création et le renforcement des mécanismes de référencement et de coordination entre les prestataires de services essentiels, tels que les cliniques juridiques, les CSI, les services sociaux et les centres multifonctionnels.

L'Initiative Spotlight a systématiquement inclus dans les mécanismes de référencement les chefs traditionnels de canton, les chefs religieux, les structures communautaires qui jouent un rôle décisif pour garantir un accès effectif à des soins appropriés et à des voies de recours efficaces. L'Initiative Spotlight a également assuré un engagement réel et informé des réseaux et organisations communautaires, ainsi que des organisations féminines locales, dans les mécanismes de référencement existants. En adoptant une approche holistique qui implique tous les acteurs clés au niveau communautaire, l'Initiative Spotlight a contribué à améliorer la connaissance et la compréhension des services en matière de VBG ainsi qu'à assurer l'alignement avec le principe "Ne laisser personne de côté". La qualité des services a été améliorée grâce aux retours d'information

reçus directement des femmes et des filles qui en bénéficient. Ces informations ont été recueillies dans le cadre de visites de suivi participatif, réalisées régulièrement par le GRSC.

L'Initiative Spotlight a joué un rôle critique dans le changement des normes sociales inégales dans le domaine des VBG. Par le biais des mobilisations de masse à travers les chefs traditionnels, les médias et le théâtre interactif, l'Initiative Spotlight a contribué à accroître l'engagement au niveau communautaire sur les thématiques en lien avec les VBG et à produire des changements de comportement réels, comme le démontre les résultats de l'évaluation de l'ACPE. L'évaluation a montré que les femmes percevaient des changements dans l'approche des hommes en matière de prise de décision et qu'elles bénéficient de plus d'espace pour elles-mêmes pour s'impliquer dans la prise de décision, particulièrement autour du mariage des enfants. De plus, les hommes étaient devenus plus sensibles à la santé et au bien-être des enfants et à la continuité de l'éducation des filles.



Photo : APBE Maradi

*A l'occasion d'une sortie cantonale dans la commune de Guidan Sori (region de Maradi), on peut voir Adam Boukary Juriste APBE, Soumaila Hassan Coordonnateur de Clinique Juridique, et en jaune un relais communautaire.*

« Avec le programme Spotlight, l'ANAJJ a mis en place des cliniques juridiques qui vont au contact des populations pour les sensibiliser sur les droits humains, et leur expliquer les VBG qui constituent une violation de ces droits. Chaque mois, j'effectue quatre séances de sensibilisation dans les dix localités que je couvre dans les communes de Kalfou et Afala. Je constate que les populations, les femmes surtout comprennent maintenant qu'il existe un service disponible exclusivement pour elles. Il est fréquent qu'elles viennent jusqu'au tribunal pour me rencontrer et demander un accompagnement judiciaire. Il y a aussi une meilleure compréhension des VBG de la part des hommes qui se montrent plus solidaires et même accompagnent leurs sœurs ou leurs femmes à venir porter plainte. Si avant les hommes étaient méfiants de notre travail car pensant que nous inculquons des comportements rebelles aux femmes, maintenant ils pensent « Ya chahi kowa » (c'est une affaire de tous !) et c'est ça le vrai changement de comportement. »



- Monsieur Sacko Kalam Issaka Coordonnateur Clinique Juridique - Tribunal de Grande Instance, (région de Tahoua) -

Enfin, conformément aux principes de la réforme de l'ONU, l'Initiative Spotlight a encouragé la coordination inter-agences par l'organisation de réunions de coordination par pilier. Les réunions ont représenté un fora important de discussion et d'échange pour les agences des Nations Unies, la DUE, les partenaires de mise en œuvre et les institutions gouvernementales. En 2021, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a demandé, par la voie du Comité de Pilotage, de prendre la direction de ces réunions, confirmant ainsi, une fois de plus, son appropriation des objectifs clés de l'Initiative Spotlight. Les agences des Nations Unies ont également renforcé leur coordination et leur engagement grâce à l'exercice commun d'élaboration de *UN Sustainable Development Cooperation Framework (UNSDCF)*. Sous la direction de l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente des Nations Unies, elles ont conjointement plaidé pour l'inclusion des défis rencontrés par les femmes et les filles au Niger dans l'agenda commun du système des Nations Unies et du gouvernement du Niger.



La Coordonnatrice Résidente du Niger, Louise Aubin, a rencontré à Maradi les filles et les femmes soutenues par l'initiative Spotlight dans le cadre d'interventions communautaires.

### *Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (PME)*

En 2020, dans le cadre de la Stratégie Nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs, le Groupe de Référence National de la Société Civile a lancé un projet pilote sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs (SEP). Lors de la mise en œuvre du SEP au niveau national, le Groupe de Référence de la Société Civile a donné la priorité à l'adoption d'une approche basée sur les droits de l'Homme, en veillant à ce que les parties prenantes locales, y compris les activistes et organisations féministes et des droits des femmes, soient engagées de manière significative en détenant un pouvoir de décision dans le processus de la conception à la mise en œuvre d'actions correctives. Tout au long du processus, le SEP s'est concentré sur les perspectives et l'analyse des titulaires de droits affectés par le programme, en reconnaissant leur leadership et connaissances.

*« Grâce au suivi et à l'évaluation participatifs, la société civile est en train de changer la narration. Nous mettons les femmes et les filles, et plus généralement les communautés cibles, au centre. Nous écoutons les groupes marginalisés et stigmatisés, les femmes et les filles handicapées, celles atteintes d'albinisme et autres. Nous déplaçons notre attention de ce que nous devons accomplir vers ce qui a vraiment changé ou doit être changé dans la vie de chaque membre de la communauté. »*

**- Amadou Moumouni Soumaila, Spotlight Initiative Civil Society Reference Group  
responsable technique du projet pilote SEP -**



Au cours de la période de référence, le Groupe de Référence National de la Société Civile a mis en œuvre avec succès toutes les étapes clés énumérées dans la stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs tel qu'indiqué ci-dessous :

### *1. Identification des participants et détermination des objectifs du SEP (Janvier-février 2021) :*

le Groupe de Référence National de la Société Civile a désigné un membre responsable de la coordination interne du SEP ainsi que de fournir l'expertise technique sur les questions liées à l'engagement significatif de la société civile dans le domaine du suivi et de l'évaluation. Par le biais d'un atelier interne et sur la base du budget alloué dans le plan de travail, les membres du Groupe de Référence National de la Société Civile ont défini collectivement les objectifs prioritaires et le but du SEP au Niger. Une approche participative a été adoptée pour animer l'atelier : les participants ont été encouragés à apporter leurs propres expériences et idées dans le processus. Les participants ont également discuté des tensions et des limites potentielles dans l'application d'une approche SEP au Niger; et ont évalué collectivement des stratégies d'atténuation.

### *2. Planification du processus de SEP et sélection d'indicateurs / objectifs de reporting (Mars 2021) :*

Avec le soutien technique de la Coordination Spotlight, le Groupe de Référence National de la Société Civile a développé deux outils pilotes utilisant les techniques de suivi et d'évaluation participatifs « *The Most Significant Change* » et « *Outcome harvesting* ». Dans le cadre des 2 cadres théoriques, les données ont été collectées par le biais de discussions de groupe, d'entretiens avec des informateurs clés et de dialogues communautaires.

### *3. Collecte de données (Mars / October 2021) :*

Cinq membres du Groupe de Référence National de la Société Civile ont participé à deux missions de suivi participatif sur le terrain afin d'échanger avec les acteurs et les communautés locales pour recueillir des témoignages directs, des leçons apprises, des bonnes pratiques promues par l'initiative



Spotlight dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans les 4 régions cibles. Dans le cadre d'une mission pilote, menée à Zinder du 15 au 17 juin 2021, le Coordonnateur SEP du Groupe de Référence National de la Société Civile, avec le soutien technique du responsable du Suivi et de l'Évaluation de l'Initiative Spotlight au Niger et de l'Analyste de Programme du Secrétariat Spotlight, en coordination avec les autres membres du Groupe, a analysé l'alignement de la stratégie SEP avec le principe de "ne laisser personne de côté". Le Groupe de Référence National de la Société Civile a finalisé et validé les outils de collecte de données. A l'issue de cet exercice, le Groupe de Référence National de la Société Civile a estimé que la technique « *The Most Significant Change* » est la plus adaptée au contexte du Niger car elle s'aligne sur l'objectif principal au niveau national de la stratégie SEP qui consiste à recueillir des histoires de changement, des témoignages et des leçons apprises directement auprès des femmes et des filles affectées par l'initiative Spotlight.



#### 4. Analyse des données (Juin / November 2021) :

Les données collectées par Groupe de Référence National de la Société Civile ont été analysés, triangulés et ont contribué a) Au rapport annuel Spotlight 2021; b) Aux tableaux de bord à des fins de plaidoyer (*Advocacy Scorecards*) et; c) Rapports internes du Groupe de Référence Société Civile. Grâce à la voix des détenteurs de droits, les impacts de l'initiative Spotlight ont été analysés et mis en évidence, comme le montrent les exemples suivants :

*« Grâce au club Dimitra, je peux dire aujourd'hui que je suis une femme mature et autonome. J'ai également trouvé un réseau de soutien qui est là à me conseiller et me soutenir dans les moments difficiles. Ma vie a complètement changé. »*

Membre du club Dimitra

*« A l'Espace sûr j'ai appris tellement de choses sur les VBG, l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, mais aussi mes droits et responsabilités. Avant j'étais ignorante mais maintenant je sensibilise mes sœurs. »*

Participant de l'Espace sûr de Zinder

*« Grâce à notre plateforme multi-acteurs, nous gérons les conflits sociaux et nous apportons notre soutien aux victimes de VBG, y compris en les orientant vers la police, si nécessaire. A travers cette plateforme, nous avons renforcé notre réseau et maintenant nous pouvons compléter le travail de chacun. »*

Membre du comité de gestion de la plateforme Spotlight multi-acteurs

*« Après avoir bénéficié d'un kit animalier, je me sens plus indépendante et autonome. Maintenant, dans ma famille et ma communauté, on m'écoute et on m'inclut quand il faut prendre des décisions. Avant, j'étais invisible. »*

Bénéficiaire des kits animaliers

*« Au terme du parcours de formation que j'ai entrepris avec l'initiative Spotlight, je veux ouvrir mon propre atelier de couture. Je veux être utile à ma famille et à ma communauté et utiliser les compétences que j'ai acquises au cours de la formation. »*

Etudiante au Centre de formation en stylisme et Modélisme

##### 5. Communication des résultats et définition des actions à entreprendre :

En décembre 2021, un atelier de partage des résultats des activités du SEP a été organisé avec les membres du Groupe de Référence National de la Société Civile. Sur la base des résultats de ce processus et des priorités générales du Groupe de Référence de la Société Civile, un plan de travail axé sur les résultats pour la phase 2 a été élaboré et approuvé. Un deuxième atelier impliquant un plus grand nombre de parties prenantes, y compris la DUE, les RUNOs, des partenaires de mise en

œuvre et des titulaires de droits et d'autres parties prenantes concernées, sera organisé au début de 2022 dans le but d'évaluer conjointement l'état de la mise en œuvre du SEP, les enseignements tirés et les pratiques prometteuses et les prochaines étapes pour mettre en œuvre les recommandations formulées.

Pour en savoir plus sur les impacts pionniers du suivi et de l'évaluation participatifs, veuillez consulter cette histoire de changement [www.spotlightinitiative.org/news/niger-civil-society-groups-are-helping-put-women-and-girls-driving-seat](http://www.spotlightinitiative.org/news/niger-civil-society-groups-are-helping-put-women-and-girls-driving-seat).

De plus, le Groupe de Référence National de la Société Civile a aussi développé de façon indépendant et autonome des tableaux de bord à des fins de plaidoyer (*Advocacy Scorecards*) afin d'évaluer la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, promu par l'initiative Spotlight. Le document comprend des recommandations concrètes et mesurables, comme indiqué ci-dessous :

- Mettre en place des points focaux régionaux du Groupe de Référence de la Société Civile, dans le but de favoriser la collaboration et la participation de la société civile au niveau régional et local ;
- Favoriser l'engagement du Groupe de Référence de la Société Civile et augmenter les ressources allouées aux activités de de protection des Défenseurs des Droits des Femmes, qui font face à des risques accrus à cause d'une visibilité accrue dans le cadre de l'Initiative Spotlight ;
- Veiller à ce que toutes les dépenses liées à la participation des membres du Groupe de Référence de la Société Civile aux activités Spotlight soient remboursées à l'avance (par exemple, crédit téléphonique, crédit Internet, transports). Cela encouragera une participation effective de tous les membres, en particulier ceux qui représentent des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination.
- Favoriser la collaboration et les synergies du Groupe de Référence de la Société Civile avec les Agences des Nations Unies, en amplifiant la voix et le retour d'information de la société civile.

Par le biais du SEP, le programme du Niger a contribué activement à renforcer les droits et l'autonomisation des groupes défavorisés et marginalisés, y compris ceux confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination, en garantissant un alignement majeur avec le principe «ne laisser personne de côté ». De plus, le SEP a contribué à faire émerger des leçons apprises et des pratiques prometteuses profondément ancrées dans le contexte local. Enfin, le SEP a contribué de façon significative à renforcer la durabilité des résultats du programme en favorisant le retour d'information des parties prenantes afin de renforcer l'alignement avec les besoins locaux. Le SEP a également contribué à renforcer la confiance entre les détenteurs de droits, l'équipe du programme, les RUNOs et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant en nouant une relation solide et constructive qui a largement bénéficié à la qualité des résultats obtenus lors de la mise en œuvre du programme.

## B) CAPTURER LE CHANGEMENT AU NIVEAU DES RÉSULTATS

### Pilier 1 : Cadre Légal et Politique

#### *Renforcement des capacités et du cadre législatif sur les VBG*

En vue de créer un cadre légal et institutionnel favorable à produire des changements durables, l'Initiative Spotlight au Niger a produit, en partenariat avec les Ministères de la Justice et de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, un rapport de l'étude sur le cadre légal intégrant les observations des différents acteurs. L'objectif général de l'étude est de faire une analyse comparative et critique du cadre législatif national, y compris les coutumes, en lien avec les questions de VFFF, des VBG, droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) et les pratiques néfastes (PN) telles que le mariage des enfants, avec les dispositions des conventions et traités internationaux ratifiés par le Niger ainsi que l'application des textes existants en vue de construire un plaidoyer et d'orienter une réforme. Les recommandations de cette étude ont été utilisées pour améliorer le dispositif légal existant en harmonisant les textes de lois existants et en proposant le renforcement de leur application en tenant compte du contexte socioculturel du pays.

Pour le suivi de la CEDEF, le cinquième rapport périodique a été produit à travers un processus participatif de toutes les parties prenantes. Plusieurs recommandations pertinentes ont été formulées afin d'aider le pays à envisager la levée de quelques-unes des réserves émises sur la CEDEF par le Niger jugées caduques par les acteurs.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, un pool de 29 formateurs dont 8 femmes sur les VBG et la légistique a été mis en place. Ce pool de formateurs composé des directeurs centraux en charge de la législation des ministères sectoriels clés (MPFPE, Santé Publique/Populations/Affaires Sociales, Justice, Éducation) a été outillé sur les techniques d'élaboration des lois et textes en lien avec les VBG en vue de contribuer au renforcement du cadre légal nigérien sur les VFFF/VBG/PN. Grâce à cette formation, le pays

dispose d'un nouveau projet de loi sur les VBG. De même, le Programme Spotlight a permis de renforcer les capacités de 125 défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG et le cadre légal existant pour contribuer à la vulgarisation du contenu des textes de loi et à la promotion des droits des femmes et des filles.

Pour accroître les actions de promotion du genre et d'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, le MPFPE a développé une trousse des avocats genre qui a été validé lors d'un atelier tenu du 28 au 29 Mai 2021. Les avocats genre sont des relais communautaires chargés de faire la promotion des croyances, des attitudes et des pratiques communautaires favorables à l'autonomisation des femmes et des filles, et à l'élimination de la violence qui leur est faite. Pour la sélection des avocats genre, les critères suivants ont été défini : (i) la sensibilité au genre et la motivation, (ii) la disponibilité et l'accessibilité, (iii) la résidence dans le village bénéficiaire, (iv) l'appartenance à la communauté bénéficiaire, (v) avoir une bonne capacité de communication, (vi) avoir au minimum le niveau d'instruction Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) pour faciliter la consultation des documents administratifs et suivre les sessions de formation. Les avocats genre sont chargés de :

- Faire connaître l'Initiative Spotlight à travers une explication du concept genre au niveau communautaire ;
- Vulgariser les normes positives/favorables aux droits des femmes et des adolescents ;
- Sensibiliser les communautés sur la base d'une identification préalable, en leur fournissant les informations utiles ;
- Animer les espaces de dialogues communautaires sur les VBG en général, et sur les aspects spécifiques touchant à la santé de la reproduction, la scolarisation des jeunes filles, les mariages précoces et forcés ;
- Participer aux actions de plaidoyer aux niveaux communautaire et communal pour susciter le soutien des autorités locales.

Travailler en synergie avec les autres partenaires œuvrant dans le même domaine ou des domaines connexes. La trousse des avocats genre est un ensemble d'outils mis à leur disposition en vue de leur permettre de s'acquitter convenablement de leur mission d'agent de changement de comportement. Il y a des outils à vocation administrative (registre d'enregistrement des activités, canevas d'élaboration des comptes-rendus, canevas de planification des activités et fiche de collecte des données) et des outils à usage didactique (boîte à image sur les VBG pour les causeries, sensibilisations, recueil des dispositions législatives et réglementaires, schéma de référencement, liste des ONG et association intervenant dans la localité).

Sur la base de la trousse des relais communautaires genre et de leur profil, 200 "relais communautaires genre" ont été identifiés et outillés dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder pour servir de relais dans le cadre de la lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Filles (VFFF), les VBG et les Pratiques Néfastes. Les relais communautaires genre à travers le ministère de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant ont organisé 4 grands rassemblements ayant réuni plus de 600 acteurs des ministères sectoriels, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile, des leaders religieux et chefs traditionnels ainsi que des médias au niveau des quatre (04) régions Spotlight. Dans le cadre de leur cahier de charge, ils ont élaboré au total quatre (04) plans d'actions dont un plan par région.

### **Promotion pour la réforme du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences**

Une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République sur « les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences » dans les quatre régions Spotlight a touché 216 personnes dont 74 femmes. Cette caravane a débouché sur l'adoption de déclarations régionales dites « Déclaration de Zinder, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéri ». Les recommandations de cette caravane ont été transmises à l'équipe chargée de l'étude sur le cadre légal pour leur prise en compte dans la version finale du rapport.

Des actions de renforcement des capacités sur le cadre légal et les VBG ont été menées en faveur de 400 personnes (99 hommes, 147 femmes et 154 jeunes) issues des ministères sectoriels, des organisations de la société civile, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des médias. Grâce à ces formations, 64 tables rondes multi-acteurs ont été organisées et ont rassemblé 1725 autres acteurs (173 hommes, 765 femmes et 787 jeunes). A l'issue de ces assises, des recommandations ont été formulées en vue de mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.

*« La soudaine déscolarisation de la jeune fille, tout comme l'union par le mariage de manière soudaine et précipitée, avant un âge raisonnable, sont des pratiques qui ne peuvent que nuire à notre société et à notre pays (...) Il est temps d'agir, il est temps d'arrêter. »*



- Me Ali Sirfi Maiga Médiateur de la République du Niger -



Au niveau communautaire, le Programme Spotlight a mis à contribution 3 960 relais communautaires (990 hommes, 1 386 femmes et 1 386 jeunes) en renforçant leurs capacités pour réaliser des actions de mobilisation sociale et de plaidoyer en lien avec la réforme du cadre législatif pour le changement des comportements et des mœurs sociaux. Leurs actions ont permis de toucher 4 800 personnes dont 499 hommes, 2 130 femmes et 2 171 jeunes issus des organisations communautaires de bases qui ont amélioré leurs connaissances sur les effets néfastes des VBG et ont compris la nécessité de la mise en place de nouvelles réformes protégeant les femmes et les filles de la violence.

## Pilier 2 : Institutions

Au vu des résultats attendus et de la stratégie de mise en œuvre de ce pilier, les réalisations de l'Initiative Spotlight au cours de la période de référence peuvent être appréciés en termes (i) de renforcement de capacités/formations des cadres techniques afin d'assurer l'intégration du genre dans les plans sectoriels au niveau régional et national ; (ii) de plaidoyer en vue d'un rehaussement des allocations budgétaires dédiées à l'élimination des VBG/PN dans les ministères sectoriels clés.

### *Renforcement de capacités/formations des cadres techniques*

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités élaboré en 2020, un pool de 31 formateurs composés des cadres en charge de la programmation et de la planification nationale et régionale a été mis en place. Ce pool de formateurs a été outillé en Planification, Budgétisations Sensible au Genre (PBSG) et en VBG. Grâce à ces nouvelles compétences acquises, ce pool de formateurs a été en mesure de former 20 cadres des Ministères sectoriels<sup>5</sup> dont trois (3) femmes en charge de la formulation du nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) sur l'utilisation des outils d'analyse et d'intégration du genre. De même, au niveau régional et communal, 120 cadres techniques dont 35 Femmes et 85 Hommes ont vu leurs capacités renforcées en PBSG en vue de la prise en compte

des besoins sexospécifiques des femmes et des filles dans les plans, budgets et politiques locaux ainsi que d'influencer le processus de consultations de base pour la formulation du PDES. Ces cadres formés ont permis à neuf (09) communes sur 14 de disposer de plans locaux Eau et Assainissement prenant en compte la GHM. Ces acteurs formés sont aujourd'hui, chacun selon leur domaine de compétence, apte à planifier, budgétiser et/ou analyser les documents de Politiques et Stratégies de leurs secteurs avec des "lunettes genre" afin de mieux conseiller les décideurs sur la prise en compte des disparités et l'allocation budgétaire adéquate y compris sur les problématiques de VBG.

Bien que la pandémie de COVID-19 n'ait pas connu une forte ampleur au Niger, le Gouvernement a maintenu les mesures de prévention et de distanciation sociale en utilisant les matériels de prévention. C'est dans cette même lancée que l'Initiative Spotlight a distribué des équipements de prévention aux partenaires lors d'une cérémonie de remise qui a eu lieu le 27 Juillet 2021 à Tillabéri avec la participation de Madame l'Ambassadrice de l'Union Européenne, du Secrétaire Général Adjoint du MPFPE, du Gouverneur de la région de Tillabéri, des représentants du SNU et des partenaires de mise en œuvre.

### *Plaidoyer pour un rehaussement des budgets alloués aux VBG*

En vue de poursuivre l'institutionnalisation de la PBSG, l'Initiative Spotlight au Niger a engagé l'Assemblée Nationale à travers une journée parlementaire. Au cours de cette journée, 110 députés ont bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de planification PBSG et de financement des interventions afin d'être mieux informés sur la nécessité de rehausser les allocations budgétaires adéquates pour les actions de promotion et de protection des droits des femmes et des filles y compris la problématique des VBG. En guise d'engagement des parlementaires, une résolution a été signée pour veiller à la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques du pays. Le MPFPE s'assurera le suivi de la mise en œuvre de cet engagement.

<sup>5</sup> Ministères sectoriels : Plan ; Education ; Santé Publique, Population et Affaires Sociales ; Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Les jeunes filles correspondantes de la commune de Magaria (Région de Zinder), après une causerie avec les femmes sous le hangar.*

### **Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes**

En raison des résultats satisfaisants, les interventions de mobilisation communautaire porteuses d'impact ont été poursuivies et renforcées dans les communes et villages cibles de l'Initiative Spotlight pour un changement de comportement en synergie avec les autres acteurs. Ces interventions ont ciblé les parents, les leaders traditionnels et religieux, les hommes, les femmes, les filles et les garçons dans les localités cibles. Les supports et outils de communication utilisés sont les mêmes que ceux de 2020. Il s'agit des modules accompagnés de leurs boîtes à image utilisés pour animer les causeries éducatives au sein des communautés portant sur les questions des droits humains, les besoins des enfants et adolescents/tes aux différents stades de leur développement physique, psychologique et émotionnel, la santé sexuelle et reproductive, les VBG, l'hygiène et l'assainissement, la résolution pacifique

des conflits et les pratiques néfastes à la santé et au bien-être de la femme et de la fille. Ces supports et les techniques d'animation utilisées donnent aux participants/tes l'opportunité d'examiner et d'échanger sur les normes, pratiques et stéréotypes sociaux et de genre qui prévalent dans leurs contextes pour proposer de manière consensuelle ou collective de les changer.

Le déroulement des activités au niveau communautaire a connu des perturbations à cause de la pandémie COVID-19, des épidémies de choléra et de méningite ainsi que les inondations qui ont touché les régions cibles. Des stratégies d'adaptation ont été développées en formant des petits groupes de 10 personnes au lieu de 30 habituellement, facilitant le respect des protocoles de prévention de la COVID-19, ainsi que le recours au porte-à-porte, l'utilisation des médias et l'intégration des messages de sensibilisation sur les autres épidémies, ont permis d'atteindre des résultats probants.



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

Monsieur Habou Damboula, Superviseur Spotlight pour la commune de Magaria lors d'une visite de suivi dans le village de Ara Saboua (région de Zinder).

« L'un des éléments qui m'a le plus touché lors de ma mission de suivi et d'évaluation participatifs est l'engagement des chefs traditionnels dans la lutte contre la violence liée au genre dans leur propre communauté. Par exemple, dans deux communautés, les chefs ont choisi de montrer leur engagement dans la politique de "tolérance zéro" contre les VBG, et particulièrement le mariage des enfants, en mettant un symbole public de leur engagement à éliminer la VBG, comme un drapeau avec une croix ou une grande croix sur la place principale du village. »



- Soumaila Moumouni, GRSC Niger -

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

### **Mobilisation communautaire pour la prévention des violences faites aux femmes et aux filles**

L'Initiative Spotlight a reconduit la stratégie à deux niveaux mise en œuvre l'année dernière car elle a porté des résultats à impacts significatifs sur le changement

des comportements. Cette stratégie permet de promouvoir la mobilisation de masse à travers les chefs traditionnels, les médias et le théâtre interactif, et d'accroître l'engagement au niveau communautaire sur les thématiques en lien avec les VBG.

En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a continué à collaborer avec les leaders communautaires et religieux qui jouent un rôle crucial au niveau des villages pour faire évoluer les normes et les comportements autour du genre et en particulier des VBG. Ainsi, les 40 Chefs traditionnels et 60 chefs religieux formés en 2020 ont été animés des rencontres intercommunautaires avec la participation de 25 cadres des services techniques et 25 élus communaux dans les villages cibles non couverts l'année. Ces chefs traditionnels et religieux ont également animé des séances de sensibilisation dans les villages cibles sur les questions de VBG qui ont mobilisé 351 410 participants (106 456 hommes, 110 520 femmes, 69 889 filles et 64 545 garçons). Ils interviennent également dans la gestion des cas de répudiation, retrait des filles de l'école, refus de nourrir la famille, mariages des enfants. Les connaissances acquises leur permettent désormais de mieux tenir

compte des intérêts des victimes des VBG, de les orienter vers le service de prise en charge approprié et de collecter des données fiables et désagrégées sur les VBG.

Ainsi certains chefs traditionnels ont matérialisé leur engagement en mettant en place des structures dans leur cour pour gérer les cas de VBG, mariage des enfants et déscolarisation des filles. C'est le cas du sultan de Tibiri, l'honorable Bala Marafa, qui a désigné deux femmes dans sa cour pour s'occuper exclusivement de ces thématiques. Il faut rappeler que ce même sultan avait déjà mis en place des Brigades de Bonne Conduite (BBC) dans des villages à fort taux de mariage de sa province, dont les membres sont maintenant versés dans les comités villageois de protection de l'enfant.



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*De gauche à droite : Le 13 Février 2022, l'Honorable Sultan du Gobir (région de Maradi) a posé un acte majeur en dans son agenda de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en désignant deux femmes : Hadjia Amina Ladan Aboubacar intronisée au titre de Magagiya, chargée de la lutte contre le mariage des enfants et Hadjia Aissata Hankouraou intronisée au titre de Magagiya, chargée de la lutte contre les violences genre, de la scolarisation de la jeune fille et de son maintien à l'école - lors d'une cérémonie qui a accueilli plusieurs centaines de personnes.*

« *Maintenant, je vais de village en village dans mon canton pour parler publiquement de l'importance d'éliminer la violence contre les femmes et les filles. Nous devons scolariser les jeunes filles et être respectueux envers toutes les femmes et les filles.* »



- Chef canton de Droum, Zinder -

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

Les chefs de canton, les autorités locales et les équipes mobiles ont été mis à contribution à travers les sensibilisations de masse (sorties cantonales) et les visites dans les villages pour fournir les informations sur les VBG et les pratiques néfastes contre les femmes et les filles. Ces sensibilisations ont touché 318 946 personnes (96 832 hommes, 142 413 femmes, 43 778 filles et 35 923 garçons) dont 115 043 à travers la stratégie des visites à domicile pour plus de proximité avec les communautés.

La stratégie communautaire de prévention et de réponses aux VBG a aussi impliqué les médias pour toucher une cible plus large à travers la diffusion des messages sur les violences faites aux femmes et aux filles. Ainsi, des partenariats ont été établis avec 72 radios communautaires dont 47 appartiennent au réseau de la Fondation Hironnelle et le Studio Kalangou. Grâce à ce partenariat, 24 radios ont organisé 48 débats et diffusé des messages en lien avec les VBG, et 47 radios ont réalisé 11 magazines sur 10 prévus en cinq (05) langues locales et 21 forums sur 20 prévus, de produire sept (07) vidéos audios portant sur les VBG et leurs conséquences et diffusés sur les radios et télévisions partenaires ainsi que les réseaux sociaux qui ont touché 57 666 personnes (dont 28 833 hommes, 6 920 femmes, 10 380 filles et 11 533 garçons) via les réseaux sociaux. Les thématiques abordées sont entre autres les mariages précoces, le maintien des filles à l'école, les conflits conjugaux, la scolarisation des filles, les droits de santé des femmes, la planification familiale, les accouchements assistés et les droits des filles en islam. Selon la couverture géographique

des radios et des télévisions, on estime à environ 12 000 000 de personnes exposées aux messages diffusés.

L'Initiative Spotlight a collaboré avec les réseaux d'organisations de jeunes pour diffuser sur les réseaux sociaux au niveau communautaire des messages clés sur la violence faite aux femmes et aux filles et de contribuer à l'élimination des stéréotypes qui y sont associés. Plus spécifiquement, 70 nouveaux jeunes filles et garçons des réseaux d'organisation formés sur l'élaboration et la diffusion de contenus ciblant les VBG ont été capables d'élaborer et de diffuser 10 messages par réseau social (Twitter, Facebook et WhatsApp), soit 2 100 publications. Ces diffusions ont permis de toucher 6 910 616 personnes.

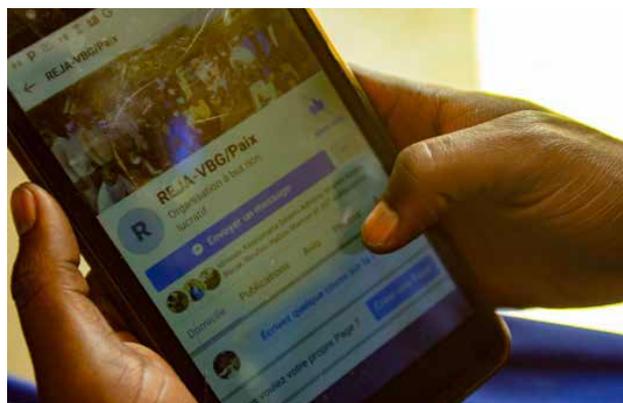


Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

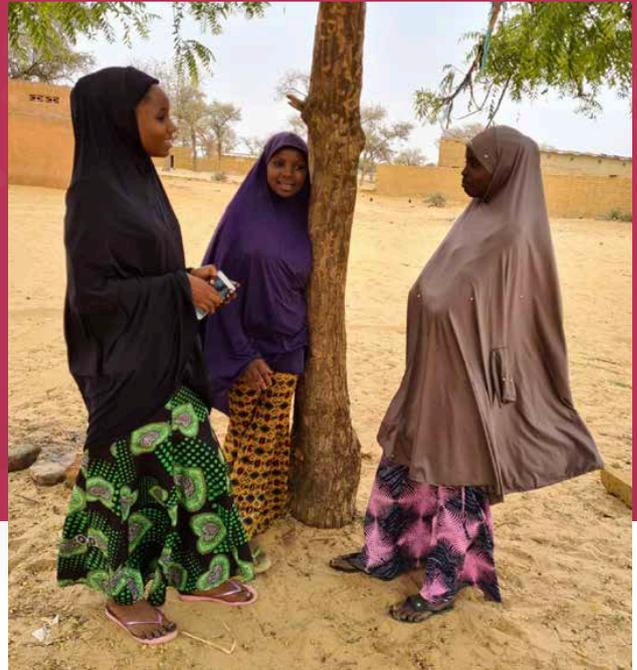
A Zinder, le réseau des jeunes ambassadeurs encadrés par l'ONG SOS FEVV, en plus des causeries organisées dans les différents quartiers, ont partagé des messages de sensibilisation via les réseaux sociaux pour toucher des jeunes au-delà de leurs communautés.

« Notre rôle, en tant que “filles correspondantes”, est de parler à nos camarades de l'égalité des genres et d'apprendre à nos amis à respecter leurs sœurs et leurs mères. Nous nous sentons responsabilisées et nous avons le sentiment d'avoir un impact en changeant la façon dont les gens nous perçoivent, en tant que jeunes femmes. »



**- Filles correspondantes de Droum, Zinder -**

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



Pour promouvoir l'engagement communautaire, la technique de théâtre interactif a été utilisée. Le théâtre interactif est une approche de mobilisation communautaire mise en œuvre dans les quartiers des communes urbaines des régions cibles de l'Initiative Spotlight. Le théâtre interactif vise à remettre en question les stéréotypes de genre profondément enracinés au niveau communautaire par le biais du dialogue communautaire et de l'engagement interactif des acteurs et spectateurs.

Etant donné que le pays n'a pas connu une vague importante de la COVID-19 en 2021, le rassemblement était autorisé, ce qui a permis de mettre en place un pool de formateurs et d'encadreurs de Jeunes Acteurs de Changements (JAC) pour assurer un meilleur encadrement des jeunes et appropriation de l'approche par les

régions. Ainsi, 180 JAC dont 90 adolescentes ont bénéficié de sessions de renforcement en théâtre interactif et ont produit plusieurs pièces théâtrales. Les thèmes abordés sont la mauvaise répartition des tâches ménagères, le mariage des enfants, le harcèlement des filles vendeuses ambulantes. Ces animations théâtrales dans les quartiers ont permis de mobiliser 7 394 personnes (1 946 hommes, 2 214 femmes, 1 731 filles et 1 503 garçons). Les discussions à l'issue des animations ont permis au public de dégager des pistes de solution aux problèmes soulevés. Chaque troupe théâtre a mis en place une caisse où les JAC eux-mêmes ont contribué devant leur permettre de réaliser d'autres œuvres permettant de renforcer la cohésion sociale et pacifique des habitants de leur quartier et la durabilité de leurs résultats.

« A travers notre formation en techniques du théâtre interactif et sur les droits humains, nous avons vu une occasion d'apporter notre contribution pour sensibiliser les habitants de notre quartier sur les problèmes les plus courants : la consommation de stupéfiants par les jeunes, la prostitution forcée des jeunes adolescentes, le viol, et le déni de ressources auquel beaucoup de femmes mariées sont confrontées etc. Puisque nous sommes 30 garçons et 30 filles, nous avons divisé le quartier en zones d'animations, avec un agenda couvrant les thèmes identifiés.

Beaucoup de jeunes filles mineures qui fuient leurs villages à cause du mariage forcé, ou maltraitées par leurs marâtres suite au divorce de leurs parents, se retrouvent en ville sans famille. Elles finissent très souvent dans une zone de notre quartier appelée Dubaï et occupée par les professionnelles du sexe qui les hébergent et finissent par les entraîner dans le métier. Récemment, après une animation, deux filles âgées de 12 et 13 ans sont venues vers nous. Elles étaient logées à Dubaï mais ne voulaient pas continuer dans la prostitution, alors nous nous sommes cotisés entre nous et nous leur avons offert le transport pour retourner à Dakoro. Elles ne sont pas revenues depuis ! »



- Noura Oumarou, jeune acteur de changement quartier Bourja Maradi -



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

Ces animations théâtrales dans les quartiers ont permis de mobiliser 7 394 personnes (1 946 hommes, 2 214 femmes, 1 731 filles et 1 503 garçons). Les discussions à l'issue des animations ont permis au public de dégager des pistes de solution aux problèmes soulevés. Chaque troupe

théâtre a mis en place une caisse où les JAC eux-mêmes ont contribué devant leur permettre de réaliser d'autres œuvres permettant de renforcer la cohésion sociale et pacifique des habitants de leur quartier et la durabilité de leurs résultats.



Photos : UNICEF Animation d'un théâtre interactif dans les quartiers sur les VBG

« Grâce au théâtre interactif, les femmes ont mieux compris les différentes formes de violence et elles ont progressivement trouvé le courage de parler de leur histoire aux prestataires de services. Le théâtre interactif et les autres dialogues communautaires ont contribué à briser des tabous au niveau communautaire. »



- Travailleur social de la salle d'écoute de Zinder -

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

### Renforcement des capacités au niveau communautaire dans le domaine de la prévention des VBG

#### Renforcement des mécanismes communautaires de protection de l'enfant

La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant (ACPE) s'est poursuivie et atteint 245 villages sur les 300 prévus. Les villages non atteints sont ceux de la région de Tillabéry qui se trouvent dans les zones d'insécurité pour lesquels une approche adaptée à ce genre de situation a été privilégiée.

Dans les 55 villages restants ce sont des mécanismes communautaires de protection de l'enfant qui ont été mis en place pour prévenir et prendre en charge les cas des abus et violences à l'encontre des enfants et des femmes. Les membres des comités sont formés pour identifier les personnes à risque d'abus et de violences, pour mettre en place les mesures pour mitiger les risques et pour les victimes appliquer le protocole de prise en charge psychosociale pour les cas qui le nécessitent et faire le référencement pour les cas graves (viols, agressions sexuelles...).



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*A Magaria (région de Zinder), les causeries sont une opportunité pour les femmes et les filles d'échanger sur les formes de VBG et de discuter des cas à dénoncer auprès des services compétents.*

Les sessions des dialogues communautaires organisées par les membres des CVPE ont touché 135 289 personnes dont 30 273 hommes, 60 112 femmes, 25 645 filles et 19 259 garçons par les sessions des dialogues communautaires.

En 2021, ce sont 20 048 participants directs (5 429 hommes, 6 104 femmes, 5 813 filles et 2 702 garçons) qui ont pris part aux causeries éducatives sur 15 000 prévus, soit un taux de réalisation de 134%. Cette performance est due à l'engouement que le programme suscite auprès des femmes et des filles et même les hommes dans certaines localités. Chaque participant a parrainé un ou plusieurs autres membres de la communauté, ce qui permet d'atteindre un total de 55 360 personnes ayant été exposées à plus de 31 heures de discussions sur les thématiques de l'approche.

Les connaissances acquises et les changements opérés au sein des communautés ont poussé les 150 villages des interventions 2019 et



Photos : UNICEF

*Déclaration publique d'engagement à mettre fin aux comportements, attitudes et pratiques.*

2020 à procéder à une déclaration publique d'engagement à mettre fin aux comportements, attitudes et pratiques qui sont néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles. Ces villages, selon leur choix, adoptent une charte communautaire dans laquelle sont consignés tous les engagements pris, d'autres villages plantent des panneaux dans leur village avec des messages leur rappelant les points clés de leur engagement et d'autres affichent des drapeaux blancs symbolisant leur engagement.

### Leaders de demain

Les adolescentes pour la protection (C4P) poursuivent les animations des ateliers participatifs pour partager les connaissances et compétences acquises avec les autres adolescentes du village et faire évoluer des normes sociales discriminatoires dans leurs communautés. En 2021, l'Initiative Spotlight a engagé 490 adolescentes en tant que C4P, qui participent à la gestion des cas avec les membres des comités villageois de protection de l'enfant et jouent un rôle important de tampon entre les autres adolescentes et les membres des comités. Elles sont constituées en réseau avec WhatsApp pour échanger avec les adolescentes des autres villages, avec les FACOM comme modérateur pour assurer la qualité des échanges. Grâce à leur engagement dans l'Initiative Spotlight, ces adolescentes sont devenues de véritables "agents de changement" au sein de leur communauté et parmi leurs pairs, contribuant ainsi à promouvoir un modèle différent d'engagement actif parmi les jeunes.

### Résultats évaluation engagement communautaire

L'évaluation de l'engagement communautaire pour mettre fin aux pratiques néfastes au Niger réalisé en 2021, dans le cadre du programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants, a fait



Photos : UNICEF

*Animations des ateliers participatifs avec les FACOM.*

ressortir des résultats probants. Par exemple par rapport à l'impact de l'ACPE sur l'autonomisation des femmes et des filles il est ressorti que les femmes interrogées ont déclaré qu'elles voyaient des changements dans l'approche des hommes en matière de prise de décision et qu'elles voyaient plus d'espace pour elles-mêmes pour s'impliquer dans la prise de décision (autour du mariage des enfants). De plus, les hommes sont devenus plus sensibles à la santé et au bien-être des enfants (en particulier les adolescentes) et à la continuité de l'éducation des filles.



Photo : APPADN Niger

Pour eux, c'est un pas dans la bonne direction pour qu'un changement de comportement se produise. L'approche a réussi à changer les perceptions des femmes et des adolescentes quant à leur capacité à influencer les décisions concernant le mariage. Par exemple, les discussions avec les femmes et les adolescentes indiquent un degré élevé de satisfaction en termes de capacité de l'approche (à travers des séances de de causeries éducatives, de sensibilisation, des rencontres communautaires, les Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) à freiner la pratique du mariage des enfants. Les résultats de l'évaluation montrent que 75% des femmes interrogées (n : 200) pensent que les messages de sensibilisation ont aidé les décideurs à comprendre les conséquences négatives du mariage des enfants et cela contribue à retarder de plusieurs années les mariages des filles.

Les résultats indiquent également que les interventions d'engagement communautaire les plus efficaces sont : les dialogues communautaires ; séances de sensibilisation, séances / causeries radio et déclarations publiques de la communauté.

### Initiative pour les adolescentes « Espaces sûrs/ ILLIMIN Zaman Dunia » du sixième cycle<sup>6</sup>

Le Programme en faveur des adolescentes déscolarisées et non scolarisées, intitulé « ILLIMIN » a été poursuivi dans les zones d'intervention de l'Initiative Spotlight. En 2021, le programme est à son sixième (6<sup>ème</sup>) cycle. Les actions ont permis à 17 215 adolescentes provenant de 180 Espaces Sûrs d'améliorer leurs compétences de vie en autonomisation par l'acquisition de plusieurs atouts/actifs sociaux, sanitaires, économiques et le changement social. Ces adolescentes sont capables d'informer leurs familles et leurs pairs sur les risques et conséquences des VBG, y compris le mariage des enfants d'une part, et d'autre part la connaissance des services essentiels de prise en charge en cas de violences. Ces renforcements ont été possibles grâce aux modules reçus par 214 mentors pour encadrer ces adolescentes.

<sup>6</sup> Un Espace Sûr, est un endroit identifié dans la communauté, de commun accord avec les autorités et où les adolescentes, déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans, reçoivent un enseignement non formel. Le renforcement des capacités se déroule sur 7 mois et est dispensé en 28 sessions hebdomadaires. Les cours portent sur les Compétences de vie courante, la Santé de la Reproduction et la Nutrition de l'adolescente, les capacités financières et le genre et les droits humains. Les adolescentes bénéficient des cours d'alphabétisation et une initiation aux Activités Génératrices de Revenus.

« A l'Espace sûr, j'ai appris à écrire, à compter, à économiser de l'argent, à coudre et à faire beaucoup d'autres choses. De plus, la chose la plus importante que j'ai apprise ici est comment être autonome, comment connaître et défendre mes droits et comment prendre soin de mon corps. »

« Je me suis mariée très jeune et j'ai eu un bébé, mais malheureusement mon mariage ne s'est pas passé comme je l'espérais. Maintenant, à l'Espace sûr, j'ai suivi des formations sur la santé reproductive et maternelle et sur les droits des femmes et des filles. Lors de mon accouchement, mes amies de l'Espace sûr m'ont soutenue sur le plan physiologique et financier. Elles sont mon réseau de soutien et mes amis. »



**- Participantes de l'Espace sûr de Zinder -**

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



**Répartition des adolescentes par groupe d'âge en début du programme**

Région	10-14 ans	15-19 ans	Total
Maradi	2 304	1 396	3 700
Tahoua	3 475	1 625	5 100
Tillabéri	2 024	3 076	5 100
Zinder	2 683	1 354	4 037
<b>Total</b>	<b>10 486</b>	<b>7 451</b>	<b>17 937</b>



**58%**  
10-14 ans



**42%**  
15-19 ans

## Répartition des adolescentes ayant achevées le cycle 6

Région	Nombre d'Espaces Sûrs	Effectif Adolescentes au début du programme	Effectif Adolescentes en fin de programme	
			Effectif	% d'achèvement
Maradi	37	3700	3 677	99,37%
Tahoua	51	5 100	4 908	96,23%
Tillabéri	51	5 100	5 001	98,05%
Zinder	41	4 037	3 970	98,34%
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>17 937</b>	<b>17 556</b>	<b>97,87%</b>

En début de programme ILLIMIN, plus de la moitié des adolescentes attendues sont âgées de 10 à 14 ans, soit 58% des adolescentes.

Comparativement aux données de démarrage, 17 556 adolescentes soit 98% ont suivi complètement les 28 sessions d'apprentissage qui composent le programme Illimin, pendant 7 mois d'apprentissage. Le taux de déperdition de 2% s'explique par les déplacements des filles vers d'autres communes, les refus des parents de laisser les filles suivre les cours et les décès enregistrés durant le cycle au niveau des adolescentes.

### Niveau d'utilisation des services de la santé de la Reproduction par les filles

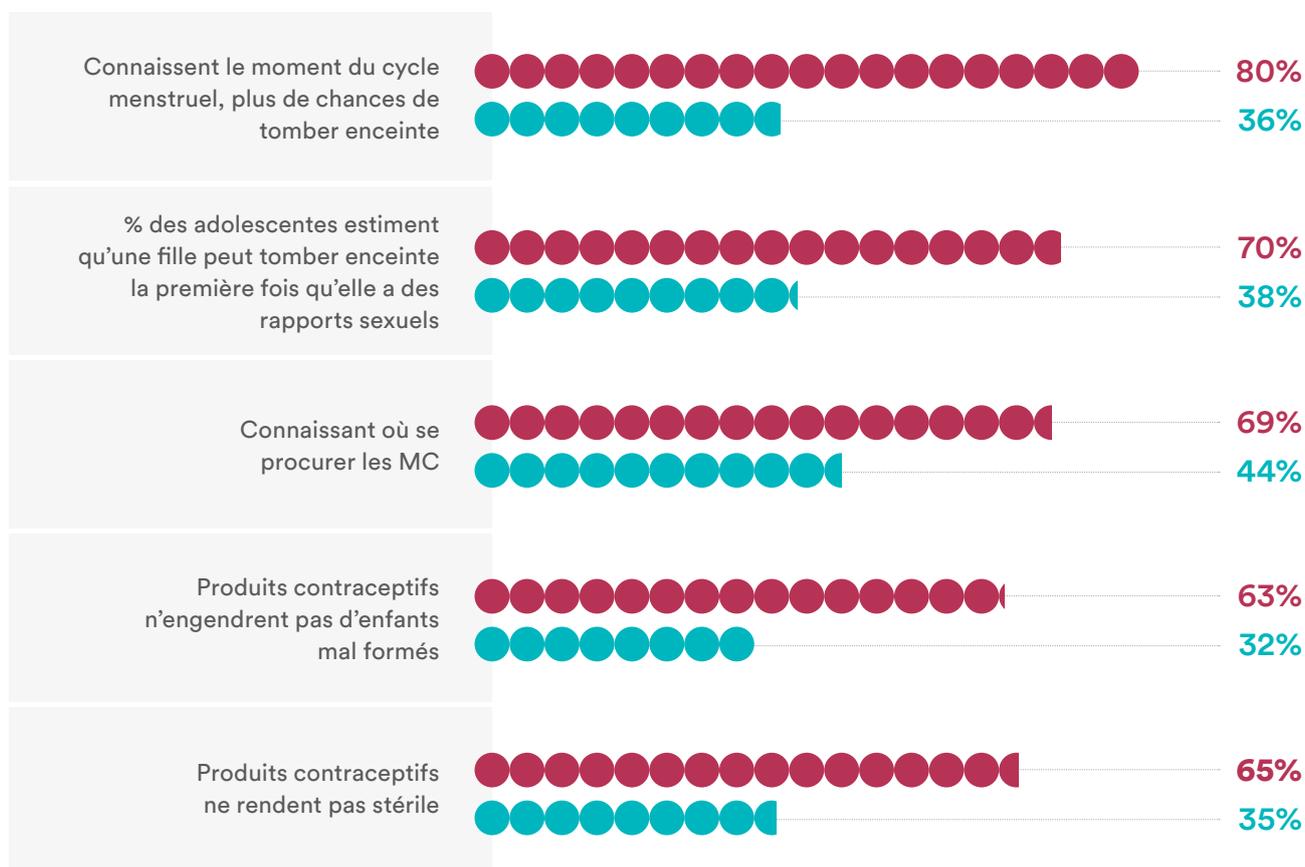
Cette appréciation est faite sur les 7 mois d'apprentissage pour identifier déjà les réflexes et comportement positifs développés par les filles. On a relevé qu'à la fin du cycle 37,6% des adolescentes mariées du programme ont recours à la contraception moderne contre 31% en début du programme.

On note par ailleurs qu'environ 80% des filles du cycle ont fait recours à un centre de santé pour cause de maladie à la fin du cycle contre seulement 14% au début du programme. En outre, 248 adolescentes bénéficiaires ont contracté une grossesse dont 202 avant le démarrage du programme et 46 au cours du programme. Le recours à la visite prénatale est aussi significatif à la fin du cycle, soit 89% des adolescentes, contre 84% au niveau nationale (ENAFEME, 2021).

### Report du mariage

Au début du cycle, il y avait un certain nombre de filles qui ont été déjà dotées et s'apprêtaient à se marier. Parmi celles-ci, 43% ont retardé leur mariage ayant pris connaissance des conséquences des mariages précoces grâce au programme Illimin appuyé par le Spotlight.

## Connaissances et perception de la planification, du cycle menstruel et de la fistule obstétricale



**Graphique :** Niveau de Connaissances et perception de la planification familiale — Fin C6 — Début C6

En ce qui concerne la connaissance du cycle menstruel et le risque de grossesse, 70% des adolescentes estiment qu'une fille peut tomber enceinte la première fois qu'elle a des rapports sexuels contre 38% au recrutement. Par ailleurs, 80% d'entre elles connaissent le moment du cycle menstruel, pendant lequel une femme a plus de chances de tomber enceinte alors qu'elles ne sont que 36% à le savoir au moment du recrutement.

Les adolescentes sont aussi formées sur la reconnaissance de la fistule, le risque différentiel suivant l'âge et les complications ainsi que d'autres facteurs de risque de faire la fistule. Ainsi, au sortir de

la formation, 73,1% des adolescentes estiment que les pertes involontaires d'urine sont une des manifestations de la fistule contre seulement 18% d'elles qui le savaient avant le programme. La proportion d'adolescentes qui estiment qu'elles ont plus de risques de vivre la fistule obstétricale pendant l'accouchement que les femmes adultes passent de 26% à l'entrée à 79% au sortir du programme. En fin, toujours par rapport à la fistule, 70% des adolescentes estiment que l'excision peut causer la fistule obstétricale en fin de cycle contre seulement 18% au début. Ces résultats sont à mettre à l'actif de la formation dispensée à l'endroit de ces adolescentes particulièrement vulnérables et issues des milieux défavorisés.

## Connaissances du VIH Sida

A la fin du Cycle 6, 82% des adolescentes estiment qu'une personne apparemment en bonne santé peut être infectée par le VIH et estiment qu'il est nécessaire pour une personne apparemment en bonne santé de faire le dépistage du VIH.

## Connaissances de l'importance de l'hygiène de vie chez les adolescentes bénéficiaires

A propos de certaines pratiques prohibées telles que la consommation de la drogue, le tabagisme et l'hygiène de vie, 68% des adolescentes estiment que la consommation de la drogue ne résout pas les problèmes enfin du cycle contre 6% à son début. 72% exprime le fait que le tabagisme est nuisible à la femme enceinte contre seulement 30% qui le savait avant le programme. En outre, 87% des adolescentes connaissent l'importance du lavage des mains, 90,9% estiment que l'hygiène dentaire est importante à la fin du cycle contre respectivement 56% et 52% au début du cycle.

## Capacités financières

Les adolescentes sont également formées pour être à mesure de conduire une AGR et entreprendre une activité économique. Dans ce sens, elles reçoivent une formation en capacité financière et à la sortie du Cycle 6, les résultats sont les suivants. Sur l'ensemble de bénéficiaires, 56% des adolescentes ont un emploi rémunéré ou exercent une AGR en fin de Cycle 6 contre 9 au début. Elles sont 80% à avoir la capacité à se définir des objectifs d'épargne contre 25% à l'entrée du programme. En fin du cycle, 79% des adolescentes ont la capacité de se définir des plans d'épargne, alors qu'elles étaient 23% au début. Pour 57% d'entre elles, les adolescentes savent utiliser les moyens modernes d'épargne, contre 19% avant de bénéficier du programme. A la fin du cycle, une adolescente a en moyenne épargné quatorze mille sept cent soixante-huit (14 768) francs CFA.

## Renforcement du niveau d'alphabétisation des adolescentes

La formation Illimin comporte également un volet alphabétisation, qui consiste en une initiation des adolescentes à la lecture et aux calculs. A la sortie du cycle 6, les résultats ci-dessous sont enregistrés.

On note que, 90% (contre 17% en début du cycle) des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des chiffres, 88% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des nombres de 2 à 3 chiffres (contre 20% en début du cycle), 85% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des grands nombres (contre 11% en début du cycle). Elles sont 85% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation qui ont un bon niveau en mathématique (contre 13% en début du cycle). 78,0% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en dictée des textes (contre 7% en début du cycle), 67% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en écriture (contre 13% en début du cycle), 81% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en phonétique (contre 9% en début du cycle), 89% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des lettres (contre 13% en début du cycle), 90% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation savent effectuer des opérations de calculs simples (contre 20% en début du cycle). La situation globale du volet alphabétisation est en nette amélioration en termes de performance par rapport au cycle 5 développé en 2021.

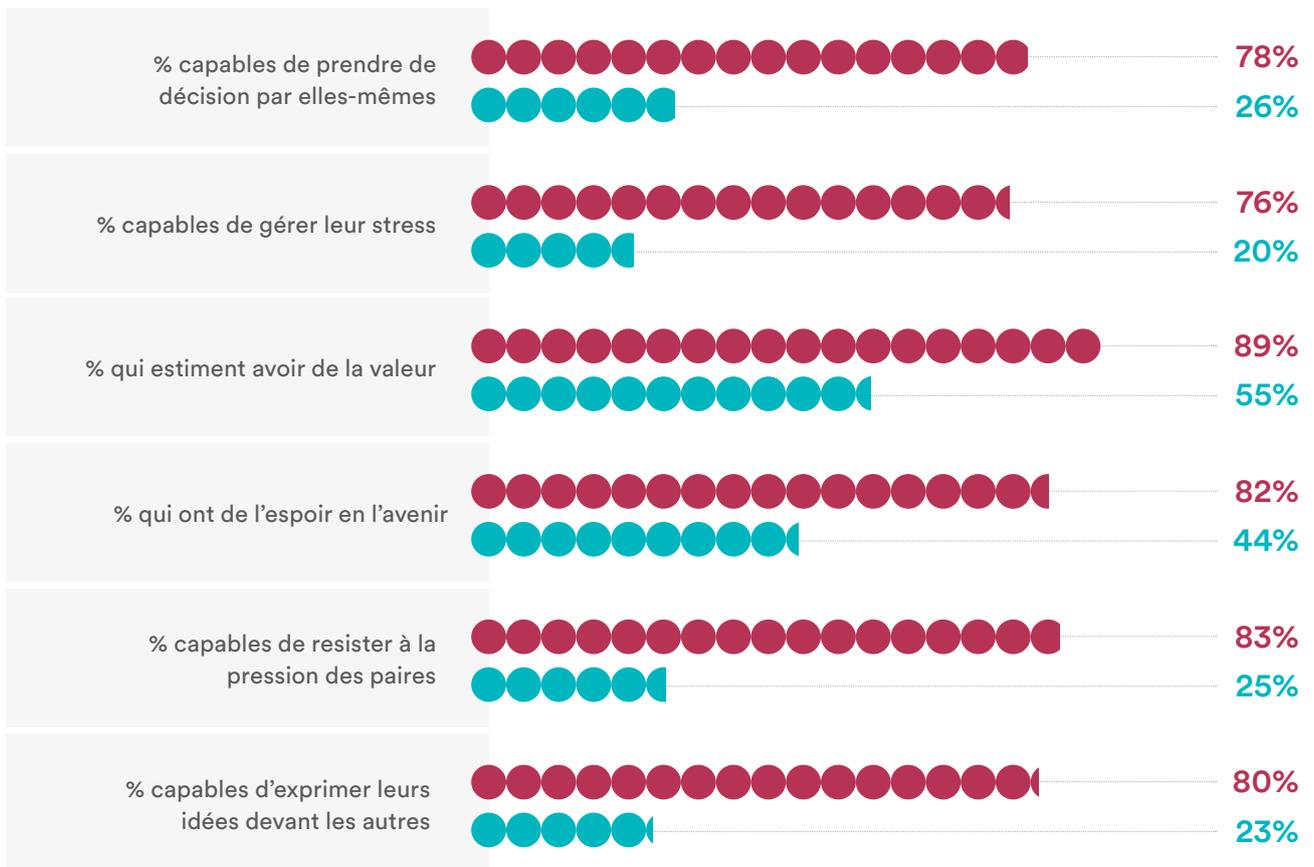
## Renforcement du réseau social des adolescentes

L'appartenance au groupement et association est importante pour la vie des adolescentes dans leur communauté et pour leur épanouissement socio-économique. Le programme Illimin en enseigne son importance et les stratégies de développement.

Ainsi, en fin Cycle 6 Illimin, 61% des adolescentes sont membres de mouvement ou association, alors qu'à l'entrée du cycle, seulement 8% le sont. De même, 73% des adolescentes déclarent avoir un réseau d'amies contre seulement 37% en début de

cycle. En outre, 70% des adolescentes ont quelqu'un auprès de qui emprunter de l'argent en cas de besoin et 84% d'entre elles ont des personnes capables de la conseiller contre respectivement 19% et 54% avant le programme.

### Capacité de prise de décision des adolescentes

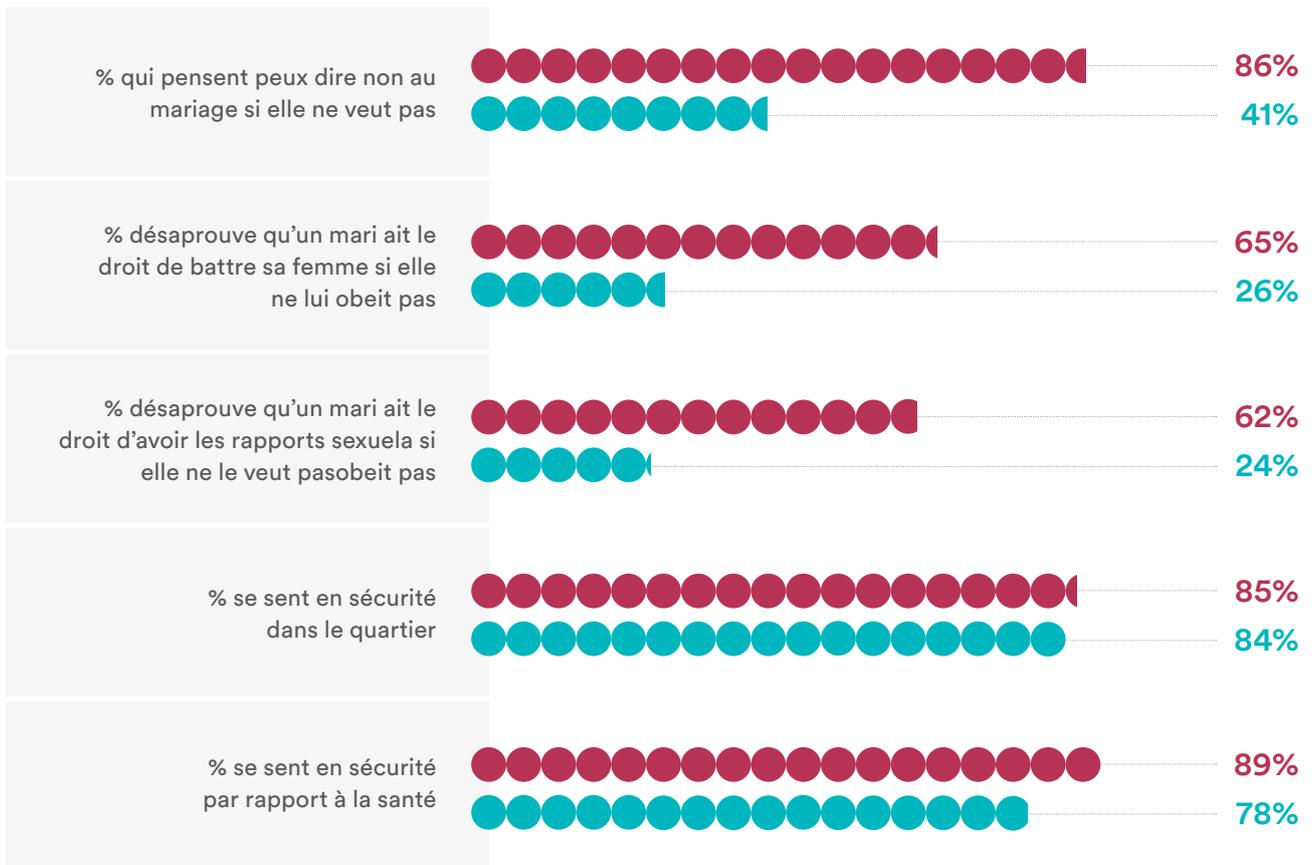


Graphique : Potentialité de prise de décision des adolescentes bénéficiaires — Fin C6 — Début C6

En fin de cycle, on constate que la prise de décision est devenue importante et les filles déclarent pouvoir s'affirmer car elles ont du potentiel pour résister à des pressions qui généralement réduisent leur expressions et participation dans le quotidien social et sociétal.

### Genre et autonomisation

L'autonomisation des filles/femmes passe par la prise de décision et la compétence économique. Le programme illimin renforce les capacités de celles-ci dans ce sens.



Graphique : Perception de genre et autonomisation des adolescentes à l'issu du cycle — Fin C6 — Début C6

### La formation et insertion socio professionnelle

La formation professionnelle vise l'acquisition de qualifications pratiques et de connaissances spécifiques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle a pour objectif d'assurer une qualification à tout demandeur de formation. Un partenariat avec des structures privées a permis de faciliter l'intégration des filles dans des filières de formation et d'insertion professionnelle. Environ 1000 adolescentes sont concernées par le volet formation professionnelle dont 300 en stylisme modélisme à Niamey et Zinder ; 300 en fabrication des produits cosmétiques et en couture simple dans la région de Tahoua ; 100 seront formées en couture à Illéla ; 100 en confection de produits de beauté ; et 200 seront formées en télé irrigation à Tessaoua, ou déjà un terrain de 4 hectares a été mis à leur disposition par le chef de Canton.



Produits d'entretien conçus par les filles Illimin.

## Dialogues Inclusifs pour promouvoir le genre et les droits des adolescentes

Pour favoriser l'inclusion et l'appropriation communautaire, le programme a aussi prévu l'organisation des sessions de dialogues communautaires grâce à l'appui de 41 facilitateurs communautaires qui ont animé 1722 sessions de discussions autour de certaines thématiques dont la scolarisation de la jeune fille, les mariages forcés et précoces des enfants, les grossesses précoces, la planification familiale, la petite fille et ses droits fondamentaux, les questions de violences basées sur le genre et la parenté responsable qui est au cœur de la nouvelle politique nationale de population dans 246 villages de juin à décembre 2021 et qui ont vu la participation de 73 943 personnes dont 43 066 femmes soit 58%.

## Retour dans le système de l'éducation formelle

Lors des deux premières années de mise en œuvre du programme (1999-2020), il a été recommandé de satisfaire à la volonté de retour dans le système de l'éducation formelle pour les bénéficiaires des espaces sûrs/Illimin. A cet effet, des démarches sont entreprises par les partenaires de mise œuvre et les autorités locales responsables de la gestion du Système Educatif dans les régions du Spotlight. Dans la région de Tillabéry, l'ONG APPADN a mobilisé tous les acteurs intervenant dans le système éducatif, un plaidoyer fort a été fait et des critères consensuels ont été validés pour faciliter l'approche de retour des adolescentes dans le système éducatif formel avec des mesures d'accompagnement en termes de mise à disposition de kits et matériels scolaires pour permettre aux éligibles de reprendre les cours. C'est dans cette perspective que l'ONG APPADN et les acteurs de l'école ont officialisé le retour de soixante (60) adolescentes déscolarisées des espaces sûrs de Dargol et Simiri à reprendre le chemin de l'école formelle au niveau primaire et secondaire dans la région de Tillabéry.

Cette initiative porteuse d'espoir est à encourager dans les autres régions du programme. Les partenaires de mise en œuvre et les acteurs de l'éducation font de ce défi une préoccupation à adresser.



Savon de ménage fabriqué par les filles Illimin.



Photo : UNFPA

Adolescente du centre de Formation Professionnelle en stylisme et modélisme.

Date officielle de retour à l'école formelle	Niveau Primaire	Niveau Secondaire	Total
Mardi le 21 Décembre 2021	24	6	30
Vendredi le 24 Décembre 2021	11	19	30
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>25</b>	<b>60</b>

Tableau de la répartition des adolescentes qui ont regagné le système formel à Tillabéry en 2021



Photo : ONG APPADN

Cérémonie de retour de 60 adolescentes dans le système éducatif formel à Tillabéry.

« j'ai 14 ans, j'étais au collège en classe de 5ème et j'ai dû arrêter les cours pour des raisons liées à mon profil d'orphelin. Les filles de mon âge pour se moquer de moi, me disaient que je suis allée vers l'école. Je ne supportais pas ma situation de personne ayant abandonnée l'école. J'avais le sentiment d'être à l'écart de ma communauté et en même temps j'ai développé cette conviction de reprendre le chemin de l'école. Cinq ans après, j'ai eu cette opportunité de bénéficier des sessions de renforcement de mes compétences de vie dans l'espace sûr/illuminé de ma commune pendant 6 mois. Aujourd'hui je suis parmi les filles éligibles pour retourner dans le système éducatif formel. Je suis heureuse et je promets que INCHALLAH, je vais faire de brillantes études. Je profite pour dire ma reconnaissance au Programme Spotlight et à l'Union européenne qui pensent à nous les abandonnées en zone rurale. »

### Mise en place et fonctionnement des clubs santé scolaire et infirmeries scolaires pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents

Pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents et assurer une meilleure prise en charge de leur santé, le Gouvernement a pris un arrêté conjoint N°0316/MEN/MSP/P/AS du 02 Novembre 2021 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des Clubs de Santé Scolaires (CSS). L'arrêté est co-signé par deux membres de gouvernement et doit être appliqué dans tous les établissements scolaires secondaires du pays. Il normalise les activités de CSS sur l'étendue du territoire et favorise l'appropriation nationale et la pérennisation. En 2021, ce sont six (06) CSS et cinq (05) infirmeries scolaires qui ont été mises en place dans les établissements scolaires des zones Spotlight. Les activités des six CSS ont touché 13 597 élèves dont 63 95 filles et 7202 garçons.

Pour intégrer le programme de l'Éducation à la Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes (ESRAJ) dans le curricula de formation au niveau des Écoles Supérieures de formation des professeurs des collèges et lycées, une mission s'est rendue à la Faculté de Sciences de l'Éducation des Universités de Zinder et de Tahoua et à l'École Normale Supérieure de Niamey pour échanger sur les approches de l'intégration et les mesures pratiques à prendre.



### Promotion pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) en milieu scolaire et communautaire

Concernant la promotion de la GHM, l'Initiative Spotlight a développé une approche à deux niveaux, à savoir la mobilisation des élèves dans les établissements scolaires et la mobilisation au sein des communautés. Au niveau des écoles, le Programme Spotlight a soutenu la construction de 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons respectant les standards pour assurer un environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école. Ce sont 27 nouvelles écoles ayant un effectif de 7 971 élèves dont 3 437 filles et 4 534 garçons de la région de Tahoua qui ont bénéficié de ces infrastructures. Il y a également le soutien à la formation / sensibilisation dans le cadre de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) et la distribution de 10 000 kits GHM dans 200 écoles des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder à travers le partenariat avec l'ONG SEPT. Les séances



Photos : UNICEF

Les services hygiéniques réalisées par un groupe de femmes, attitudes et pratiques.

de sensibilisation ont permis d'améliorer le niveau de connaissance des filles sur la GHM. Pour preuve, l'évaluation réalisée avant l'intervention a montré que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une personne ayant déjà entendu parler de la GHM. Cette connaissance est plus importante dans les milieux urbains (ville de Maradi en particulier) que dans les zones péri-urbaines ou rurales. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la

maison en cas d'apparition des règles. On constate qu'à Tahoua 67 sur 83 filles (soit 80%) rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles à Tahoua, Maradi et Zinder.

Au niveau de la communauté, des actions de sensibilisation ont été organisées en faveur de 40 cadres régionaux des services techniques déconcentrés, des communes cibles et des ONG des régions du programme Spotlight sur les GHM en vue de briser le silence et les tabous autour des menstrues et de contribuer au plaidoyer pour une meilleure prise en compte de la question dans les politiques sectorielles. Ces sensibilisations ont permis de toucher 2957 personnes (1023 hommes, 934 femmes, 682 garçons et 318 filles) qui ont vu leurs connaissances s'améliorer sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.

#### Pilier 4 : Des Services de qualité

Bien que la disponibilité des services ait été limitée en 2019 en raison de la pandémie de COVID, la situation s'est inversée en 2021 avec un accès accru aux services essentiels et une amélioration de la coordination entre les prestataires de services de prise en charge. En poursuivant son élan pour une prise en charge holistique effective des survivantes des VBG, l'Initiative Spotlight a appuyé la création d'un environnement propice pour le respect des principes de prise en charge des personnes survivantes dans les services essentiels.

Cette prise en charge holistique nécessite la disponibilité continue de ressources humaines spécialisées et qualifiées pour créer un climat de confiance entre les personnes survivantes de VBG et les prestataires de services et fournir des prestations de qualité dans le respect des quatre principes de prise en charge des VBG.

#### Renforcement des capacités du personnel des services essentiels

Sur la base des résultats obtenus en 2020, l'Initiative Spotlight a poursuivi les sessions de formation à l'attention des acteurs des services essentiels de prise

en charge des personnes survivantes des VBG. Au cours de l'année 2021, les capacités de 40 responsables régionaux de la gendarmerie (commandant de légion, commandants de groupement et commandants d'escadron) au niveau des huit régions du pays ont été renforcées sur les VBG, les principes directeurs, l'audition des personnes survivantes des VBG et l'importance des données de qualité.

### **Les services sociaux**

Les 36 services sociaux des quatre régions cibles de l'Initiative Spotlight et 15 centres d'écoute ainsi que les 131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) dans les communes cibles ont des capacités accrues à travers les formations sur les VBG et recyclages dont ont bénéficié les travailleurs sociaux qui animent ces services.



**Photo : UNFPA**

*Session de formation des Officiers de Police Judiciaires de la Gendarmerie Nationale.*

*« La chose la plus importante que j'ai apprise grâce à l'initiative Spotlight, c'est l'importance de l'accueil sans discrimination des victimes des VBG. Maintenant, la police est devenue un point de référence pour les victimes de violence. Les victimes viennent ici et m'appellent « Tantine ». »*



**- Femme inspecteur de police -**

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs





Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Monsieur Souley Abdou Malan Abba, Président du comité villageois de protection de l'Enfant/VBG avec son équipe – Commune de Magaria, région de Zinder.*



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*A gauche, Madame Hanatou Moumouni, gestionnaire de cas au sein du Centre d'écoute des victimes de VBG logé au sein de la Direction régionale de Promotion de la Femme et de la protection de l'enfant, Maradi.*

L'Initiative Spotlight a aussi renforcé les capacités de 20 travailleurs sociaux dont 10 femmes sur la prise en charge psychosociale des survivantes de VBG. Certaines communes ont des locaux à disposition pour servir de centres d'écoute qui ont reçu un appui pour être aménagés et répondre aux normes et standards en la matière avec le soutien du programme.

Dans la région de Maradi, un partenariat avec une ONG locale est en cours pour sensibiliser les communautés sur l'existence des centres d'écoute et les prestations qu'ils offrent. En 2021, les membres des CVPE et des centres d'écoute ont pris en charge 3 230 cas de VBG (117 cas de viol, 147 cas d'agressions sexuelles, 1 157 cas d'agressions physiques, 617 cas de violences psychologiques, 349 cas de mariage d'enfants qui ont été annulés/reportés et 843 cas de déni de ressources) dont 117 cas graves (viols, agressions sexuelles) ont été référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice et la police.

## LES MEMBRES DES CVPE ET DES CENTRES D'ÉCOUTE ONT PRIS EN CHARGE

**3 230**  
CAS DE VBG



117 cas de viol

147 cas d'agressions sexuelles

1 157 cas d'agressions physiques

617 cas de violences psychologique

349 cas de mariage d'enfants  
qui ont été annulés/reportés

843 cas de déni de ressources

« Le changement majeur produit par l'initiative Spotlight a été de faire sortir une réalité qui était auparavant cachée. Les VBG étaient cachés dans la sphère domestique et les femmes ne faisaient pas confiance aux prestataires de services. Maintenant, les femmes savent mieux ce que sont les VBG et elles viennent dans notre salle d'écoute. »



- Travailleur social de la salle d'écoute de Zinder -

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



### **Accès aux services juridique et judiciaire, de la police et de la gendarmerie**

Les 22 Cliniques juridiques installées au sein des 22 CSI ont continué la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes des VBG à travers de consultations et les sensibilisations sur les VBG et les voies d'accès aux services juridiques. A cet effet, ce sont 97 para-juristes communautaires dont 53 femmes qui ont vu leurs capacités renforcées sur les VBG et les mécanismes de référencement des survivantes de VBG. Ils ont permis à 187 143 personnes (50 474 hommes, 86 241 femmes, 26 381 filles et 24 047 garçons) d'être sensibilisées sur les VBG et les services essentiels disponibles dans les quatre régions Spotlight pour une éventuelle orientation en cas de VBG.

Pour l'année 2021, les cliniques juridiques ont fourni un support légal à 203 personnes et 153 cas de VBG (18 cas de viol, 39 cas d'agressions sexuelles, 23 cas de violences physiques, 09 cas de mariages forcés, 37 cas de violences psychologiques et 27) ont reçu une assistance juridique et 57 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 10 ont fait l'objet d'une décision de justice.

En vue d'améliorer l'offre de service aux personnes survivantes, le mécanisme de prise en charge de la Police et de la Gendarmerie a été renforcé par l'amélioration des lieux destinés à accueillir les survivantes de VBG. A cet effet, les locaux de la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs de la Police ont été réhabilités. La cellule dispose maintenant des bureaux spécifiques pour l'audition des survivantes de VBG avec toutes les commodités. Des toilettes séparées par sexe à l'usage des personnes survivantes sont construites et bien entretenues.

« Le changement majeur après les activités de sensibilisation menées par l'Initiative Spotlight au niveau communautaire est que les survivantes des VBG maintenant viennent d'elles-mêmes vers nous pour raconter leur histoire. Cela signifie qu'elles connaissent maintenant nos services et qu'elles nous font confiance. »



#### **- Para-justice communautaire de Zinder -**

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



*« Nous accueillons positivement le programme Spotlight, à cause notamment des progrès enregistrés dans le signalement des cas de violence basées sur le genre dans les communautés. Auparavant, la majorité des cas qui surviennent dans les villages reculés de la région étaient réglés à l'amiable au sein des familles et à l'insu des Officiers de Police Judiciaire ou du Procureur. Avec les tournées régulières qu'effectuent les agents des cliniques juridiques dans les villages, des cas nous sont régulièrement signalés, parfois la survivante est même accompagnée jusqu'au Tribunal. Dans les cas où il y a une infraction pénale, la procédure judiciaire est immédiatement enclenchée. »*



- Monsieur Hama Iliyassou, Procureur de la République, région de Tahoua -

Cela a contribué au respect de la volonté des personnes survivantes d'être seule avec le point focal VBG.

Ces actions ont eu pour effet de renforcer l'engagement des responsables auprès de points focaux et chefs de brigades pour plus de disponibilité, une meilleure qualité de leur prestation de services dans les respects des normes de **SÉCURITÉ, CONFIDENTIALITÉ** et **RESPECT** et des droits de l'homme lors des auditions des personnes sur les plaintes reçues aussi bien avec les survivantes que les agresseurs.

En 2021, ce sont 3 399 cas de VBG (360 cas de viol, 116 cas d'agression sexuelle, 606 d'agression physique, 1 113 cas de mariage forcé/ d'enfants, 840 cas de déni de ressources et 364 cas de violence psychologique) qui ont été pris en charge par ces deux cellules de protection des femmes et des mineurs.

La prise en charge des survivantes a aussi consisté en leur réinsertion économique pour les rendre plus autonomes économiquement dans la communauté. A cet effet, l'Initiative a développé une stratégie de réinsertion des survivantes de VBG. Pendant la période sous revue, un total de 600 survivantes a été réinséré économiquement avec des kits (500 ont reçu un kit animalier, 57 pour un kit de petit commerce, 32 pour un kit de transformation agro-alimentaire et 11 pour un kit de savonnerie-cosmétique) dont 74 femmes porteuses de fistule obstétricales traitées et guéries. Quatre types de kits ont été proposés aux survivantes. Il s'agit du kit animalier qui est composé de trois (03 chèvres et un bouc pour le petit élevage, et de deux (02) bœufs pour l'embouche; du kit de petit commerce; du kit de transformation agroalimentaire et du kit de savonnerie-cosmétique.

*« Nous avons de plus en plus de cas chez nous et les usagers ne manquent pas d'exprimer leur surprise agréable et nous disent de fois je ne savais pas qu'ici on traite bien les gens. »*



- Gendarme à la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie nationale de Niamey -



Photos : ONG ADKOUL

*Remise de kit animalier pour le petit élevage.*

### *Composition des kits individuels remis aux survivantes de VBG dans le cadre de la réinsertion socio-économique :*

Sur la base de l'identification des besoins des bénéficiaires en matière d'activités génératrices de revenus (AGR), les partenaires de mise en œuvre ont développé quatre types de kits à remettre aux concernées.

#### *Kit caprin : Le kit individuel « Caprin » est composé de :*

- Trois (3) chèvres et un (1) bouc
- Un d'aliment bétail pour trois (3) mois composé de son de blé (50kg), coke de niébé (50kg), Bloc à lécher (2kg) et abreuvoir et mangeoire
- Un service de santé animale (déparasitage et vaccination)

#### *Kit petit commerce : Le kit individuel « Petit Commerce » est un lot de plusieurs articles de consommation quotidienne, demandés par les ménages. Il est composé de :*

- Riz (25kg)
- Farine de Manioc (25 mesures)
- Sel de cuisine (25kg)
- Graines de soja (25 mesures)
- Huile DINOR (bidon de 5litres)
- Tomate Concentrée Moyenne (un carton de 12)
- Arôme MIMIDO (10 paquets)
- Savon de toilette (un carton de 48)
- Savon en poudre SO-KLIN (2 cartons de 150)

#### *Kit Transformation agro-alimentaire : Il est composé de :*

- Une (1) décortiqueuse d'arachide
- Une (1) presse à l'huile
- Deux (2) sacs d'arachide non décortiquée

*Kits de fabrication du savon solide, savon liquide, pommade, parfum liquide, l'encens traditionnel :*

- Produits de fabrication : pâte 1 kg ; soude caustique 1 kg ; colorant 250 FCFA ; sel ½ kg ; 1 densimètre gradué ; 12 litres huile de palme ; ½ litre acide citronnelle ; ½ kg silicate ; ½ litre acide sulfurique ; ½ litre peroxyde d'hydrogène ; ¼ de parfum concentré ; 1 kg de bicarbonate ; 1 kg de parfum en bois (Santal bangui) ; 2 litres eau de Cologne ; parfum aromatique ; 1 paquet farine sandal ; ¼ farine de farami "garin fartché" ; 1 paquet de l'eau de cologne lovelia (contenant 6 tubes) ; ½ litre leylatoul sahara ; 1 litre d'huile de vaseline ; ¼ de bougie ; 1 kg de pâte vaseline pétroline.
- Matériels de fabrication : 1 Table de coupe ; 2 moules ; 2 grandes bassines ; 3 seaux en plastique possédant chacun un couvercle ; 1 fourneau ; 2 marmites N°5 ; 2 spassil "Moutchia" ; 2 tamis ; 5 petites louches ; 1 paire de gants en caoutchouc ; 1 masque ; 1 blouse comme tenue de travail.

Avant la remise des kits aux survivantes, leurs capacités ont été renforcées en développement personnel, en entrepreneuriat et gestion d'AGR. Pour celles ayant reçu le kit animalier, le renforcement des capacités a porté sur la conduite d'activité d'élevage de petits ruminants des capacités a porté sur la conduite d'activité d'élevage de petits ruminants.

Des investissements communaux ont été réalisés à travers l'installation de 16 plateformes multifonctionnelles (PTFM) dans 16 villages avec la mise en place et la formation des membres des comités de gestion assurées par les Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.

Chaque comité de gestion est composé de huit (08) membres dont trois (03) commissaires aux comptes qui sont élus en assemblée générale villageoise. Ces PTFM ont permis d'insérer environ 100 survivantes par région soit un total de 400 survivantes.



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Le comité de gestion de la plateforme multifonctionnelle de Founkoye (Région de Tahoua) a permis aux femmes veuves pour la plupart d'améliorer leurs revenus et prendre en charge leurs familles.*

### **Centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG (CRMVBG)**

Pour accroître l'accès des personnes survivantes à des services de qualité, l'Initiative Spotlight a opté de mettre en place des services de prise en charge holistique dans lesquels tous les services essentiels se trouveraient dans un même lieu. Cela facilitera une prise en charge complète et intégrée des personnes survivantes de VBG. Il avait été prévu la mise en place de quatre centres de prise en charge holistique en raison d'un centre par région d'intervention de l'Initiative Spotlight.

Sur les quatre centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique, seulement celui de Tillabéri est fonctionnel depuis 2020. Ce centre a reçu la visite de Madame l'Ambassadrice de l'Union Européenne, de Monsieur le Secrétaire Général Adjoint du MPFPE et des responsables des agences du Système des Nations Unies le 27 Juillet 2021. Cette mission avait pour but de remettre des matériels pour la prévention COVID-19 aux partenaires de mise en œuvre et de s'acquérir des résultats des interventions réalisées dans la région de Tillabéri en visitant la plateforme

multifonctionnelle, le centre de prise en charge et en échangeant avec les groupements féminins. A la fin des visites des sites, il a été recommandé de renforcer la communication et la visibilité du Programme en assurant une bonne application des directives de visibilité sur le terrain et de désigner une seule structure faisant le référencement dans une localité donnée au niveau du dispositif communautaire.

Pour rendre opérationnels les autres centres, une mission d'évaluation des besoins de réhabilitation a été organisée pour Maradi et Tahoua. Ainsi, les travaux de réhabilitation et d'équipements des bâtiments mis à la disposition par le MPFPE ont été réalisés. Il ne restait qu'à les rendre fonctionnels. A cet effet, une mission conjointe pour organiser les services des CRMVBG a été organisée aux centres de Maradi et de Tahoua avec la participation du MPFPE, les agences des Nations Unies (ONUFEMMES, UNICEF), les ministères de la justice, de l'Intérieur, de la Défense, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, les ONG partenaires (SOS FEVV, ADKOUL, SongEs, ADEL Espoir), ANAJJ et l'Unité de Coordination Spotlight.



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*A Zinder, le centre régional de prise en charge holistique des survivantes de VBG situé dans le quartier Sabongari a été réhabilité en Juin 2021 dans le cadre du programme Spotlight.*

### *Mission d'organisation des services et d'élaboration des procédures opérationnelles standard pour CRMVBG de Maradi et Tahoua*

Après les travaux de réhabilitation des centres régionaux multifonctionnels de Maradi et Tahoua, il restait leur fonctionnement pour assurer la prise en charge des personnes survivantes de VBG. Pour ce faire, une mission conjointe conduite par le MPFPE avec tous les acteurs intervenants dans la prise en charge a été organisée du 14 au 18 Décembre 2021 à Maradi et du 20 au 24 Décembre 2021 à Tahoua.

L'objectif général de cette mission était de procéder à la mise en place des cadres référent pour le fonctionnement des deux centres. De manière spécifique, il s'agissait de :

- Visiter les bâtiments des deux centres et procéder à l'organisation des services conformément aux 4 principes.
- Elaborer en exercices participatifs avec tous les acteurs, les procédures opérationnelles standards pour le fonctionnement de chaque centre avec détermination des responsabilités et engagements pour chaque partie prenante.
- Faire une simulation de la fonctionnalité de l'organisation des services et des procédures opérationnelles standards.

#### *Les travaux ont réalisé en trois phases :*

- Les participants ont procédé à une visite des services disponibles dans les centres de prise en charge pour voir l'organisation des services.
- Ensuite, une description des services ainsi que les équipements disponibles et nécessaires pour le fonctionnement de chaque service. En ce qui concerne le fonctionnement des centres, il était question de l'heure d'ouverture et de fermeture des centres. L'option de 24 heures sur 24 et de 7 jours sur 7 a été retenue avec la mise en place d'un système de permanence pour le fonctionnement en continu des services centres. Toutefois, le service « Réinsertion socio-économique » sera ouvert de 8H à 13H du Lundi au Vendredi.
- Une simulation a été réalisée pour mettre les participants dans des situations réelles de fonctionnement avec des faux survivants. Cet exercice a permis de réorganiser les services dans un même bloc et d'augmenter le nombre de service d'accueil/attente/gestionnaire des cas, de changer l'appellation de certains services et la mise en place d'un espace de jeux pour les enfants accompagnant les survivantes de VBG.

#### *Les principales recommandations sont :*

##### **Recommandations d'ordre général**

- Faire la restitution des ateliers.
- Plaidoyer (Lettres de requête, Communication au Conseil de Cabinet) pour mise à disposition des personnels au niveau des CRMVBG : TS, Médecins, Sages femme, infirmiers, Assistant juridique, psychologue, Officiers de Police Judiciaire, hommes de garde, Ingénieurs des Travaux Statistiques /Ingénieurs des Pratiques Statistiques).
- Elaboration et adoption d'un arrêté portant création des CRMVBG de Maradi et Tahoua.

- Approbation de l'organisation des services au niveau des CRMVBG en vue de la restructuration des services (supprimer les caméras de surveillances).
- Réhabilitation complémentaire (Construction d'un couloir de passage entre le bureau du Départemental, d'un mur à partir de la case de passage jusqu'à l'administration Maison de la femme pour séparer le centre du foyer féminin, d'un hangar pour le poste de garde au niveau de la guérite à l'entrée).

#### Recommandations spécifiques :

- Acquisition des équipements, matériels (2 motocyclettes, kits d'équipements médicaux), produits pharmaceutiques.
- Produire des affiches sur formats A3 contenant les renseignements sur les quatre principes établis pour guider la gestion du CRMVBG.
- Produire des dépliants servant de cartographies aux CRMVBG pour mieux informer et sensibiliser sur les services offerts.
- Formation du personnel dans les différents domaines des services des CRMVBG.
- Appuyer le plaidoyer auprès du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du Niger pour prendre en compte la provision en alimentation des CRMVBG.
- Plaidoyer pour la création et l'équipement des espaces récréatifs pour les enfants.
- Plaidoyer pour l'établissement de partenariat avec les ONG/Associations pour la réinsertion socioéconomique des personnes survivantes.
- Plaidoyer pour la création d'une ligne verte pour le CRMVBG.

Ces missions ont permis d'aboutir à des conclusions consensuelles sur l'organisation et le fonctionnement de ces deux CRMVBG. Les principaux résultats obtenus sont la concentration de onze (11) services dans un même bloc pour le respect des quatre principes de prise en charge des VBG : *Service réception et attente, Service des investigations, Service psychologique/ Psychosocial, Service d'Accueil/Orientation/Gestion des cas, Service Santé, Service Gestion des données, Service Assistance Juridique et judiciaire, Service hébergement, Service insertion socio-économique, Cuisine, Responsable administratif du CRMVBG.* L'un des livrables importants de ces missions est l'élaboration d'un document de Procédures Opérationnelles Standard de fonctionnement des CRMVBG.

Quant au CRMVBG de Zinder, il a aussi été réhabilité et équipé. Il ne reste que son fonctionnement avec la mise à disposition du personnel.

#### Pilier 5 : Données de qualité

Le Niger est confronté aux défis multiformes de violences basées sur le genre qui renforcent la vulnérabilité de certaines couches de la population, notamment les femmes et les filles. Dans la déclaration de politique générale, le Gouvernement entend prendre des actions vigoureuses pour améliorer le cadre réglementaire et juridique en matière de prévention et de réponse à ces violences basées sur le genre. Cependant, les besoins d'informations fiables et à jour deviennent préoccupants pour comprendre l'évolution et les facteurs explicatifs des VBG afin d'orienter les politiques gouvernementales en matière de la promotion des droits des femmes et des filles. La dernière opération d'envergure nationale a été réalisée en 2015. Ces données sont aujourd'hui caduques avec la survenue de la pandémie de la COVID-19 en 2019 qui a entraîné une augmentation des cas de VBG en fonction de la typologie. Les besoins de données d'enquête pour identifier l'ampleur et les déterminants

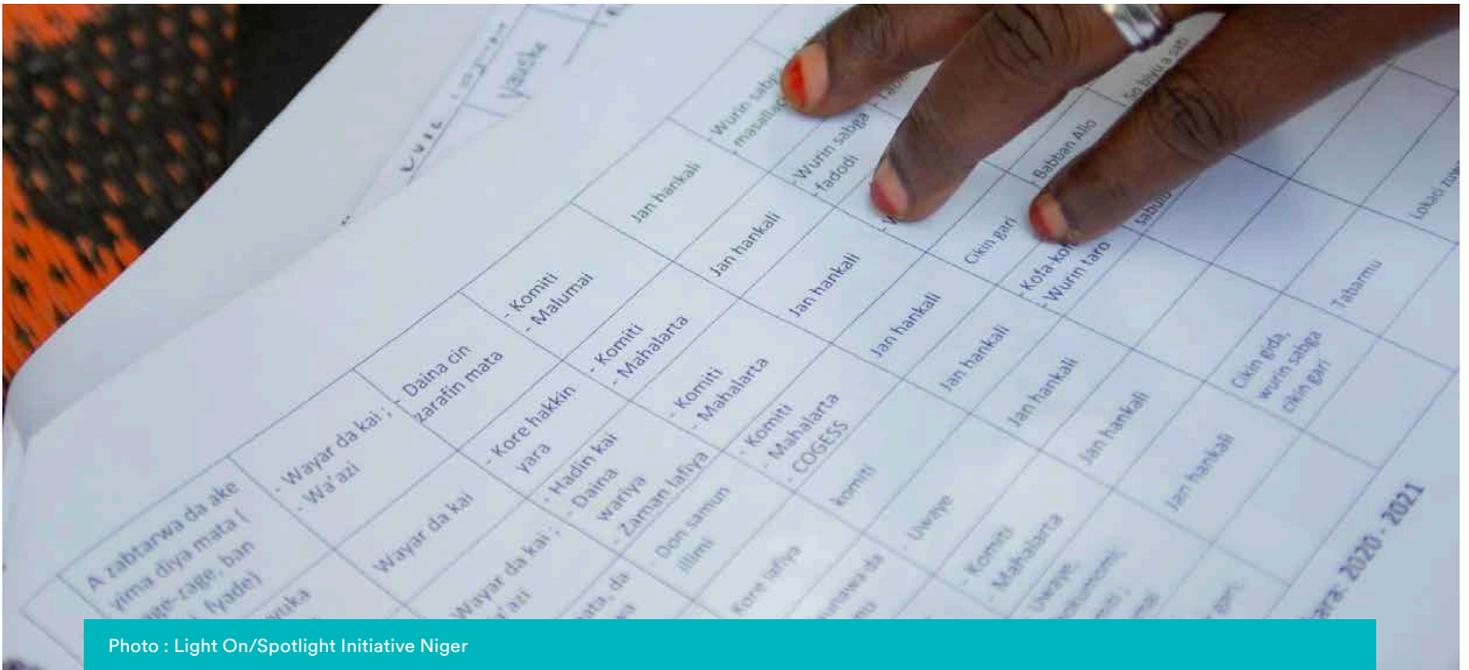


Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Au niveau communautaire, les comités villageois de protection de l'enfant et de lutte contre les VBG tiennent des registres à jour pour recenser les cas de violence les plus fréquents qu'ils identifient, y compris ceux qui sont référés aux services compétents.*

des VBG nécessaires pour redéfinir/reformuler les politiques publiques et les programmes pour répondre à cet éventuel accroissement des cas de violences.

Afin de relever les défis d'actualisation des données sur les VBG, l'Initiative Spotlight a réalisé une enquête d'envergure nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG dans le contexte de la COVID-19 qui a permis de disposer des données actualisées et fiables sur les VBG. Cette opération a combiné les approches quantitative et qualitative. L'enquête par sondage a porté sur un échantillon de 2 348 ménages sélectionnés de façon aléatoire dans lesquels 5 958 individus éligibles (10 à 59 ans pour les femmes et de 10 à 69 ans pour les hommes) ont été interrogés dans les huit (8) régions du pays. Le volet qualitatif, quant à lui, a consisté en la réalisation de 23 entretiens semi-structurés avec les responsables des services impliqués dans la prise en charge (psychologique, sanitaire et juridique), 64 discussions de groupe avec les hommes, les femmes et les jeunes ainsi que 17 récits de vie avec des survivant-e-s. Les résultats obtenus indiquent que les femmes restent dans l'ensemble les plus touchées par le phénomène. Ainsi, la prévalence globale des VBG au cours de la vie

est de 29,0% avec des disparités par région et par sexe (38,2% chez les femmes et 16,3% chez les hommes). Les principaux déterminants globaux des VBG chez les femmes sont la région de résidence, le milieu de résidence, l'alphabétisation et le niveau de vie du ménage. Chez les hommes, les principaux facteurs qui déterminent les VBG sont le groupe d'âges, la région de résidence et le milieu de résidence. Concernant la qualité des services de prise en charge des VBG, l'étude a montré que l'assistance psychosociale est assurée sans nécessairement une forme appropriée ou une bonne maîtrise des procédures opérationnelles standards.

Par rapport à l'adéquation des services de prise en charge socioéconomique offerts aux attentes et besoins des populations, ces dernières estiment que les montants mis à disposition des bénéficiaires leur semblent toujours limités pour assurer une autonomisation. En revanche, les formations qui leur sont offertes leur permettent de mener des activités agro-pastorales. Ces principaux résultats mettent en relief plusieurs défis qui peuvent donner lieu à des recommandations.<sup>7</sup> Les défis majeurs concernent la nécessité de prévenir les cas de VBG, la lutte contre

<sup>7</sup> Pour plus amples informations, prière se référer au rapport de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger réalisée en 2021.

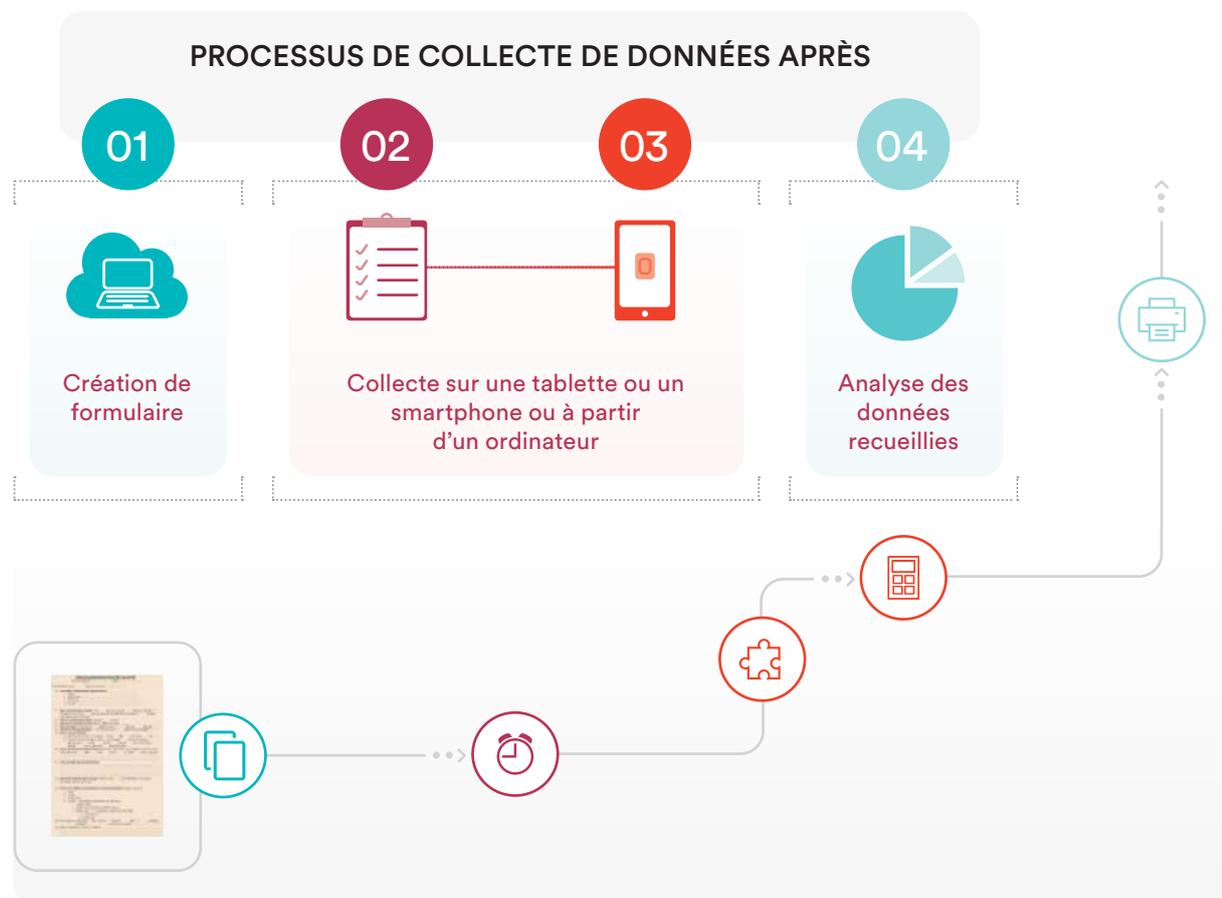
l'impunité, l'assistance aux survivant-e-s, la prise en charge holistique des cas selon les procédures harmonisées et la coordination multisectorielle.

Les résultats de cette étude ont contribué à produire des données probantes sur les types de VBG, ses causes profondes, les lacunes existantes dans les services de réponse et les besoins spécifiques des femmes et des filles affectées par les VBG. Les conclusions de cette étude ont permis d'informer les stratégies du programme mais ont également servi de document d'orientation pour un grand nombre d'acteurs opérant dans ce domaine.

En plus de ces métadonnées, la disponibilité de données de routines de qualité est primordiale pour mesurer l'incidence des VBG.

Cette disponibilité passe nécessairement par un renforcement du système de collecte de données de routine. A cet effet, l'Initiative Spotlight s'est inspiré du modèle de GBVIMS pour développer un dispositif de collecte et d'analyse des données recueillies par les acteurs de prise en charge des VBG. Ainsi, un système harmonisé de collecte de données sécurité est mis en place au niveau de la Police et de la Gendarmerie nationale grâce au partenariat établi avec ces deux institutions depuis 2020.

L'opérationnalisation de ce système repose essentiellement sur un renforcement continu des capacités des responsables de collecte en tenant compte des principes d'éthique et de sécurité à toutes les étapes du processus qui se représente comme ci-dessous :



La première étape consiste à l'analyse des données et des outils de collecte. Elle permet aux membres des cellules de protection de la Police et de la Gendarmerie de s'approprier les outils de collecte et de procéder un contrôle de qualité des données pour une analyse en fonction des indicateurs retenus.

La deuxième étape est relative à la corrélation entre les infractions pénales et les incidents VBG. Il s'agit de voir la correspondance entre les incidents de VBG et les textes légaux pour une fin de poursuite judiciaire des violences faites aux femmes et aux filles. Une fois les liens sont établis, une validation des outils est nécessaire.

L'élaboration d'une fiche hard de collecte des données est la troisième étape. A ce niveau, une revue de tous les indicateurs pertinents à collecter est réalisée afin d'avoir un large éventail de données pour informer l'incidence.

Quant à l'étape 4, il s'agit de la complétude de la fiche de collecte des données et digitalisation du système de collecte de données. Un contrôle de qualité est nécessaire pour vérifier si toutes les informations à collecter sont indiquées sur la fiche de collecte avant de procéder à sa configuration sur le smartphone en vue de faciliter la collecte.

Enfin la dernière étape consiste à la collecte, la production et le partage des données. Une fois que la complétude est prouvée, les agents des brigades

collectent les données auprès des survivantes reçues dans les cellules de protection et ils font l'analyse des informations collectées avant de les partager à leur hiérarchie.

Pour renforcer ce système de collecte des données de routine sur les VBG, un pool de formateurs de 22 personnes de la Police et de la Gendarmerie a été formé sur la collecte, le traitement et le partage des données. Ce pool de formateurs a contribué au renforcement des capacités de 134 points focaux commandants de brigades de la Police et de la Gendarmerie des régions de Tahoua et de Zinder sur le système numérique de collecte des données. Deux missions de sensibilisation des cadres régionaux de la police et de la gendarmerie ont été effectuées et 46 acteurs de la lutte contre les VBG des régions de Tahoua et Tillabéri ont été formés sur la collecte des données conformément au GBVIMS. Les agents des cellules de protection de femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie ont été outillés à l'utilisation des smartphones pour la collecte des données VBG. Toutes les brigades des régions de Tahoua et Zinder (phase pilote) ont été dotées de tablettes, d'ordinateurs et imprimantes afin de produire les données VBG et disponibles à temps réel.

#### **Pilier 6 : Organisations féminines**

La cartographie des organisations intervenant sur la promotion et les protections des droits des femmes a été mise à jour avec l'intégration de 23 nouveaux groupements féminins. A ce jour, la base de données

*« Aujourd'hui, grâce à la formation reçue par l'initiative Spotlight, je suis en mesure de classer les différents types de VBG. Avant, par exemple, je ne savais pas que des crimes tel que le "détournement d'enfant" pouvait cacher une forme de violence. »*



**- Point focal FDS de la gendarmerie -**

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

compte 224 organisations dont 152 organisations féminines et 19 de jeunes. Un livret pédagogique sur la protection des droits des défenseurs des droits des femmes et des filles a été élaboré. C'est un ensemble de textes de lois sur le genre et les VBG. Compte tenu de la complexité de cette action, les défenseurs des droits des femmes et des filles sont exposés à des menaces, à des griefs et à des agressions. Dans l'exercice de leur fonction, cet outil de protection a été produit pour leur permettre d'exercer correctement leurs fonctions.

Aussi, l'engagement des jeunes en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes au Niger s'accroît. Le Programme Spotlight a permis à 70 jeunes membres des réseaux d'organisation de jeunes et de femmes de renforcer leurs capacités en communication, plaidoyer et technique d'argumentaire efficace afin d'augmenter leur pouvoir d'influence auprès des décideurs et des membres de la communauté pour mettre fin aux VBG. Lors de la célébration des 16 jours

d'activisme 2021 dont le thème a porté sur " Orangez le monde : Mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes et des filles, les jeunes hommes et femmes ont réaffirmé leurs engagements pour la réalisation des droits des femmes et des filles au Niger à travers une vidéo produite et diffusée à travers les réseaux sociaux avec l'appui du MPFPE.

Lors de la célébration du 8 mars 2021, les femmes leaders en partenariat avec le MPFPE ont organisé une conférence débat sur le thème : « **Participation pleine et effective des femmes à la prise de décision dans la sphère publique, élimination de la violence, réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles** ». La conférence débat a mobilisé au total trois cent (300) participants et participantes dont : 45 hommes, 132 femmes et 123 jeunes filles âgées de moins de 35 ans. Il faut préciser que la conférence débat a été honorée par la participation de quatre (4) femmes députées ou



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*A Tahoua, le GIE Kossom qui a reçu un appui en renforcement de capacité en gestion associative et en plaidoyer contre les VBG dans le cadre du Programme Spotlight, emploie des femmes vivant avec un handicap, pour lutter contre le stigma et les discriminations.*

parlementaires. Les obstacles à la prise de décision au niveau des femmes ont été identifiés et des solutions ont été proposées pour les adresser. Le MPFPE qui avait l'organisation de cette initiative les a enregistrés pour les intégrer dans les documents politiques, les stratégies et les plans d'action en matière de genre qui seront révisés en 2022.

Le 3<sup>ème</sup> Sommet des filles africaines s'est tenu le 16 au 18 Novembre 2021 à Niamey sur le thème : « Arts, culture et patrimoine : leviers pour construire l'Afrique que nous voulons » où il existe une interaction entre la culture, les droits de l'homme et la responsabilité dans les efforts visant à éliminer les pratiques néfastes. L'objectif de ce sommet était de fournir une plateforme pour le partage des bonnes pratiques, des preuves et des données afin de réorienter et de galvaniser l'action vers l'élimination des pratiques néfastes en Afrique. De manière spécifique, le sommet visait à :

- Convoquer une plate-forme pour partager les progrès, les défis et mobiliser une action concertée pour accélérer l'élimination des pratiques néfastes en Afrique afin de réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), de l'Agenda 2040 de l'UA et des objectifs mondiaux de développement durable ;
- Faire le point et donner suite aux recommandations du 2<sup>ème</sup> Sommet des filles pour les relier aux résultats du 3<sup>ème</sup> Sommet des filles ;
- Solliciter des recommandations, avec des jalons et des preuves clés, pour éclairer le 3<sup>ème</sup> Sommet des filles africaines et la feuille de route sur l'autonomisation des filles, ainsi que les décisions et actions de l'Union africaine pour mettre fin au mariage des enfants et aux mutilations génitales féminines ;
- Contribuer au renforcement des efforts visant à réaliser l'aspiration 6, priorité 6.1.2 de l'Agenda 2063 sur « La violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles » et appelle à l'éradication de « ... toutes les formes de violence sexiste et de pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles, en particulier les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines ».



Photo : ONUFEMMES

Photo de famille de la conférence-débat.

Le Sommet accueilli par le Gouvernement nigérien, a vu une participation virtuelle et physique rassemblant plus de 1 500 participants de 35 États membres de l'Union africaine, y compris des jeunes, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des universitaires, des experts, des dirigeants traditionnels et religieux et du personnel de l'UA. Cette rencontre a pris par l'adoption de douze déclarations d'engagement intitulées « Appel à l'action et engagement de Niamey pour éliminer les pratiques néfastes » destinées aux gouvernements des États membres de l'UA et à toutes les parties prenantes.

Pour contribuer à la réduction de la vulnérabilité des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale ainsi que leurs mères, 50 motos tricycles ont été offerts à la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH) pour les régions de Zinder (17), Maradi (18), Tillabéri (7) et Tahoua (8) afin d'assurer la prise en charge de 300 enfants victimes d'Infirmité Motrice Cérébrale en frais de déplacement vers les centres de santé, en achat des médicaments, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance. De même, ces enfants ont bénéficié d'une facilitation d'accès aux établissements scolaires. La vidéo de la cérémonie de remise est en ligne sur le compte YouTube du PNUD Niger : <https://bit.ly/3MgGTy9>



Photo : PNUD

*Tricycles offerts à la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées.*

## REPORTING ON SRHR:

### *Prévention du VBG*

- Lors de l'animation des sessions modulaires dans les espaces sûrs et au cours des causeries éducatives, des modules portant sur la santé sexuelle et reproductive sont dispensés par des animatrices et animateurs formés. Ce qui renforce les connaissances des participants/tes, ainsi que les membres de la communauté sur, non seulement, la nécessité de la fréquentation des structures sanitaires par les femmes et les filles, mais aussi l'importance de la planification familiale pour une meilleure santé des enfants et des femmes. Les objectifs sont atteints, au vu de l'engagement des communautés qui se sont mobilisées pour construire, elles-mêmes, des salles de suite d'accouchement dans les centres de santé (45% des villages cibles) pour permettre aux femmes ayant accouché de rester sous l'observation du médecin quelques jours avant de rejoindre son domicile. Ces communautés se sont organisées pour mettre en place une procédure qui permet de sanctionner les hommes qui laissent leur femme accoucher à domicile. Les chefs des centres de santé (plus de 90%) ont affirmé avoir une augmentation significative des formations sanitaires par les femmes. En outre, les filles conscientes se présentent au moment où les centres de santé sont moins fréquentés pour aller échanger avec la sage-femme sur les moyens contraceptifs.

Le programme Spotlight a contribué à la sensibilisation des élèves de 200 écoles sur pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), la distribution de 10 000 kits d'hygiène et la construction de 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons et 54 dispositifs de lavage des mains. Une évaluation pré-intervention réalisée par l'ONG de mise en œuvre a relevé que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une

personne ayant déjà entendu parler de la GHM. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la maison en cas d'apparition des règles. On constate que dans certaines régions se sont 80% des filles qui rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles.

#### Services :

- Dans le cadre de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, l'Initiative Spotlight a appuyé la mise en place de six (06) Clubs de Santé Scolaires et cinq (05) infirmeries scolaires qui ont été dotés de matériels de communication pour renforcer les capacités de communication lors des assemblées générales.

# 06

---

**TITULAIRES DE  
DROITS**

---

Indicateurs Direct pour	Directs pour 2021	Indirects pour 2021	Commentaires / Justifications
Femmes (18 ans et plus)	68 717	336 887	
Filles (5-17 ans)	51 831	199 116	
Hommes (18 ans et plus)	49 112	231 007	
Garçons (5-17 ans)	36 415	163 999	
<b>Total</b>	<b>206 075</b>	<b>931 009</b>	Les actions de mobilisation sociale se sont déroulées normalement en raison de l'allègement des mesures de regroupement et de voyage qui étaient mises en place pendant l'épidémie de COVID-19 en 2021.

## LISTE DES LIVRABLES OBTENUS DURANT LA PHASE 1

Responsables	Livrables
MPFPE/UNFPA	Un centre régional multifonctionnel de prise en charge holistique de VBG opérationnel à Tillabéri.
UNFPA	Les modules sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux pour les officiers de polices judiciaires de la police et de la gendarmerie, sont disponibles.
UNFPA	Le système d'Information et de Gestion des données VBG au niveau de la Police et de la Gendarmerie à partir de KOBO est opérationnel.
UNFPA	Le rapport de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG 2021 est disponible.
UNFPA	Les modules pour le renforcement des compétences des adolescentes déscolarisées et non scolarisées dans les espaces sûrs/Ilimin intégrant les VBG sont disponibles.
ONU Femmes	Le guide pratique de sensibilisation des élèves leaders pour la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu scolaire est disponible.

**Responsables****Livrables**

ONU Femmes

Les modules de formation sur la GHM et notions sur la violence sont disponibles.

ONU Femmes

Un outil d'animation des "Labo GHM" traduit en Zarma et Haoussa : La roue des menstrues est disponible.

MPFPE/  
ONU Femmes

La résolution des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre est disponible.

Ministère du Plan/  
ONU Femmes

La directive pour la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre est disponible.

Ministère du Plan/  
ONU Femmes

Le guide méthodologique pour la pratique de la planification et de la budgétisation sensible au genre au Niger est disponible.

UNDP

Le rapport de l'étude sur les discriminations croisées est disponible.

Coordination/  
AgencesLe rapport narratif de progrès et financier du Programme 2019 est disponible : <https://bit.ly/3Hh9SP4>.Coordination/  
AgencesLe rapport narratif de progrès et financier du Programme 2020 est disponible : <https://bit.ly/3423ZH9>.Coordination/  
Agences

Le Plan Intégré Suivi et Évaluation du Programme.

MPFPE/  
Coordination

Les comptes rendus des réunions des comités techniques et de comité de pilotage sont disponibles.

UNICEF

La stratégie de communication pour le changement de comportement est disponible.

MPFPE/UNDP

La stratégie pour la réinsertion socio-économique des survivantes des VBG est disponible.

ONU Femmes

La cartographie des ONG et Associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les VFFF est disponible.

**Responsables****Livrables**

ONUFEMMES

Trois Outils de communication : Article "Taximan Ambassadeurs" ; Jingle campagne 16 Jours d'activisme ; Vidéo d'engagement des jeunes, Photo report.

MPFPE/UNICEF

Le module de formation sur le théâtre interactif est disponible.

ONUFEMMES

Les paquets d'outils pour le renforcement des capacités des acteurs des OSC (1 livret d'informations sur les VBG, 1 affiche sur les principes directeurs en matière de VBG et une affiche sur les types de violences).

ONUFEMMES

Le livret pédagogique à l'endroit des Défenseurs des Droits Humains est disponible.

UNDP

Film de sensibilisation sur la violence basée sur le genre et le Handicap.

UNDP

Les Cliniques juridiques sont mises en place et opérationnelles.

UNDP

Le système d'Information et de Gestion des données sur l'assistance juridique et judiciaire des cas de VBG à partir de KOBO est opérationnel.

# 07

---

## DÉFIS ET MESURES D'ATTÉNUATION

---

**Défis :****Mesures de mitigation :**

Faible appropriation des parties prenantes (Ministère, structures régionales, OSC)

- Implication dans la gestion du plan de travail (participation aux réunions de coordination, aux visites de terrain)
- Elaboration d'un plan de durabilité (rôle des parties prenantes à la clôture du programme)

Faible fonctionnement des organes de gouvernance du programme

- Fixation de la périodicité et du nombre de réunion de comité technique et de pilotage
  - Renforcement des réunions de coordination au niveau national et régional
- Pour rappel, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, chapeaute le programme et la ministre copréside le Comité de Pilotage (COFIL) (le plus haut organe de gouvernance de l'Initiative Spotlight au Niger) et le comité technique avec la Coordinatrice Résidente (CR) des Nations Unies.

Non-respect de la visibilité et des engagements du plan de communication du programme

- Elaboration d'un plan de communication et de visibilité du programme en lien avec le chronogramme des activités prévues
- Renforcement des capacités des acteurs sur les procédures de branding et de communication du Programme

Faible coordination et synergie des actions des différents piliers

- Renforcer l'approche de travail conjointe
- Elaboration de la matrice RASCI (identification des actions conjointes, échelonnement des tâches, responsabilités des acteurs, délai d'exécution)
- Fusion des piliers 1,2 et 5 pour une meilleure concentration des activités

La restructuration des ministères et la mise en place de la nouvelle équipe, par suite des élections de 2021, ont perturbé le calendrier d'exécution des activités car le personnel en attente d'affectation ne pouvait plus engager des dépenses pendant cette période. Il y a eu donc un ralentissement du fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée pendant plusieurs mois. Les risques de mise en œuvre des activités ont été réduits par la contractualisation directe avec les acteurs de mise en œuvre sur le terrain dans les régions à travers les Facom.

Les inondations et la gestion des épidémies de choléra et méningite ont retardé la mise en œuvre de certaines activités dans les régions de Zinder et de Maradi. Les dégâts matériels (destruction d'hangars qui servaient de lieu d'apprentissage ont été emportés par les eaux) ont occasionné la suspension des activités de promotion des droits à l'endroit des enfants et des filles. Les populations se sont plus mobilisées pour la continuité des activités en identifiant d'autres abris pour accueillir les activités du programme.

# 08

---

**LEÇONS APPRISES  
ET OPPORTUNITÉS  
DU PROGRAMME**

---

## A) LEÇONS APPRISSES

**Amplifier la voix des jeunes leaders dans les foras nationaux, régionaux et mondiaux pour changer les attitudes et les comportements sur la violence contre les femmes et les filles :** L'Initiative Spotlight a créé des opportunités significatives pour les jeunes leaders d'exprimer leur point de vue sur la violence basée sur le genre, de changer la mentalité des autres jeunes et d'influencer l'agenda politique. *Par exemple, le 3<sup>ème</sup> sommet de la fille africaine organisé du 16 au 18 novembre 2021 à Niamey, et le pré-sommet des jeunes (13 - 14 Novembre) ont été une très bonne opportunité pour positionner la réalisation des droits de filles au Niger dans l'agenda au plus haut niveau. Les filles ont eu un espace pour exprimer leurs souhaits pour l'Afrique qu'elles veulent voir et rappeler aux dirigeants leurs engagements à réaliser les ODD, notamment l'ODD relatif à l'égalité entre les sexes. L'élan créé lors de cet événement mérite d'être soutenu et renforcé pour un meilleur impact sur les questions des droits des filles au Niger.*

**Promouvoir des changements durables grâce à un suivi et une évaluation participatif :** la société civile au Niger a piloté la mise en œuvre de la stratégie nationale de suivi et d'évaluation participatifs, sous le leadership du Groupe de Référence de la Société Civile. Ce processus participatif et innovant a permis d'engager les communautés locales dans le développement de stratégies et de solutions adaptées à leurs besoins spécifiques et de favoriser leur adhésion aux objectifs de l'initiative. Les thèmes liés à la violence contre les femmes et les filles étant extrêmement sensibles, nécessité d'un engagement véritable de la société civile et des communautés concernées. Dans ce sens, le suivi et une évaluation participatifs ont été cruciaux pour garantir l'adaptation des stratégies pour la phase 2 et promouvoir des résultats durables dans le temps.

**Favoriser la coordination et la coopération multi-acteurs afin de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours :** l'évaluation à mi-parcours a fourni une occasion unique d'adapter et d'améliorer la stratégie du programme, de favoriser sa durabilité et son appropriation locale. Grâce à un dialogue multi-acteurs, l'équipe de coordination

Spotlight, les agences des Nations Unies, l'Union européenne et les partenaires de mise en œuvre se sont réunis autour d'une même table pour réfléchir ensemble à la manière d'intégrer les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, notamment dans la stratégie de la phase 2 du programme. Ce processus a permis également de nourrir un dialogue critique et constructif et d'accroître la coopération entre les parties prenantes. Ce processus a également facilité la coopération inter-agences, ce qui a largement contribué à favoriser les synergies entre les piliers et à rationaliser les activités sur la base des avantages comparatifs respectifs.

**Engagement communautaire pour favoriser l'appropriation et la durabilité des résultats :** un fort engagement des relais communautaires, des comités villageois, des chefs traditionnels et religieux, des parents, des groupes de défense des droits des femmes et des groupements féminins a favorisé une appropriation effective du Programme. L'implication des institutions de sécurité et de protection dans la production des données de routine de qualité grâce au partenariat établi entre les Nations Unies et la police et la gendarmerie qui collectent et produisent des données de routine sur les cas de VBG a permis la mise en place d'un mécanisme informatisé de collecte et de gestion des données statistiques sur les VBG. Ces initiatives ont contribué à produire des changements de comportements positifs et des changements de situation des bénéficiaires et partenaires. Au cours de la phase 2 du programme, l'Initiative encouragera ces alliances stratégiques au niveau communautaire et poursuivra le renforcement de la collecte des données de routine pour que le Niger continue la production de données de qualité afin de garantir la durabilité des résultats.

**Renforcement de l'engagement des organisations féminines au niveau local :** pendant la phase 1, la mise en œuvre des interventions a impliqué les OSC implantées dans la capitale et les capitales régionales ayant des bureaux au niveau des villages au détriment des OSC locales qui ont aussi une maîtrise des réalités socio-culturelles de leurs zones d'implantation. L'évaluation à mi-parcours a ressorti

la nécessité de renforcer l'implication des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes dans l'Initiative Spotlight. Les échanges avec l'Union Européenne et les partenaires sur le terrain ont aussi souligné la nécessité de prendre en compte davantage des spécificités des OSC locales pour la mise en œuvre des actions. Cette préoccupation pourrait être intégrée dans la phase 2 en renforçant les capacités de ces OSC par des OSC plus expérimentées afin d'assurer la participation des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes.

## B) OPPORTUNITÉS OFFERTES PAR LE PROGRAMME

- **Le secteur privé** intervient de par sa responsabilité sociétale de l'entreprise dans les actions de scolarisation de la fille, de maintien de la fille à l'école et d'autonomisation de la femme. Ainsi, il intervient dans le plaidoyer et le financement d'activités au profit des femmes et des filles. Le Programme Spotlight devra plus se rapprocher des acteurs du privé pour orienter leurs interventions vers le changement de comportements positifs et la promotion des droits des femmes et des filles. Dans ce schéma, le secteur privé occupera une place importante dans la lutte contre les inégalités et les violences faites aux femmes et aux filles.
- **Le Fonds de Consolidation de la Paix** : Le Niger bénéficie d'une enveloppe financière importante pour soutenir les actions de cohésion sociale et de paix. Les régions du Spotlight sont concernées par les interventions de ce programme. Les liens entre la cohésion sociale et la recrudescence des VBG sont étroits et méritent la conjugaison des efforts pour réduire toutes les formes de potentielles violences dans les régions. Un rapprochement des deux programmes s'avère nécessaire. Les populations cibles (les jeunes et les femmes) sont les mêmes.
- **Les artistes** engagés pour la lutte contre les violences. Le Niger regorge de jeunes artistes talentueux intéressés par les questions de violence basée sur le genre et de promotion des droits de la jeune fille. Ils offrent une bonne opportunité au programme de les engager dans le plaidoyer direct auprès de leurs pairs et du grand public, tout en mettant en avant les arts comme nouvelle de plaidoyer. De plus, ils investissent les réseaux sociaux et sont fortement suivis par les jeunes. En 2021, lors de la campagne des 16 jours d'activisme, de nouveaux alliés se sont ajoutés au programme comme l'artiste comédien et influenceur Barazé Officiel ou encore la deuxième dauphine de Miss Niger qui est originaire de la région de Tahoua.
- **Les élèves et étudiants** sont des acteurs et victimes de violences. Ils ont besoin d'avoir des comportements citoyens, de connaître les causes et manifestations des violences basées sur le genre afin de réduire leurs conséquences et aussi être des acteurs clés dans la prévention, l'adoption et la pratique de comportements positifs. Ils pourront être des référents dans leurs familles respectives et dans la société en générale en matière de lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre. L'implication des élèves et des étudiants répond au souci du programme de ne laisser personne de côté.
- **L'élaboration du nouveau Plan de Développement Économique et Social du Niger (PDES 2002-2026)** est une opportunité pour concrétiser l'engagement politique du Président de la République pour la réalisation des droits des filles au Niger, notamment, leur éducation en vue de réduire les disparités de genre qui persistent depuis plusieurs décennies. Il s'agit également d'une opportunité de mobilisation des ressources pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.
- La deuxième phase du **Global programme to end child marriage (2020-2023)** va permettre de mettre à l'échelle les stratégies porteuses mises en œuvre dans le cadre de l'initiative spotlight. La synergie entre les deux programmes va se faire à travers la concentration des interventions dans les mêmes régions qui sont à forte prévalence du mariage des enfants (Maradi 89%, Tahoua 77%, Tillabéry 76% et Zinder 87%) et des autres

types de VBG. Etant donné qu'il y a 15 communes sélectionnées par région pour le spotlight et 5 villages par communes, le Global programme va intervenir dans ces communes mais dans d'autres villages pour une complétude en couverture. Cela va aboutir à une importante masse critique de communautés engagées à éliminer le mariage des enfants et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles y compris les VBG. Les fonds du Global programme permettent d'intervenir dans plus de 10 villages par an par commune. L'expérience de travailler déjà dans un certain nombre de villages avec la présence d'un FACOM et par le système de parrainage des villages avoisinants sont des atouts à capitaliser et étendre pour le changement des normes sociales défavorables à l'épanouissement des femmes et des filles.

---

Etant donné qu'il y a **15**  **COMMUNES**

sélectionnées par région pour le spotlight et **5 villages par communes**, le Global programme va intervenir dans ces communes mais dans d'autres villages pour une complétude en couverture

---

# 09

---

**INNOVATION  
ET PRATIQUES  
PROMETTEUSES  
OU BONNES  
PRATIQUES**

---

L'Initiative Spotlight se veut un programme innovant capable de fournir des évidences pertinentes pour une répliation dans les autres régions. Il est donc nécessaire d'identifier des approches innovantes ou des pratiques prometteuses afin d'adapter des méthodes d'intervention plus efficaces et de servir de modèle pour l'opérationnalisation de la réforme des Nations Unies et du travail en commun avec les autres partenaires.

Avant le démarrage de la phase 2, l'Initiative Spotlight a organisé une retraite interne du Programme avant le lancement de la phase 2 impliquant tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre de l'Initiative. Cette retraite de réflexion visait à développer les stratégies de mise en œuvre réussie et de renforcer les synergies entre les différents acteurs. Pour ce faire, elle a passé en revue les principaux résultats et livrables de la phase 1, de dégager les défis et des solutions pour y faire face, d'échanger sur les axes de la phase 2, d'identifier les synergies d'intervention et d'élaborer la matrice RASCI. Elle a été une opportunité pour toutes les parties prenantes de discuter sur les acquis du Programme et développer des stratégies pour leur pérennisation. Cette pratique innovante dans la gestion du Programme pourrait être répliquée dans d'autres pays bénéficiaires de l'Initiative Spotlight.

Ces dernières échangent régulièrement sur leurs réalisations et les défis qu'elles rencontrent, permettant ainsi de renforcer davantage leur leadership et leur capacité d'influence auprès des autres adolescentes. Ce qui contribue à réduire la fracture numérique entre les sexes. Grâce à leur mise en réseau, cette pratique prometteuse à renforcer l'autonomisation des adolescentes. Cela a permis aux adolescentes d'intégrer les comités villageois de protection de l'enfant pour la gestion des cas. Cette initiative pourrait être utilisée pour mettre en réseau par exemple les survivantes des VBG ayant reçu un appui de l'initiative Spotlight qui souhaiteraient partager leurs expériences entre elles et se supporter les unes des autres.

L'Initiative Spotlight a développé une bonne pratique avec la société civile à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale de suivi et évaluation participatif. Le GRSC s'est fortement engagé l'élaboration d'un tableau de bord de plaidoyer avec une attention accordée à la participation, aux mécanismes de financements, l'allocation des fonds et la mise en œuvre. Il a aussi piloté la « Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatif » en organisant des missions de terrain qui ont permis d'échanger avec les communautés sur les changements apportés

Afin d'engager efficacement les jeunes dans la promotion des droits des femmes et des filles, le programme a utilisé l'application WhatsApp au niveau de



**60 villages**  
**CIBLES DU PROGRAMME**

Cette approche a favorisé la mise en réseau des adolescentes correspondantes pour la protection des villages d'intervention.

par le Programme et de collecter des histoires de vie, des témoignages et des bonnes pratiques. Cette expérience avec la société civile mérite d'être poursuivie au cours de la phase 2.

Un autre exemple de pratique innovante est l'utilisation des smartphones par la Police et la Gendarmerie pour collecter les données de routine de VBG. Dans le cadre de la lutte contre les VBG, les populations victimes font recours aux services de la police et de la gendarmerie qui assurent un service de qualité dans le respect et la confiance des survivantes conformément aux quatre principes de prise en charge des VBG. La réception des personnes survivantes nécessite la production de données de qualité désagrégées sur les cas de VBG. A cet effet, un système harmonisé

de collecte de données sécurité est mis en place au niveau de la Police et de la Gendarmerie nationale grâce au partenariat établi avec ces deux institutions depuis 2020. Afin de produire des données VBG désagrégées et disponibles à temps réel, les brigades de la police et de la gendarmerie des régions de Tahoua et Zinder ont été équipées de smartphones. Cette expérience pilote a montré toute son efficacité et sera étendue aux autres régions du pays.

L'engagement de l'ACTN a été matérialisé dans le cadre du Pilier 3. Les chefs traditionnels sont considérés comme des auxiliaires de l'administration centrale et à ce titre, ils représentent l'Etat dans leurs villages. En cas de différends au sein de la communauté, ils sont les premiers recours, même



Photo : Light On/Spotlight Initiative Niger

*Madame Adam Jariram, Directrice régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a Maradi entourée d'une partie de l'équipe du cadre régional de concertation avec l'ensemble des partenaires de mise en oeuvre.*

s'il existe des services de police ou de justice dans la localité. Ils ont d'ailleurs pour compétence de faire de la conciliation pour les affaires relatives à la famille (séparation, héritage, mariage...). Ainsi, les survivantes des VBG, même pour les cas graves, comme le viol, vont, en premier lieu, porter la plainte auprès du chef de leur village. Mais, il se trouve que les survivantes ne sont pas toujours à l'aise parce qu'autour du chef il n'y a que des hommes qui sont ses conseillers par lesquels il faut passer pour avoir accès au chef. Pour créer un climat de confiance, le Sultan de Tibiri a procédé à une réforme au niveau de sa cour désignant deux femmes comme conseillères, dont l'une est chargée des questions des VBG et l'autre des questions du mariage des enfants et la scolarisation des filles. Cette initiative est une première dans l'histoire de la chefferie traditionnelle. Bien que l'expérience de la chefferie de Tibiri soit récente, il n'en demeure pas point qu'elle puisse être répliquable dans les autres localités.

Enfin, afin de renforcer les synergies des interventions et de la coordination des acteurs sur le terrain, les plateformes de concertation régionales multi-acteurs ont été mises en place dans les zones Spotlight. Ces plateformes sont des réseaux multisectoriels d'acteurs de nature et de mandats divers intervenant dans la lutte contre les VBG.

Leur mission est de suivre, fournir des informations et promouvoir le dialogue politique sur l'égalité de genre au niveau régional. Elles pourraient entreprendre des actions de plaidoyer au niveau local pour l'élimination de toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles dans les communautés, et serviront de cadre pour définir les synergies et les complémentarités dans les interventions. La coordination de ces plateformes est placée sous la responsabilité de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Cette plateforme est plus fonctionnelle à Maradi où les membres sont mis en réseau à travers l'application WhatsApp. Leur groupe WhatsApp véhicule les messages et informe sur les interventions à réaliser ainsi que la tenue des rencontres de coordination. Ce cadre a favorisé un partage systématique des informations sur la région et a contribué à réduire les duplications des interventions sur le terrain. Les trois autres régions Spotlight pourraient s'inspirer de l'exemple de la région de Maradi pour redynamiser leur plateforme de concertation régionale.

The background features a teal gradient with a faint image of a woman in a white shirt holding a sign that says '#Orange' and '#1'. The bottom right corner has a pattern of white dots.

# 10

---

**COMMUNICATION  
ET VISIBILITÉ**

---

En 2021, les aspects de communication ont essentiellement accompagné la célébration des dates clés dans l'agenda de promotion des droits et des filles :

- **8 Mars : Journée internationale des droits de la Femme.** Le Programme Spotlight, pour célébrer les droits de la femme au Niger a organisé une série d'initiatives réunissant l'Union européenne et les Nations Unies aux côtés du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, avec des femmes et de filles d'exception, autour du thème « *Leadership féminin : Pour un futur égalitaire dans le monde libéré de la Covid-19* » :
- La journée internationale des droits de la Femme a été l'occasion de réunir autour d'un débat télévisé sur la Télévision nationale du Niger (Télé Sahel) deux générations de femmes pour un échange

intergénérationnel pour ensemble, poser un regard croisé sur les principaux défis auxquels sont confrontées les femmes et filles aujourd'hui. Cet échange intergénérationnel qui a permis à la télévision de réaliser un micro-trottoir pour collecter les avis de citoyennes et citoyens de la rue sur le sens de la célébration du 8 mars a réuni Madame Hadiza Gabey, Directrice du Genre au MPFPE, Madame Ibo Fourera; Secrétaire exécutif de l'observatoire national pour la promotion du genre (ONPG); Madame Nana Natitia, Public Speaker, Militante pour les Droits des Femmes; Madame Oumou Kane, Influenceuse et membre fondateur de la plateforme Takara 2021, Donnez la parole aux citoyens; SEM Docteur Elena-Denisa Ionete, Ambassadeure de l'EU au Niger et Madame Louise Aubin, Coordonnatrice Résidente du SNU Niger.



Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

Débat télévisé intergénérationnel organisé pour la célébration de la journée internationale des droits de la femme.



Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

De gauche à droite : Madame Nana Natitia, Public Speaker, Militante pour les Droits des Femmes ; Madame Louise Aubin, Coordonnatrice Résidente du SNU Niger ; Madame Amina Garba journaliste à l'ORTN ; Madame Oumou Kane, Influenceuse et membre fondateur de la plateforme Takara 2021, Donnez la parole aux citoyens ; Madame Ibo Fourera; Secrétaire exécutif de l'observatoire national pour la promotion du genre (ONPG) et SE Docteur Elena-Denisa Ionete, Ambassadeure de l'UE au Niger.



La vidéo du débat télévisé est accessible sur YouTube : <https://bit.ly/3IQEBsK> et toutes les photos via Google Drive <https://bit.ly/31hX0Fo>.

De nombreuses amplifications et reprises ont été faits essentiellement via les réseaux sociaux :



## Global Spotlight

### Twitter:

<https://bit.ly/3fhdXYw>

Retweets: @SNUNiger, @NNatitia, etc.

### Facebook:

<https://bit.ly/3vYffh8>

## SNU Niger



### Twitter:

<https://bit.ly/31kKpRN>

Retweets: @PnudNiger, @unfaniger, @Unicefniger, @LouiseAubinUN, @ambafr\_au\_niger, @ECA\_SROWA, @UNHCRNiger, @OIM\_Niger etc.

## UNICEF Niger



### Twitter:

<https://bit.ly/2Pt7AXw>

### Facebook:

<https://bit.ly/31mzUxe>

## DUE Niger



### Twitter:

<https://bit.ly/39hw24S>

Retweets: @LouiseAubinUN, @Unicefniger, @DenisoneteEU, @SNUNiger, @OIM\_Niger, @ECA\_SROWA etc.

## Nana Natitia (Paneliste)



### Twitter:

<https://bit.ly/3stt0IG>

Retweets: @SNUNiger, @LouiseAubinUN, @oumou\_kane etc.

### Facebook:

<https://bit.ly/2PzpZ4E>

## Oumou Kane (Paneliste)



Twitter:

<https://bit.ly/3sCqs4I>

Retweets: @SNUNiger, @NNatitia, etc.

Par ailleurs, une vidéo d'engagement a été réalisée avec le profil de l'Officier de police Maimouna Coulibaly qui partage son expérience dans la prévention et la gestion des cas de VBG dans la région de Tahoua : <https://bit.ly/3IUd0H4>; La vidéo a également été partagée via les réseaux sociaux :

## Secrétariat de l'Initiative Spotlight



Twitter:

<https://bit.ly/3w1XqxF>

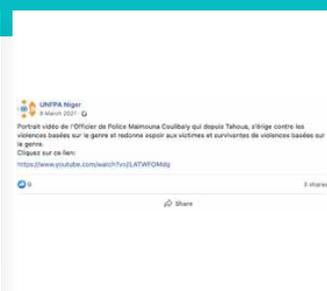
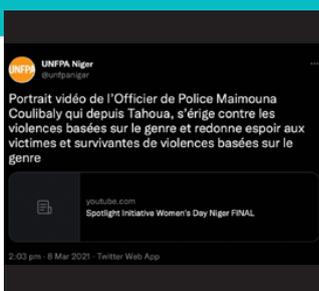
Facebook:

<https://bit.ly/3fkk3HI>

Instagram:

<https://bit.ly/3IU6Eav>

## UNFPA



Twitter:

<https://bit.ly/3lRpDCG>

Facebook:

<https://bit.ly/3rxYPC5>



Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

Les jeunes activistes du Niger ont mobilisé la toile pour dire Non à la violence à l'égard des femmes et des filles.

## CAMPAGNE DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES

Dans une **vidéo d'engagement** « *Orangeons le monde, Orangeons les cœurs* », un collectif de neuf jeunes femmes et filles engagées - Amina, Nana, Amanda, Latifa, Mimi, Aiya, Marie, Nafissa et Oumou - ont plaidé pour un Niger avec zéro violence à l'égard des femmes et des filles et ont appelé les femmes et les filles à libérer leur potentiel, tous les jours.

La vidéo est disponible via ce lien : [https://youtu.be/1EA\\_oBGZ1x8](https://youtu.be/1EA_oBGZ1x8).

La campagne a également été marquée par un **match de football féminin** entre d'une part, une équipe mixte des étudiantes de l'Université de Niamey et de l'Institut national de la jeunesse Sport et de la culture et d'autre part une équipe mixte de la Police Nationale et de la Garde Nationale du Niger. Ce moment de convivialité, de solidarité et de cohésion a également été une opportunité pour les femmes et les filles d'exprimer leur talent et dépasser les préjugés en matière de sport.

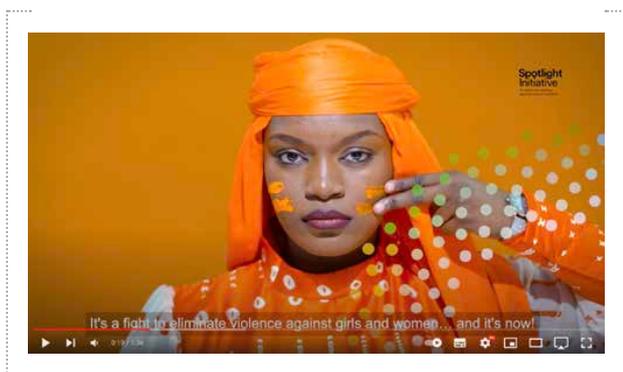




Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

Les équipes féminines de la Police Nationale, de la Garde Nationale et de l'Université ont offert un match sans violence.

« L'Union européenne se réjouit de travailler avec les jeunes filles et les femmes pour la lutte contre les violences basées sur le genre, toute l'année et particulièrement durant ces 16 jours de campagne. Nous continuerons à apporter des solutions aux questions de fond comme l'éducation des filles, l'accès et l'amélioration des services pour les femmes et filles qui sont victimes de violence ; et en général pour travailler sur le dialogue et sur la cohésion sociale qui est une des grandes forces du Niger. C'est avec sa jeunesse, ses jeunes femmes et filles qui font sa force, que le Niger va réussir. »



- Son Excellence Docteur Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure, Chef de Délégation de l'Union européenne au Niger -



« C'est l'implication de toute une société qui permet de faire évoluer et de mettre en pratique les droits de la femme et de la fille. Avec le soutien de l'Union européenne, le Système des Nations Unies met en œuvre un programme multi sectoriel à l'échelle du pays avec la participation de communautés entières. Nous avons aussi à travers le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant - l'apport de tout un appareil étatique au soutien des jeunes filles et des jeunes femmes au Niger. Il y a un véritable enthousiasme pour voir évoluer et s'épanouir la jeunesse du Niger. C'est ensemble, en équipe, que nous vaincrons la violence à l'encontre de la femme. »



- Madame Louise Aubin, Ambassadeur, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Niger -



Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

L'équipe des étudiantes a remporté le Trophée Spotlight End violence à l'issue du match de gala avec les filles de la Police et de la Garde nationale du Niger.

« Nous avons assisté à un match dans un total esprit de cohésion. J'en profite pour vraiment féliciter nos grands partenaires dans la lutte pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles à savoir l'Union européenne et le système des Nations Unies qui depuis des années nous accompagnent et à partir de 2019 avec l'arrivée de l'Initiative Spotlight. Ce match nous montre que l'on peut éviter les violences. C'est vraiment une belle prestation, un grand chapeau vraiment aux organisateurs. Nous venons d'être édifié que pendant ces 16 jours d'activisme, si l'on me demande, c'est l'activité la mieux réussie, car cela a regroupé des différences et on s'est retrouvé ensemble. Chapeau ! »



- Monsieur Hachimou Abdoukarim, SG MPFPE -



**Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger**

*L'équipe des étudiantes a remporté le Trophée Spotlight End violence à l'issue du match de gala avec les filles de la Police et de la Garde nationale du Niger.*

Les contenus et photos sont disponibles via <https://bit.ly/3xY75ql>.

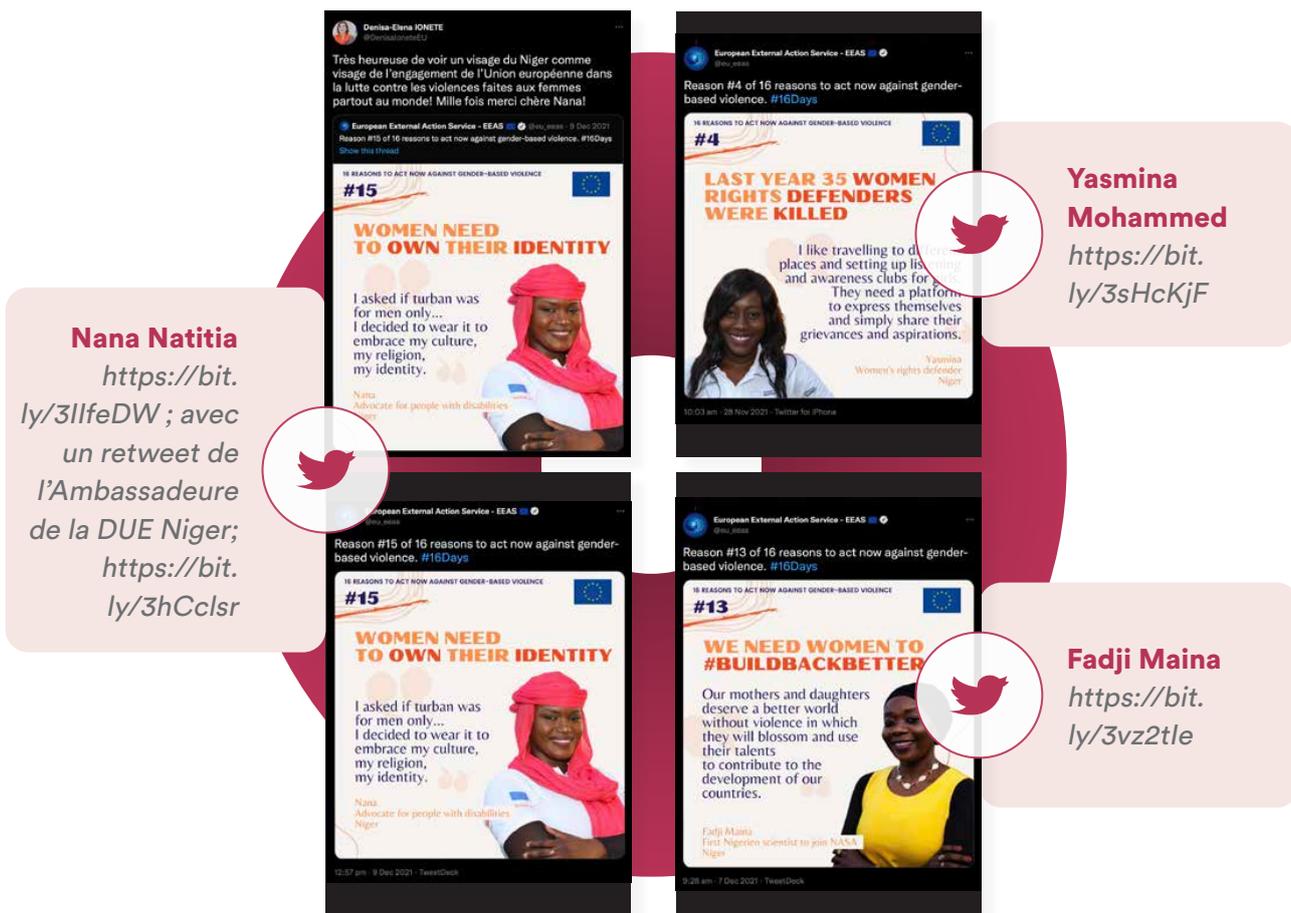
Enfin, à l'invitation de l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente SNU Niger, l'équipe pays des Nations Unies et la SRSG VAC Madame Najat Maalla M'jid se sont jointes à la campagne des 16 jours et les

agences du SNU ont été encouragées à amplifier les contenus via leurs plateformes digitales. Le compte Twitter de la Coordination SNU Niger a poste le tweet <https://bit.ly/373nsbY>.



**Photo : Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger**

*L'équipe pays Niger aux côtés de Madame l'Ambassadeur, Coordonnatrice résidente du SNU et la SRSG VAC Madame Najat Maalla M'jid démontrent leur engagement pour la campagne des 16 jours d'activisme.*



**Nana Natitia**  
<https://bit.ly/3llfeDW> ; avec un retweet de l'Ambassadeure de la DUE Niger; <https://bit.ly/3hCclsr>

**Yasmina Mohammed**  
<https://bit.ly/3sHcKjF>

**Fadji Maina**  
<https://bit.ly/3vz2tle>

A titre d'engagement, le **European External Action Service - EEAS** à utiliser des profils des Spotlight Girls Activists produits en 2020 par le programme Niger, pour partager des tweets dans une série intitulée : **16 reasons to act now against gender-based violence**. <https://twitter.com/hashtag/16Days>

## A) MESSAGES

- Exiger que les femmes et les filles soient respectées et traitées sans violence, quels que soient leur âge, leur origine et leurs opportunités sociales c'est maintenant et tous les jours après les 16 jours d'activisme !

- Les femmes et les filles doivent se sentir en sécurité quel que soit leur choix de carrière.
- Nous devons combattre - par la promotion de leurs droits et leur inclusion - les nombreuses discriminations dont elles sont victimes dans certains domaines professionnels perçus comme traditionnellement réservés aux hommes (le sport, les forces de défense et de sécurité).
- Les femmes et les filles peuvent exprimer leur talent et dépasser les préjugés que la société assigne traditionnellement à un genre défini. Le Football féminin en est l'exemple.
- Ensemble, donnons un carton rouge à la violence sous toutes ses formes, car elle limite et freine le potentiel des filles dans tous les domaines socio-professionnels.

## B) MÉDIAS ET VISIBILITÉ

Les plateformes de la Coordination SNU Niger et des agences récipiendaires ont été mises à profit pour partager des contenus sur le programme et les activités en 2021 :

### Via RCO Niger

Les programmes conjoints mis en œuvre par le @SNUNiger + partenaires en appui au Gouvernement du #Niger visent à améliorer le bien-être de toutes et tous. @GlobalSpotlight permet de mutualiser les diverses interventions pour mettre fin aux violences faites aux femmes/filles. <https://bit.ly/3DKwhD5>.

La Direction régionale du @ministerepfpe à Maradi a reçu des motos dans le cadre partenariat @GlobalSpotlight pour éliminer les violences faites aux femmes/filles. Ce don permettra d'assurer un meilleur suivi des cas, au niveau des communes d'interventions du programme. #WithHer <https://bit.ly/3cHZgeA>.

Via Global Spotlight <https://bit.ly/3y49boT>

16 jours d'activisme via YouTube : [https://youtu.be/1EA\\_oBGZ1x8](https://youtu.be/1EA_oBGZ1x8) video 16 jours <https://bit.ly/3pN4nAe>.

## C) CAMPAGNES

Avec l'appui de l'Initiative Spotlight, et tout au long des 16 jours qui ont eu pour thème « **Orangeons-le monde : Mettons fin à la violence contre les femmes maintenant** », des activistes, influenceurs et artistes nigériens connus pour leur engagement social ont lancé à travers les réseaux sociaux, une mini campagne qui est un appel aux jeunes et à toute la société à s'engager pour mettre fin individuellement et collectivement aux violences dont sont victimes de trop nombreuses femmes et filles.



Ils ont réalisé un fort engagement auprès des jeunes, des artistes et des femmes :



@oumou\_kane :  
<https://bit.ly/35PesX4>

@IMT1212 :  
<https://bit.ly/3KgR83v>

@Alfari22 :  
<https://bit.ly/3sGB2Kw>



@BarazeOfficie :  
<https://bit.ly/3hCrWbk>  
<https://bit.ly/3HJhw4D>

@loulou\_vero :  
<https://bit.ly/35qSkCS>  
<https://bit.ly/3MoxZ1y>

@AbdoulRafik :  
<https://bit.ly/3txZw7V>



@ibhkarim :  
<https://bit.ly/3INlgCc>

@msaid\_227 :  
<https://bit.ly/3MA2nGv>

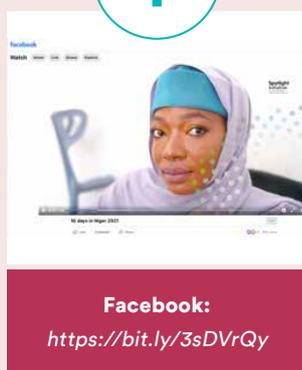
@NNatitia :  
<https://bit.ly/3HKd0CC>



La vidéo d'engagement de la campagne postée a reçu plus de

# 1 700

VUES À TRAVERS LES DIFFÉRENTES PLATEFORMES :



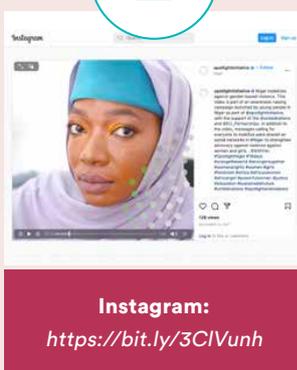
**Facebook:**

<https://bit.ly/3sDVrQy>



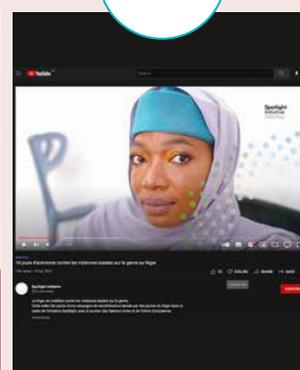
**Twitter:**

<https://bit.ly/3HCIX0U>



**Instagram:**

<https://bit.ly/3CIVunh>



**Youtube:**

<https://bit.ly/34dlcxC>

## D) HISTOIRES DE VIE

### N°1 : In Niger, civil society groups are helping to 'put women and girls in the driving seat'

### N°2 : Cas d'agression sexuelle sur mineure

Melle OUBEIDA, âgée de 14 ans, élève en classe de 3<sup>ème</sup> vivant avec ses parents à Niamey au Niger est rentrée en contact à travers WhatsApp avec une dénommée NAZIFA, qui lui rendit une première visite le 9 Décembre 2021 vers 17h voulant même passer la nuit chez sa victime, mais la mère de OUBEIDA informée s'y opposa.

Pour couper leur relation, la maman a confisqué le téléphone de sa fille dès le lendemain, malgré tout, la fille arriva à rester en contact avec NAZIFA. Le 10 Décembre 2022 à partir de 13 heures 30 la maman de OUBEIDA constata la disparition de sa fille qui ne réapparaîtra que 5 jours après. En effet le lendemain l'auteur de l'enlèvement est revenu au domicile de Melle OUBEIDA. Elle a pris son sac d'école, avec quelques habits et elles sont parties pour un autre quartier de la ville chez le complice de l'auteur, un homme qu'elles trouvent avec un autre homme et deux autres filles, avec lesquelles elles s'installèrent.

A partir de là c'est le tour de lieux suspects, de personnes inconnues pendant 5 jours, aussi un soir, l'ami de Mlle NAZIFA a profité de l'absence de sa copine pour tenter d'avoir des rapports sexuels avec OUBEIDA mais sans succès. Au cinquième jour la survivante se rendant compte qu'elle est entrée dans un monde dangereux, car se retrouvant avec des personnes inconnues et plus âgées qu'elle et qui sont hors la loi, elle a décidé de rentrer chez elle à l'insu de ses bourreaux. Avec l'appui de l'oncle de NAZIFA les parents ont pu découvrir la maison où leur fille vivait pendant cette période avec NAZIFA, et son copain.

Après consultations et sur les conseils d'une haute personnalité, la maman de la survivante a décidé dans le but de **punir les auteurs et protéger d'autres potentielles victimes** de porter plainte à la gendarmerie. Les services des enquêtes et investigations de la gendarmerie, après audition de la maman et de sa fille, dans le respect des normes de sécurité, de confidentialité ont procédé aux enquêtes et auditions des présumés auteurs de l'enlèvement de la fille. Une réquisition à expert concernant la victime, a été établie et adressée à Monsieur le Médecin chef Gynécologue de la Maternité Centrale Issaka Gazobi de Niamey. Les examens nécessaires ont été effectués par les services de santé après quoi, un procès-verbal notifiant que les faits relatés constituent des infractions prévues et réprimées par les articles 255 et 291 du code pénal Nigérien a été établi. Il a été déclaré à l'auteur son arrestation au nom de la loi pour être conduit devant Monsieur le Procureur Délégué près le Tribunal d'Arrondissement I de Niamey.

Le Vendredi 17 Décembre 2021 à 10 heures, la dénommée NAZIFA, est mise en route pour être présentée devant Monsieur le Procureur Délégué près le Tribunal d'Arrondissement I de Niamey. Le procès initialement prévu le 03 Janvier 2022 a eu lieu le 17 Janvier 2022 (la mineure ayant droit à un avocat, cette condition n'était pas remplie au premier rendez-vous).

Le jour du procès l'Officier de Police Judiciaire de la gendarmerie a assisté au Procès conformément à la réglementation en vigueur.

A l'issue du procès, les auteurs ont été condamnés à deux ans et six mois d'emprisonnement dont six mois fermes et deux ans de sursis.

A la fin du processus, la maman de la survivante a rendu le témoignage suivant.

*« J'encourage tous les parents et toute la population à ne plus taire de violences faites aux filles et femmes, car il existe des services de prise en charge respectueux de la dignité humaine, confidentiels et disposant de personnel qualifié ».*

### **N°3 : le cas d'agression sexuelle sur personne à faculté réduite (discrimination croisée)**

Mlle ATOU âgée de 20 ans célibataire et sans enfants ne disposant pas de toutes ses facultés mentales vivant dans le village KK région de Tillabéri, se rendait à un site de distribution de vivres, le 02 Janvier 2022 quand elle croisa sur son chemin Monsieur BODO âgé de 45 ans, divorcé sans enfant demeurant dans le même village. Celui-ci l'informât que les donateurs (distributeurs de vivres) ne sont pas venus, mais de venir avec lui pour retourner à la maison. Sans son accord il l'a amenée derrière des hangars sous un arbre où après lui avoir posé plusieurs questions inconfortables, fini par tenter de la pénétrer.

*« Il a commencé à me demander si je parle la langue bambara, peulh, haoussa j. Il m'a ensuite demandé si j'ai déjà été mariée, ou si j'ai des enfants, avant de me proposer de prendre de l'argent que j'ai refusé. Il m'a invitée à venir sous l'arbre je l'ai suivi pensant que c'était une bonne personne, si j'ai une fois vu mes règles, il m'a fait coucher avec force »* a rapporté Mlle ATOU. Après avoir tenté sans succès, il finit par la libérer. Arrivée à la maison, elle informe ses parents.

Le même jour, les parents informent un gendarme qui les met en contact avec la cellule de protection des femmes et des Mineurs de la gendarmerie Nationale à Niamey. Après échanges, les parents acceptent de se rendre à Niamey avec leur fille. Arrivés à la cellule ils ont été écoutés par les Officiers de Police Judiciaire de la Gendarmerie.

La survivante a été auditionnée dans les normes de dignité, confidentialité et de sécurité ; une réquisition à expert a été établie et la survivante référée à la maternité Issaka Gazobi. La famille ne disposant pas de moyens financiers pour la prise en charge des frais de l'expertise médicale, l'ONG APBE un maillon de la chaîne de prise en charge

a intervenu en payant les frais (dans les délais des 48/72 heures) mais en mettant également à disposition une psychologue et un gestionnaire de cas pour le reste du processus de prise en charge psychosocial jusqu'à clôture du dossier. Le Procès-Verbal d'audition et les résultats de l'expertise ont été transmis pour la tenue du procès.

## E) TÉMOIGNAGES

*« Dans chacune de nos tournées de sensibilisation en communauté, nous informons les populations de l'existence du centre de prise en charge holistique qui est un centre régional. J'ai insisté pour qu'on dise comités villageois de protection de l'enfant/VBG. »*

**Madame Barma Asmaou - Point focal Spotlight - Direction Régionale promotion de la Femme et protection de l'enfant, région de Zinder**



*« Dans la région, les violences sur les femmes et les filles sont généralement perpétrées par un membre de la famille. Pour le cas des agressions sexuelles et du viol surtout, il est fréquent de constater que l'auteur est un récidiviste. Pour lutter efficacement contre les VBG, nous mettons l'accent sur le dialogue communautaire en faisant beaucoup d'actions de communication pour un changement de comportement de tous et la lutte contre l'impunité y compris au sein même des familles. Mais dans*

*la majorité des cas, la médiation se fait entre les familles de l'auteur et celle de la victime. Or l'insistance de la famille de l'auteur pousse la famille de la victime à retirer leur plainte. Tant que les auteurs de viol ne sont pas punis, ils continueront à commettre le pire sans considération pour l'âge de leur victime. Mon combat aux côtés de toute l'équipe de travail Spotlight, est de nous assurer que chaque cas qui nous est notifié puisse bénéficier d'une assistance de qualité au niveau de nos services, et si nécessaire, référé sans délai, avec un suivi par les services de la Police, de la Gendarmerie et de la justice. Dieu merci, aujourd'hui, nous disposons du centre holistique de prise en charge des VBG avec ses 4 guichets même si son opérationnalisation est en cours. »*

**Madame Abdoulaziz Rabi, Directrice régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, région de Zinder**



« Je n'ai pas connu le mariage des enfants mais à 18 ans, j'ai eu la chance d'épouser un homme que j'aimais. Malheureusement, il est décédé peu après le mariage alors que je portais une grossesse et j'ai aussi perdu le bébé. Être impliquée dans la communauté et discuter avec les femmes et les autres filles pour ensemble trouver des solutions à nos problèmes, me fait me sentir utile. Grâce aux causeries sous le hangar, je sais par exemple, qu'il est important pour une personne d'avoir des papiers (d'état civil) car cela sert même en cas de décès. »

Sabi'a, 20 ans. Fille correspondante depuis 2019 –  
commune de Magaria, région de Zinder



« Nous sommes fiers de la prise de conscience de la communauté quant aux questions de violences faites aux femmes et aux filles. Maintenant, tout le monde collabore pour dénoncer les auteurs, même si c'est un proche parent. Les prêches et les séances de sensibilisations que nous organisons, ont contribué à favoriser le dialogue dans les ménages et la violence domestique a baissé à Magaria. »

Souley Abdou Malan Abba, Président du comité  
villageois de protection de l'Enfant/VBG –  
Commune de Magaria, région de Zinder



« En tant que femme et membre du comité villageois de protection de l'Enfant/VBG - nous profitons des baptêmes, des mariages, de toute cérémonie qui rassemble les gens, pour parler de violence. En 2021, nous avons tenu 16 réunions, et chacune est l'occasion de demander à la communauté de dénoncer tout cas viol qui survienne. Nous leur disons que le viol est un crime ! »

Hadiza Alassane, membre du comité villageois  
de protection de l'Enfant/VBG – Commune de  
Magaria, région de Zinder



« Avant les causeries, on célébrait le mariage de nos filles dès 12 ans mais maintenant on demande d'attendre. L'imam est membre du comité villageois de protection de l'enfant et il refuse de célébrer des unions quand la fille est trop petite ou non consentante. »

Idy Ali, le chef du village Sabon Gari Abara, région de Maradi

« Il est plus difficile d'inviter les adolescents garçons aux causeries d'animations qui sont organisées beaucoup parmi ceux qui sont dans notre cible sont partis en exode au Nigeria dont la frontière est seulement à quelques kilomètres. La majorité de ceux qui sont restés dans la commune sont des conducteurs de taxi-motos qui n'ont pas le temps de venir sous le hangar. C'est à nous de nous déplacer et d'aller dans leurs fadas (groupe d'amis réunis pour partager le thé et discuter de sujets et d'autres) pour les sensibiliser. Nous devons établir un réseau des jeunes adolescents de nos communes d'intervention, pour un partage d'expérience et échanger des idées sur des actions de développement pouvant bénéficier à leurs communautés. »

Ichaou Idi Ousmane, Facom a Tibiri, région de Zinder



« Certains cas que nous recevons au centre d'écoute sont très difficiles et leur suivi demande du temps, mais je fais tout pour que les femmes qui viennent au centre d'écoute ressortent soulagées en croyant à un début de solution à leur problème. Pour moi, le centre symbolise l'espoir pour elles et cela m'encourage. Je me dis que je contribue à aider les survivantes à ma manière. »

Hanatou Moumouni, gestionnaire de cas au sein du Centre d'écoute des victimes de VBG logé au sein de la Direction régionale de Promotion de la Femme et de la protection de l'enfant, région de Maradi



« Dans la région de Tahoua, le mariage des filles est la forme la plus visible de violence à l'égard des femmes et des filles mais les VBG, ont toujours été un sujet tabou. Le programme Spotlight couvre 15 communes, avec une présence effective des quatre agences du SNU à travers les partenaires de mise en œuvre, tous ces acteurs travaillent en coordination avec la Direction Régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant. D'autres Directions Régionales des ministères sectoriels sont

également dans la mise en œuvre des activités couvrant le WASH, la santé ou l'éducation. Le programme nous a véritablement permis de nous retrouver entre acteurs, à travers la plateforme et les réunions de coordination régulières que nous tenons. C'est véritablement en 2021 que nous avons commencé un travail de collecte des cas et nous avons constaté que plus on parle des cas, plus on en découvre de nouveaux et cela est un point très positif. Les communautés sont très impliquées dans les activités d'approches communautaires -notamment le rôle des filles relais dans les villages. »

Monsieur Alassane Issa, DRPE Tahoua



« Récemment, dans la commune de Kalfou, c'est l'Imam d'un village qui a épousé une jeune fille de 17 ans et élève en 3eme et première de sa classe. Comme cela arrive souvent, l'union avait été décidée par les parents sans le consentement de la jeune fille. C'est le chef du village qui a écrit au préfet pour signaler ce cas de mariage précoce et les deux parties ont été convoquées devant la justice. L'Imam nous a menacé que nous porterions la responsabilité de la répudiation mais nous n'avons pas reculé! Nous avons fait annuler ce mariage et aujourd'hui la fille poursuit ses études. Nous n'interdisons pas le mariage mais nous demandons aux hommes d'accompagner les hommes dans leur scolarité. »

Mme Aichatou Sidibe Directrice Départementale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.



# 11

---

**PROCHAINES  
ÉTAPES**

---

Éliminer toute forme de violence faite aux femmes et aux filles  
#SpotlightEndViolence

## LES PROCHAINES ÉTAPES SONT

### Au niveau managérial :

- Renforcer la coordination régionale en rendant fonctionnel toutes les plateformes régionales de concertation dans les régions Spotlight ;
- Renforcer le fonctionnement des mécanismes de coordination par pilier et créer un cadre de coordination inter-pilier sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ;
- Poursuivre le renforcement de la coordination entre la DUE, le RC et les RUNOs ;
- Renforcer l'implication du MPFPE dans la mise en œuvre des activités du Programme (PTA NEX, DEX).

### Au niveau Programmatique :

- Renforcement de l'engagement du secteur privé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger ;
- Prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées en créant les conditions de leur accessibilité aux activités ;
- Poursuivre la mise en œuvre de l'outil Advocacy Scorecards et renforcer l'engagement de la société civile.

### Au plan opérationnel :

- Organiser les missions conjointes de terrain (Agences, RC, MPFPE, DUE) ;
- Elaborer la matrice RASCI ;
- Rendre fonctionnel les trois centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG restant (Maradi, Tahoua, Zinder) ;
- Organiser un atelier pour définir l'implication des leaders religieux dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ;
- Renforcer la qualité de la cartographie des acteurs de VBG et utiliser les outils développés par les ONG.

# 12

---

## ANNEXES

---

## ANNEXE A : CADRE DE RÉSULTATS

Outcome 1: Summary Table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
<p><b>Indicator 1.1</b> Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.</p>	Legal Age of Marriage					
	1,00	0,75	1,00	0,50		
	Parental Authority in Marriage					
	1,00	0,50	1,00	0,50		
	Parental Authority in Divorce					
	0,50	0,00	0,50	0,00		
	Inheritance rights of Widows					
	0,50	0,00	0,50	0,00		
	Inheritance rights of Daughters					
	1,00	1,00	1,00	1,00		
	Laws on Domestic Violence					
	0,75	0,75	0,75	0,50		
	Laws on Rape					
	0,25	0,00	0,25	0,00		
Laws on Sexual Harassment						
0,25	0,00	0,25	0,00			

Aucune action n'a été prise. Toutefois le Sommet des filles africaines organisé par l'Union Africaine au Niger du 16 au 18 Novembre 2021 a recommandé de relever l'âge du mariage de la jeune fille de 16 à 18 ans. Pour les autres, le contexte n'a pas permis de prendre des actions dans ce sens. L'étude sur le cadre légal n'est pas encore validée en raison de la nomination d'un nouveau Ministre de la Justice. De même, le draft du projet de loi sur les VBG intègre le viol, le harcèlement sexuel et la violence domestique.

National Level					
<p><b>Indicator 1.2</b> National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&amp;E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.</p>	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	<p>- Directive national PBSG et un guide du niveau national et sectoriel pour la pratique de la PBSG - Guide du niveau local pour la pratique de la PBSG</p>
	Sub-National Level				
	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	
<p><b>Indicator 1.3</b> Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.</p>	Yes	Yes	Yes	Yes	<p>Les actions de plaidoyer pour la levée de la réserve sur la CEDAW est toujours en cours car elles n'ont pas abouti à des résultats pour l'instant. Le rapport périodique de CEDAW a fait des recommandations pour lever les réserves émises par le pays.</p>
Developed or Strengthened					
<p><b>Indicator 1.1.1</b> Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.</p>	0	1	1	5	
<p><b>Indicator 1.1.3</b> Number of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year.</p>	1	1	1	1	
Parliamentarians					
<p><b>Indicator 1.1.5</b> Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.</p>	0	30	19	90	
	Women Parliamentarians				
	0	6	16	18	

		Human Rights Staff			
	0	125	467	375	
		Women Human Rights Staff			
	0	38	170	114	
Government Officials					
<b>Indicator 1.2.2</b> Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	0	30	175	60	
	Women Government Officials				
	0	10	52	20	

## Outcome 2: Summary Table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
<b>Indicator 2.1</b> Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	Yes	Yes	Yes	
	Is there a national budget allocation?				
<b>Indicator 2.2</b> Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	Yes	Yes	Yes	Yes	- En 2021, le budget du MPF/PE était de 812 042 674 XOF dont 157 369 037 XOF pour la promotion de la femme et du Genre - Selon le projet de loi des finances 2021, le Budget de l'état était de 2 644 533 967 254 XOF
	0.00%	0.50%	0.60%	3.50%	
Health					
<b>Indicator 2.3</b> Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Low integration	High integration	Medium integration	High integration	- Plan de Développement Sanitaire (PNDS) 2017-2021 : Pas d'évaluation du plan réalisé - Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) 2014-2024 toujours valable en cours de mise en oeuvre et évaluation programmée pour 2024 - Plan d'Action de la Politique Nationale Genre (2018-2022) évaluation en 2022
	Education				
	Low integration	High integration	Medium integration	High integration	

Justice				
Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration	High integration
Security				
No integration	Medium integration	Low integration	Medium integration	High integration
Social Services				
Low integration	Medium integration	High integration	High integration	High integration
Culture				
No integration	Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration
<p><b>Indicator 2.1.1</b> Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.</p>				
0	5	9	43	
<p><b>Indicator 2.1.2</b> Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.</p>				
No	Yes	Yes	Yes	Yes
Health				
0	1	1	1	
Education				
0	1	1	1	
Justice				
0	1	1	1	
Security				
0	1	1	1	
Social Services				
0	4	1	4	

- Plan d'Action de la Stratégie Nationale de Prévention et Réponse aux VBG (2017-2021) évaluation prévue en 2022  
- Plan d'action de la stratégie nationale d'autonomisation économique de la femme (2018-2022) évaluation prévue en 2022  
- Plan d'action national de protection de l'Enfant, évaluation prévue en 2022

Services sociaux : Plan d'Action de la Politique Nationale Genre (2018-2022) évaluation en 2022 (Moyenne), Plan d'Action de la Stratégie Nationale de Prévention et Réponse aux VBG (2017-2021) (Forte) évaluation prévue en 2022, Plan d'action de la stratégie nationale d'autonomisation économique de la femme (2018-2022) (Forte) évaluation prévue en 2022. Plan d'action national de protection de l'Enfant (Forte) évaluation prévue en 2022 et les 9 plans locaux Eau et Assainissement.

	Culture		
	0	0	0
Government Officials			
	0	50	290
Women Government Officials			
	0	30	87
			120

**Indicator 2.1.7** Number of key government officials with strengthened capacities to develop and deliver programmes that prevent and respond to VAWG, within the last year.

### Outcome 3: Summary Table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
<b>Indicator 3.1</b> Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	59.60%	59.60%	59.60%	50.00%	Enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger 2021 n'a pas permis de collecter des données sur ces indicateurs car l'enquête a été focalisée sur l'ampleur des typologies des VBG. Pour cet indicateur, il a été utilisé les données de DHS 2012 relative au pourcentage de femmes qui pensent qu'il est justifiable pour un homme de battre sa femme.
Female Genital Mutilation					
<b>Indicator 3.2 a)</b> Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place).	2.00%	2.00%	2.00%	0.00%	Enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger 2021 n'a pas permis de collecter des données sur ces indicateurs car l'enquête a été focalisée sur l'ampleur des typologies des VBG.
<b>b)</b> Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	6.00%	6.00%	6.00%	5.00%	
<b>Indicator 3.3</b> Existence of with at least 3 evidence-based, transformative/comprehensive prevention strategies/programmes that address the rights of those marginalized and are developed in a participatory manner.	No	No	No	Yes	

Indicator 3.1.1 Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards.	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
<p><b>Indicator 3.1.2</b> Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.</p>	0	50	24 007	150		
	In-School Programmes Girls	0	10	9 832	30	
	In-School Programmes Boys	0	40	14 175	120	
	Out-of-School Programmes	0	19 100	18 225	76 416	
	Out-of-School Programmes Girls	0	19 100	17 215	76 414	
	Out-of-School Programmes Boys	0	0	10 10	2	
	National or Sub-National	0	0	10 10	2	
	<p><b>Indicator 3.1.3</b> Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.</p>	0	1	0	1	
	<p><b>Indicator 3.2.1</b> Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.</p>	0	12 300	138 048	30 840	

Il s'agit du programme de l'Education à la Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes.

Lors de l'identification des Milestone, les données relatives aux activités dans les écoles (in-school programme) n'ont pas été pris en compte. Les programmes extra-scolaires (out-of school programme) n'ont pas été pris en compte. de l'Initiative ILLIMIN. Les targets ont été sous-estimés. Durant l'exécution du programme Spotlight, les agences ont mené des actions aussi bien au sein des établissements que des programmes extra-scolaires qui ont pris en compte d'autres interventions en dehors de ILLIMIN. En 2021, la mise en place des Clubs Scolaire Santé a permis de sensibiliser les élèves dans les établissements scolaires autour des thèmes en lien avec les VBG pour un changement de comportements favorables aux droits des femmes et des filles. C'est ce qui explique le dépassement des targets prévus.

Une mission du Ministère de l'Enseignement Supérieur s'est rendue à la Faculté de Sciences de l'Education des Universités de Zinder et de Tahoua et à l'Ecole Normale Supérieure de Niamey pour échanger sur les approches de l'intégration du programme de l'Education à la Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes et les mesures pratiques à prendre. Ces actions sont prévues dans le PTAB 2022.

Sur la base de leurs interventions, les agences ont proposé les Milestone pour chaque cible. Mais, lors de l'exécution des interventions, des efforts ont été faits pour toucher plus de personnes pendant les actions de sensibilisation communautaire. Plusieurs initiatives ont été réalisées dans les communautés et ont permis de toucher un nombre important de femmes, de filles, d'hommes et de garçons.

									En matière de planification, les Milestone identifiés ne sont que des prévisions, il est demandé soit de les atteindre au cours de l'exécution du programme, c'est une bonne chose, soit de les dépasser en raison des énormes contributions faites.
<b>Indicator 3.2.2</b> Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	0	349 126	786 874	1 257 501					
	<b>Total</b>								
	0	5 355	11 242	7 210					
	<b>Men</b>								
	0	3 500	5 429	3 500					
	<b>Boys</b>								
	0	1 855	5 813	3 710					
<b>Indicator 3.2.4</b> Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	0	125	135	439					Il s'agit des 131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant, 4 Centres d'Ecoute mis en place en 2021 dans les villages des zones Spotlight.
<b>Indicator 3.2.6</b> Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	1	1	1	5					
<b>Outcome 4: Summary Table</b>									
<b>Outcome Indicator</b>	<b>Baseline</b>	<b>Milestone 2021</b>	<b>Results for Reporting Period (2021)</b>	<b>Target</b>	<b>Reporting Notes</b>				
	<b>Women</b>								
<b>Indicator 4.1</b> Number of women and girls, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence and seek help, by sector.	0	2 667	5 487	9 474					
	<b>Girls</b>								

0	1 143	3 155	4 060
<b>Reported</b>			
0	630	3 157	2 272
<b>Brought to Court</b>			
0	31	480	112
<b>Convictions</b>			
0	15	1	56
<b>MIS</b>			
<p><b>Indicator 4.2 a)</b> number of VAWG cases reported to the police; <b>b)</b> number of cases reported to the police that are brought to court; and <b>c)</b> number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.</p> <p>Une des difficultés auxquelles le programme est confronté est de comptabiliser les cas de VBG référés à la Police qui ont fait l'objet de jugement. Cela est dû au fait qu'il n'existe pas un système officiel pour que la justice fasse un retour à la police.</p> <p>Le seul cas de VBG condamné est celui auquel l'Officier Police Judiciaire (OPJ) a assisté personnellement au tribunal. Pour remédier à cette insuffisance, un atelier sur la prise en charge holistique et la gestion de l'information a eu lieu le 24 au 27/02/2022. L'une des recommandations est la désignation des points focaux VBG au niveau du tribunal (le Substitut) pour suivre les dossiers VBG transmis aux tribunaux et harmoniser la base de données en intégrant les indicateurs de VBG.</p>			
<p><b>Indicator 4.3</b> A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.</p> <p>Un système de collecte de données est mis en place au niveau de la Police et de la Gendarmerie.</p>			
<b>Developed</b>			
No	Yes	Yes	Yes
<b>Strengthened</b>			
No	Yes	Yes	Yes
<b>Government Service Providers</b>			
0	178	312	642
<b>Women Government Service Providers</b>			
0	70	59	186

<p><b>Indicator 4.2.1</b> Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months.</p>	a) Girls with Knowledge of ES			
	0	1 143	1 450	4 059
	a) Women with Knowledge of ES			
	0	2 668	3 338	9 476
	b) Girls with Knowledge of Longer Term Services			
	0	1 143	1 450	4 059
	b) Women with Knowledge of Longer Term Services			
	0	2 668	3 338	9 476
	a) Girls with ACCESS to ES			
	0	1 143	1 450	4 059
<p><b>Indicator 4.2.2</b> Number of women and girl survivors/victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months.</p>	a) Women with ACCESS to ES			
	0	2 668	3 338	9 476
	b) Girls with Access to Recovery Services			
	0	1 143	1 450	4 059
	b) Women with Access to Recovery Services			
	0	2 668	3 338	9 476
	Strategies Designed			
	0	Yes	Yes	Yes
	Strategies Designed that include LNOB			
	0	Yes	No	Yes

Les informations sur les LNOB n'ont pas été collectées par tous les partenaires de mise en oeuvre.

Pour l'accès aux services essentiels, les informations sur les LNOB n'ont pas été collectées par tous les partenaires de mise en oeuvre.

Outcome 5: Summary Table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
<b>Indicator 5.1</b> Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time.	Prevalence					
	No	Yes	Yes	Yes		
	Incidence					
	No	Yes	Yes	Yes		
<b>Indicator 5.2</b> Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, family violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level.	IPV					
	No	Yes	Yes	Yes		
	FGM					
	No	Yes	Yes	Yes		
	Child Marriage					
	No	Yes	Yes	Yes		
	Femicide					
No	No	N/A (not applicable)	No			
<b>Indicator 5.1.3</b> Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year.	National Statistics Officers					
	0	10	0	30		
	Women National Statistics Officers					
	0	2	0	6	Aucun agent des statistiques n'a été formé en 2021.	
<b>Indicator 5.1.4</b> Number of government personnel from different sectors, including service providers, who have enhanced capacities to collect prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards, within the last year.	Government Personnel					
	0	0	508	338		
	Women Government Personnel					
	0	0	82	100		

<b>Indicator 5.1.5</b> Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG.	0	5	5	20
	Government Personnel			
<b>Indicator 5.2.3</b> Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	0	131	64
	Women Government Personnel			
	0	0	7	10
<b>Indicator 5.2.4</b> Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	0	5	8

<b>Outcome 6: Summary Table</b>					
<b>Outcome Indicator</b>	<b>Baseline</b>	<b>Milestone 2021</b>	<b>Results for Reporting Period (2021)</b>	<b>Target</b>	<b>Reporting Notes</b>
<b>Indicator 6.1</b> Number of women's rights organisations, autonomous social movements and relevant CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, increase their coordinated efforts to jointly advocate on ending VAWG.	0	15	72	60	
<b>Indicator 6.3</b> Number of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG.	0	25	152	100	

<b>Indicator 6.1.2</b> Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	1	2	4	
<b>Indicator 6.1.4</b> Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year.	0	10	9	30	
<b>CSOs with Strengthened Capacities</b>					
<b>Indicator 6.3.1</b> Number of women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization that have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.	0	10	81	30	

## ANNEXE B : MATRICE DES RISQUES

<b>Country Programme: NIGER</b>					
<b>Reporting Period: 01 January 2021 - 31 December 2021</b>					
<p><b>Instructions:</b> Kindly refer to the Risk Management Matrix in your approved Spotlight Country/Regional Programme Document to report in the below matrix on how your programme has managed all identified risks during the reporting period. Should new risks have arisen, please include them clearly in the Risk Management Matrix below, denoting [NEW RISK] and use this matrix moving forward. Please also update the section on 'Assumptions' as necessary.</p>					
Risk Assessment	Likelihood:		Impact:		Responsible Person/Unit
	Almost Certain – 5 Likely – 4 Possible – 3 Unlikely – 2 Rare – 1		Extreme – 5 Major – 4 Moderate – 3 Minor – 2 Insignificant – 1		
Risk:	How (and how often) did your programme monitor the risk(s) during the reporting period?		Addressing the Risk:		Reporting
		Periodicity	Source for Monitoring	Reporting Notes	
Crise régionale empêchant la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	3	Monthly	UNDSS/OCHA	BCP des Nations Unies est activé sur la base du Plan de contingence inter-Agences qui est en lien avec celui du Gouvernement	Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO
Faible intérêt de plusieurs catégories de victimes pour le programme	2	Quarterly	NGOs Actors in the field	Les leaders religieux, les chefs traditionnels qui devraient être des obstacles sont engagés au Côté du Gouvernement et de la société civile pour que les victimes adhèrent aux interventions du programme. Il faut maintenir leur engagement	Les Agences et le Gouvernement (Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant)
Mouvements sociaux contre le programme	1	Quarterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme qui tient compte des normes socio-culturelles a fait baisser les tensions et l'implication des Chefs religieux et traditionnels a facilité l'acceptabilité du programme. Il faut renforcer l'implication des leaders religieux et chefs traditionnels dans la mise en œuvre des interventions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger

Crise/ Catastrophe environnementale dans les sites	2	3		OCHA	Il n'y a pas eu de crise pendant la période. Cependant il faut maintenir le renforcement des capacités sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces	Agences, ONGs et Gouvernement
Fronde des conservateurs contre le programme	1	2		NGOs Actors in the field	Le plaider auprès des chefs religieux et chefs traditionnels, considérés comme des conservateurs, a occasionné une bonne adhésion aux résultats attendus du programme. Il faut maintenir l'implication et la participation effective des chefs religieux et chefs traditionnels dans les actions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger
Sécurité alimentaire qui peut occasionner des déplacements des populations des zones d'intervention avec des augmentations de cas de VBG (mariage d'enfants, déni de ressources)	4	4		UN Agencies, NGOs actors and Government	Engager le plaider auprès des acteurs humanitaires (Pavulérables M, FAO et ONGs) et le Gvt pour anticiper le stockage de vivres pour les populations vulnérables (femmes, enfants)	Agences, ONGs et Gouvernement
Programmatic risks						
Démobilisation des para juristes	1	2		NGOs Actors in the field	L'implication du Ministère de la Justice est effective. Il faut maintenir le partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux)	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Retard dans l'achèvement des activités conformément au plan de travail	5	4		NGOs Actors in the field	1- Elaboration de plan d'accélération des activités 2- Négociation d'extension du programme pour 2023 avec no cost extension	Agences, tous les Ministères impliqués
Perception alimentaire du programme par les bénéficiaires	1	2		NGOs Actors in the field	Dans chaque région, le programme a été présenté aux autorités administratives décentralisées et déconcentrées, aux représentants des communautés, aux chefs religieux et traditionnels, aux jeunes, aux femmes, aux Représentants régionaux et départementaux des Ministères impliqués. Ceux-ci diffusent auprès des communautés et des potentiels bénéficiaires le contenu du programme. Il faut que les partenaires locaux continuent d'être des relais	Agences, tous les Ministères impliqués

Demobilisation des OCB partenaires	1	2		Quarterly	NGOs Actors in the field	L'implication du Groupe de référence et des OSC est dans le processus. Il faut le maintenir et les accompagner dans leur mission	RC, Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Incidents de communication sur les intentions du programme	1	2		Quarterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme a permis de tenir compte des normes socioculturelles acceptées qui favorisent la communication sur les intentions du programme. Il faut continuer dans ce sens	Agences
Accidents dans les actes de chirurgie qui discréditent l'action	1	2		Monthly	Health routine data	Le renforcement des capacités sur site et la supervision des acteurs permet d'éviter des gestes contre la déontologie des praticiens en matière de prise en charge des FO et des Prolapsus. Il faut continuer à minimiser les risques	Agence, Ministère de la Santé
Incidents dans la gestion des ressources confiées aux OCB	3	4		Quarterly	Agences	Les micro évaluations des ONGs partenaires ont été faites. Il faut cependant continuer le renforcement de leurs capacités sur les procédures de gestion et régulariser les spots cheik	Agences (Opérations et Programmes)
Institutional Risks							
Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer	2	2		Quarterly	UNDSS, NGOs	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme. Il faut maintenir le plaidoyer avec les leaders religieux et les chefs traditionnels. Avec les élections législatives, il faut s'attendre à de nouveaux parlementaires au sein de la majorité pour lesquelles il faut intensifier le plaidoyer pour le programme	RC, Agences
Faible transfert des ressources aux communes et aux ONGs	1	1		Quarterly	Agences and Government	Les communes n'ont pas été identifiées comme partenaires de mise en œuvre. Cependant leur implication est sollicitée et leurs actions dans les domaines d'intérêts du programme seront comptabilisés	Agences
Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme	1	1		Quarterly	NGOs Actors in the field	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme ainsi que les jeunes et la société civile. Il faut maintenir le plaidoyer auprès de ces influenceurs	Agences, Ministères

Fiduciary Risks							
Chute du cours du dollar	3		3	Quarterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période	Agence
Dépréciation du FCFA	1		1	Quarterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période	Gouvernement
Inflation dans le pays	3		3	Quarterly	UNDSS	Renforcer les négociations pour la stabilisation des pays du Sahel avec accent sur les ouvertures des frontières avec le Nigéria, pour la libre circulation des biens et des hommes	Gouvernement

Assumptions: Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution, paix sociale et sécurité dans le pays et dans les sites, absence de catastrophe naturelle ou sécuritaire, présence des médias de masse dans les sites, présence des OCB formelles dans les sites, présence d'une masse critique de consultants et d'experts sur le plan local, disponibilité des profils des avocats du genre dans les communes d'intervention, stabilité ou appréciation du cours du dollar, stabilité du niveau des prix.



**OUTPUT 1.3:** National, sub-national and/or regional partners have greater knowledge and awareness of human rights obligations and are able to draft laws and/or policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.

**OUTCOME 2:** National and sub-national systems and institutions plan, fund and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG and harmful practices, including in other sectors.

**OUTPUT 2.1:** Key officials at national and/or sub-national levels in all relevant institutions are better able to develop and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG, especially for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, including in other sectors.

**OUTPUT 2.2:** Multi-stakeholder national and/or sub-national coordination mechanisms established at the highest level and/or strengthened that are adequately funded and include multisectoral representation and representation from the most marginalized groups.

**OUTPUT 2.3:** Partners (parliamentarians, key government officials and women's rights advocates) at national and/or sub-national levels have greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG.

**OUTCOME 3:** Gender-equitable social norms, attitudes and behaviors change at community and individual levels to prevent VAWG and HTPs.

**OUTPUT 3.1:** National and/or sub-national evidence-based programmes are developed to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviors, including on Comprehensive Sexuality Education in line with international standards, for in- and out-of-school settings.

UNICEF	3	3.1	ONG Soutien Education Pour Tous (SEPT)	LOCAL	Les filles et les femmes les plus vulnérables	Implementing Partner (IP)	\$221 442	Neither	NA	NA	5.00%	\$99 421.63	\$99 421.63	WRO/ feminist CSO but not woman-led	NEW PARTNER
<b>OUTPUT 3.2:</b> Community advocacy platforms are established/strengthened to develop strategies and programmes, including community dialogues, public information and advocacy campaigns, to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviors, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction, self-confidence and self-esteem, and transforming harmful masculinities.															
UNFPA	3	3.2	SOS FEVVF	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$95 852	Neither	N/A	N/A	N/A	\$95 852	\$95 852	WRO/ feminist CSO	EXISTING PARTNER
UNFPA	3	3.2	APBE	NATIONAL	Refugees Migrant and IDP women and girls	Implementing Partner (IP)	\$1168 664	Neither	N/A	N/A	N/A	\$1168 664	\$1168 664	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNFPA	3	3.2	ACTN	NATIONAL	Mobilization of local Communities to prevent GBV	Implementing Partner (IP)	\$498 366	Neither	N/A	N/A	N/A	\$498 366	\$498 366	Traditional leaders led CSO	EXISTING PARTNER
UNFPA	3	3.2	CADEL	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$122 079	Neither	N/A	N/A	N/A	\$122 079	\$122 079	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNFPA	3	3.2	PLCE/F	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$87 302	Neither	N/A	N/A	N/A	\$87 302	\$87 302	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNFPA	3	3.2	ADKOUL	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$100 587	Neither	N/A	N/A	N/A	\$100 587.00	\$100 587	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER

3	3.2	APAC NIGER	NATIONAL	Acteurs de différents secteurs clés contre les VFFF/VBG/PN : Ministères sectoriels clés, OSC, Médias, chefferie traditionnelle et leaders religieux	Implementing Partner (IP)	\$90 836.41	Neither	N/A	N/A	N/A	\$90 836.41	\$90 836.41	Women's rights defender's group	EXISTING PARTNER
UNWOMEN	3	AEDL Espoir	NATIONAL	Hommes, femmes, jeunes filles et garçons du niveau communautaire (village)	Implementing Partner (IP)	\$98 504.77	Neither	N/A	N/A	N/A	\$98 504.77	\$98 504.77	WRO/ feminist CSO	EXISTING PARTNER
UNICEF	3	ACTN	NATIONAL	Les groupes les plus marginalisés ou à risques des VBG	Implementing Partner (IP)	\$829 207	Neither	N/A	N/A	7.00%	\$544 427.89	\$644 427.89	Traditional leaders led CSO	EXISTING PARTNER
UNICEF	3	CONIPRAT	NATIONAL	Défenseurs des droits des filles et de femmes surtout celles à risques des mutilations génitales féminines	Implementing Partner (IP)	\$745 398.09	Neither	N/A	N/A	5.00%	\$525 049.53	\$525 049.53	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNICEF	3	KALANGOU	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$154 883	Neither	N/A	N/A	N/A	\$154 883	\$154 883	WRO/ feminist CSO	EXISTING PARTNER
UNICEF	3	Fondation Hirondeille (Kalangou)	NATIONAL	Promotion des droits des groupes les plus marginalisés ou à risques de VBG	Implementing Partner (IP)	\$292 884	Neither	N/A	N/A	7.00%	\$158 195.87	\$158 195.87	WRO/ feminist CSO but not woman-led	NEW PARTNER
<b>OUTPUT 3.3:</b> Decision makers in relevant institutions and key informal decision makers are better able to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviors, and women and girls' rights.														
<b>OUTCOME 4:</b> Women and girls who experience violence and harmful practices use available, accessible, acceptable and quality essential services, including for long-term recovery from violence.														
<b>OUTPUT 4.1:</b> Relevant government authorities and women's rights organizations at national and sub-national levels have better knowledge and capacity to deliver quality and coordinated essential services, including SRHR services and access to justice, to women and girls' survivors of violence, especially those facing multiple and intersecting forms of discrimination.														
UNFPA	4	4.1	APBE	NATIONAL	Refugees Migrant and IDP women and girls	Implementing Partner (IP)	\$14 055	Neither			\$14 055	\$14 055	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
<b>OUTPUT 4.2:</b> Women and girls survivors of violence and their families are informed of and can access quality essential services, including longer-term recovery services and opportunities.														
UNFPA	4	4.2	APBE	NATIONAL	Refugees Migrant and IDP women and girls	Implementing Partner (IP)	\$1 171 171	Neither			\$1 171 171	\$1 171 171	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	ONG HAYATOUNE AFDALÉ	NATIONAL	Groupes subissant des formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$28 844	Neither	N/A	N/A	\$28 844	\$28 844	WRO/ feminist CSO but not woman-led	NEW PARTNER

UNDP	4	4.2	SONGES	NATIONAL	Défenseurs des droits des femmes et groupe subissant des formes croisées de discrimination	Implementing Partner (IP)	\$130 661	Neither	N/A	N/A	N/A	\$130 661	\$130 661	\$130 661	WRO/ feminist CSO and woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	ANDDH	NATIONAL	les femmes et les filles victimes de violences et les groupes victimes formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$108 963	Neither	N/A	N/A	N/A	\$108 963	\$108 963	\$108 963	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	CESAO	LOCAL	les femmes et les filles victimes de violences et les groupes confrontés à des formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$216 042	Neither	N/A	N/A	N/A	\$216 042	\$216 042	\$216 042	WRO/ feminist CSO and woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	ADKOUL	LOCAL	les femmes et les filles victimes de violences et les groupes confrontés à des formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$215 307	Neither	N/A	N/A	N/A	\$215 307	\$215 307	\$215 307	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	EDDER	LOCAL	les femmes et les filles victimes de violences et les groupes confrontés à des formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$193 980	Neither	N/A	N/A	N/A	\$193 980	\$193 980	\$193 980	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER
UNDP	4	4.2	ACP	LOCAL	les femmes et les filles victimes de violences et les groupes confrontés à des formes croisées de discriminations	Implementing Partner (IP)	\$228 699	Neither	N/A	N/A	N/A	\$228 699	\$228 699	\$228 699	WRO/ feminist CSO but not woman-led	EXISTING PARTNER

**OUTPUT 5:** Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of VAWG and harmful practices is collected, analysed and used in line with international standards to inform laws, policies and programmes.

**OUTPUT 5.1:** Key partners, including relevant statistical officers, service providers in the different branches of government and women's rights advocates have strengthened capacities to regularly collect data related to VAWG in line with international and regional standards to inform laws, policies and programmes.

UNFPA	6	6.1	SOS FEVWF	NATIONAL	Rural women and girls	Implementing Partner (IP)	\$37 441	Neither	N/A	N/A	N/A	\$37 441	\$37 441	\$37 441	Women-led and WRO/ feminist CSO	EXISTING PARTNER
-------	---	-----	-----------	----------	-----------------------	---------------------------	----------	---------	-----	-----	-----	----------	----------	----------	---------------------------------	------------------

**OUTPUT 5.2:** Quality prevalence and/or incidence data on VAWG is analysed and made publicly available for the monitoring and reporting of the SDG target 5.2 indicators to inform evidence-based decision making.



## DEFINITIONS:

### Type of CSOs:

- **International CSOs** operate in two or more countries across different regions.
- **Regional CSOs** operate in two or more countries within the same region (i.e. Africa, Latin America, Asia, Caribbean, Pacific). In this case, a regional CSO is not one that operates in a particular region within one country.
- **National CSOs** operate only in one particular country.
- **Local and grassroots organisations** focus their work at the local and community level and do not have a national scope. They tend to have a small annual operational budget (for example, under USD \$200,000); to be self-organised and self-led; and to have a low degree of formality.

**Primary Vulnerable/Marginalised Population Supported by Award:** Under the principle of Leave No One Behind, Spotlight UN Country Teams are expected to ensure the representation of vulnerable and marginalised groups, including by engaging with CSOs that service or advocate for these groups. If the award covers several vulnerable or marginalised populations, select one population that is primarily served by the award.

### Modality of Engagement:

- **Implementing Partner (IP):** Programmes may contract out particular activities for a CSO to implement.
- **Grantee:** Programmes may issue a broad Call for Proposals to which CSOs submit proposals for grant funding.
- **Vendor:** Programmes may engage with CSOs through a procurement process, such as purchasing services from a CSO or hiring a CSO for a training or other activity.

**Award Amount:** In this context, an "award" is any financial grant, contract, or partnership agreement with a CSO.

**Sub-granting:** When a CSO issues grants to other CSOs who have submitted their own proposals for grant funding.

**Sub-contracting:** When a CSO contracts another CSO to carry out part of its own contract with a RUNO as part of a pre-defined TOR

**Core Institutional Funding:** The purpose of core institutional funding is not to finance the delivery of a programmatic activity, it also distinct from the overheads related to delivering said programmatic activity. It is usually used to support an organization's overall institutional capacity covering general operations and core costs, such as paying staff salaries and office rent, buying equipment and ICT services, providing psychosocial support and health insurance for staff, to put in place new adaptive strategies and systems, or even to raise staff awareness and develop their capacities in technical areas. Institutional funding is multifaced and constantly evolving based on the organization's needs.

**Woman-Led and/or Women's Rights Organisation (WRO)/Feminist CSOs:** To be considered a "woman-led CSO," the organisation must be headed by a woman. To be considered a "women's rights or feminist organisation," the organisation's official mission/visions statements must reflect its commitment to addressing multiple/intersecting forms of discrimination and advancing gender equality and women's rights. The organisation should aim to address the underlying drivers/systems/structures, including patriarchy and gendered power dynamics, that perpetuate EAWG and gender based violence and work to transform these. Please select "No" if the above definitions do not apply to the CSO. Please select "No information available" if no information is available on or it's not known if the CSO is headed by a woman or is a WRO/feminist CSO.

**New or Existing Partner:** (the rationale behind this question is to understand the extent to which RUNOs are expanding their outreach to CSOs beyond usual partners, giving opportunities to new CSOs). To be considered a "new partner", the RUNO has not engaged the CSO in any partnership modality, prior to the start of the Spotlight Programme. To be considered an existing partner, the RUNO has engaged the CSO in any partnership modality, prior to the start of the Spotlight Programme. Please select "No information available" if no information is available on if the CSO is a new or existing partner.

# ANNEXE D : MODÈLE DE RAPPORT SUR LES BONNES PRATIQUES OU LES BONNES PRATIQUES

## SECTION A: INNOVATIVE, PROMISING AND GOOD PRACTICES

### *Guidance and Template on Innovative, Promising and Good Practices*

As a **Demonstration Fund**, the Spotlight Initiative aims to demonstrate how a significant, concerted and comprehensive investment in ending violence against women and girls (EVAWG) and gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that innovative, promising and good practices, in the field of EVAWG and in the context of implementing a “new way of working”, have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up.**<sup>1</sup> This is both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative.

It is critical that these practices are documented and shared widely for uptake and continuous improvement to contribute to the evidence base and eliminate violence against women and girls.

This brief guidance and template ensures a common understanding of “Innovative, Promising and/or Good Practices” in the Spotlight Initiative. It provides a set of criteria to determine whether a practice is innovative, promising, or good, as well as a template for documentation. Please see the definitions just below / on the next page for further clarification.<sup>2</sup>

#### Definition of an Innovative Practice:



*An **innovative practice** is a **new solution** (method/idea/product) with the transformative ability to accelerate impact. Innovation can entail improved ways of working with new and diverse partners; can be fuelled by science and technology; or can involve new social and business models, behavioural insights, or path-breaking improvements in delivering essential services and products, among other solutions. It does **not** have to involve technology; most important is that **innovation is a break from previous practice with the potential to produce significant positive impact.***

#### Definition of a Promising Practice:



*A **promising practice** has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.*

<sup>1</sup> Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

<sup>2</sup> Good Practice Template, FAO. 2016. Accessible here: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>

## Definition of a Good Practice:



A **good practice** is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

## State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:

	Innovation/ Experience	Promising Practices	Good Practices	Policy, Principles/ Norms
Level of Evidence	Minimal objective evidence, inferences from parallel experiences and contexts. Lessons learned need to be drawn.	Unproven in multiple settings, anecdotal evidence, testimonials, articles, reports. Existing lessons learned that need to be further elaborated.	Evidence of impact from multiple settings, several evaluations, meta-analysis, expert review, cost-efficiency analysis, good practice criteria. Lessons learned integrated.	Proven in multiple settings, replication studies, quantitative and scientific evidence.
Replicability Potential and Applicability	<i>New idea, no previous experience, highest risk.</i>	<i>High risk, but potential for further investigation.</i>	<i>Demonstrated replicability, limited risk for replicability.</i>	Consistently replicable, widely applicable.

Adapted from Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.*

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Réforme dans la cour d'un chef traditionnel pour prendre en compte les VBG (pratique prometteuse)	
<p><b>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</b> (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Au Niger les chefs traditionnels, constitués au sein d'une association, sont une force et des leaders incontournables pour la mobilisation communautaire et le changement des normes sociales défavorables à l'épanouissement des femmes et des filles. C'est ainsi que depuis 2019, cette association et les chefs traditionnels des régions cibles de l'initiative spotlight sont des partenaires clés dans la mise en œuvre des interventions du pilier 3. Ces chefs traditionnels sont considérés comme des auxiliaires de l'administration centrale et à ce titre, ils représentent l'Etat dans leurs villages. En cas de différends au sein de la communauté, ils sont les premiers recours, même s'il existe des services de police ou de justice dans la localité. Ils ont d'ailleurs pour compétence de faire de la conciliation pour les affaires relatives à la famille (séparation, héritage, mariage...). Ainsi, les survivantes des VGB, même pour les cas graves, comme le viol, vont, en premier lieu, porter la plainte auprès du chef de leur village. Mais, il se trouve que les survivantes ne sont pas toujours à l'aise parce qu'autour du chef il n'y a que des hommes qui sont ses conseillers par lesquels il faut passer pour avoir accès au chef. C'est conscient de cet état de fait que le Sultan de Tibiri, M. Bala Marafa, a procédé à une réforme au niveau de sa cour désignant deux femmes comme conseillères, dont l'une est chargée des questions des VBG et l'autre des questions du mariage des enfants et la scolarisation des filles. C'est une première dans l'histoire de la chefferie traditionnelle du Niger.</p>	
<p><b>Objective of the practice:</b> What were the goals of the activity?</p>	<p>Ce partenariat stratégique vise, d'une part, à accroître l'engagement communautaire pour prévenir des VBG et changer les attitudes, les comportements et pratiques ayant des effets néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines, et d'autre part, à créer les conditions d'une société plus juste et équitable.</p>	
<p><b>Stakeholders involved:</b> Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires de ce partenariat sont les femmes et les filles qui sont victimes de pratiques sexistes néfastes, y compris marginalisés groupes tels que les femmes et les filles handicapés et les mères célibataires. Les autres parties prenantes sont les religieux parce que auprès de chaque il y a un religieux comme conseiller qui est généralement l'Iman qui dirige les prières et anime les prêches sur des sujets divers.</p>	
<p><b>What makes this an innovative, promising, or good practice?</b> Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>C'est une pratique prometteuse parce que le fait de désigner des femmes au niveau de sa cour, le chef offre une grande opportunité aux survivantes d'être à l'aise pour se confier et relater les faits pour lesquelles elles sont victimes. En effet, beaucoup de femmes et surtout les filles résignent à porter plainte parce que tout simplement, les personnes chargées de recueillir ces plaintes sont des hommes et compte tenu du poids des traditions, ces hommes, conseillers des chefs, n'hésitent pas eux-mêmes à dissuader les plaignantes à ne pas le faire. Cette réforme au niveau de la cour du chef est un pas important dans la prise de conscience des effets dévastateurs des violences faites aux femmes et aux filles et la nécessité d'y mettre fin.</p>	
<p><b>What challenges were encountered and how were they overcome?</b></p>	<p>Un des défis serait que les femmes désignées puissent disposer d'espace au sein d'une cour animée seulement par des hommes conseillers pour bien accomplir leurs tâches.</p>	
<p><b>Outputs and Impact:</b> What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>La nomination de ces femmes étant récente, il n'y a pas encore de résultats sur le nombre des cas qu'elles ont pris en charge à comparer avec les années précédentes. Au vu de la situation, leur nomination est en elle-même un résultat à mettre à l'actif de ce partenariat stratégique.</p>	
<p><b>Adaptable (Optional):</b> In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>C'est une initiative tout à fait répliquable dans les autres localités puisque que le partenariat avec les chefs traditionnels couvre toutes les régions cibles de l'initiative Spotlight.</p>	
<p><b>Replicable/Scale-Up (Optional):</b> What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>		

<b>Sustainable:</b> What is needed to make the practice sustainable?	Etant donné que c'est une initiative propre du chef et vu que ces femmes nommées vont combler un gap, il n'y a pas de crainte qu'elles siègeront à la cour du chef tant que celui-ci est au trône.
<b>Validated (for a good practice only):</b> Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	
<b>Additional details and contact information:</b> Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.	<p><b>Pour plus d'information contacter :</b> yacoubahima ousmane</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• odfoussou@gmail.com</li> <li>• WhatsApp : + 22797555158</li> </ul>

<b>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</b>	<b>Autonomisation des adolescentes renforcé grâce à leur mise en réseau à travers le WhatsApp (pratique prometteuse)</b>
<b>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</b> (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Depuis la fin l'année 2020, la région de Maradi cible de l'initiative spotlight avait initié une pratique visant à mettre en réseau les adolescentes participantes aux interventions de l'approche communautaire de la protection de l'enfant des villages à travers l'application WhatsApp. Cette initiative s'est poursuivie en 2021 avec des résultats impressionnants sur les adolescentes bénéficiaires.
<b>Objective of the practice:</b> What were the goals of the activity?	Les objectifs visés sont d'une part, continuer à développer l'esprit de partage de connaissances et de compétences des adolescentes au-delà de leurs villages, et d'autre part, créer des réseaux de soutien aux filles leur permettant de s'enrichir mutuellement, constituer ainsi une force pour faire valoir leurs points de vue dans les affaires qui les concernent et créer les conditions pour réduire la fracture numérique entre les filles et les garçons.
<b>Stakeholders involved:</b> Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les bénéficiaires sont 450 filles issues de 45 villages des communes cibles de l'initiative spotlight. Elles ont été choisies parce qu'elles se sont illustrées par leur engagement et leur leadership lors des ateliers communautaires participatifs. Les compétences et connaissances acquises par leur participation aux différentes sessions de causeries éducatives, les ont amenés à un niveau de prise de conscience de leurs droits et de l'importance de trouver les moyens de les revendiquer en cas de violation. Ce sont els facilitateurs communautaires qui jouent le rôle de modérateur dans le groupe, ils s'assurent que les messages échangés sont constructifs, répondent à certaines questions et aussi donnent les thèmes de discussion chaque semaine.
<b>What makes this an innovative, promising, or good practice?</b> Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	C'est une pratique prometteuse parce que le fait de mettre les filles en réseau à travers l'application WhatsApp les a rendus plus forte, plus confiante et elles ont développé un sens de regard critique sur la manière dont leur communauté les traite. Elles ont c désir de changement et el fait d'être en réseau avec les autres filles les conforte dans les actions qu'elles mènent. Elles partagent les informations entre elles sur les changements qui interviennent, mais aussi sur la gestion des cas par els comités de protection de l'enfant. Au cas où la gestion d'un cas ne les a pas satisfaites, elles le partagent avec les filles des autres villages qui les conseillent sur la voie à suivre pour ce cas soit mieux géré. Les filles en réseau, c'est aussi une opportunité pour dénoncer les cas des abus et violences aux instances décisionnelles, notamment l'accès des victimes à l'assistance juridique et judiciaire et aux mesures de réinsertion appuyée par le PNUD.

<p><b>What challenges were encountered and how were they overcome?</b></p>	<p>Un des défis, c'est évidemment la couverture des villages par la connexion internet. Elles ont appris à se déplacer à certains endroits en hauteur pour capter le réseau, là où c'est possible. Le deuxième défi est lié au fait que le projet n'offre pas de smartphone, ce qui fait que seules les filles qui en disposent sont dans le réseau et par conséquent les filles des familles les plus pauvres sont exclues. Pour remédier à ça, une fois que la pratique aura été évaluée, un partenariat avec les téléphonies cellulaires sera noué pour étudier la possibilité de doter certaines filles de smartphone. Pour le moment, les échanges sont plutôt vocaux compte tenu du coût de l'internet.</p>
<p><b>Outputs and Impact:</b> What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>A ce jour ce sont 450 adolescentes qui sont dans le réseau et qui participent au débat sur les thèmes de la semaine, mais aussi si l'Imam de leur village a fait des prêches sur des sujets qui intéressent les filles. Les participantes au réseau ont l'engouement parce que c'est une opportunité pour elles de partager leurs expériences, de passer du temps avec les filles d'autres localités. Ce réseau renforce l'autonomisation des filles et des femmes qui rentre dans les jalons de changement en faveur de l'égalité de genre.</p>
<p><b>Adaptable (Optional):</b> In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Cette initiative peut être utilisée pour mettre en réseau par exemple les survivantes des VBG ayant reçu un appui de l'initiative spotlight qui souhaitent partager leurs expériences entre elles et se supporter les unes des autres.</p>
<p><b>Replicable/Scale-Up (Optional):</b> What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>D'ores et déjà la région de Zinder est en train de se préparer pour mettre les adolescentes en réseau, en tirant les leçons de l'expérience de Maradi. Au lieu de mettre 10 adolescentes par village, il vaut mieux réduire le nombre à 5 qui semblent plus facilement gérables avant d'ouvrir à d'autres. Les Facilitateurs communautaires qui font la modération sont débordés si le nombre de participantes est élevé. A terme toutes les adolescentes des régions cibles peuvent être dans le réseau.</p>
<p><b>Sustainable:</b> What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Un partenariat avec les compagnies de téléphones cellulaires permettrait de mieux pérenniser les acquis avec des forfaits intéressants et abordables pour toutes les couches sociales.</p>
<p><b>Validated (for a good practice only):</b> Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	
<p><b>Additional details and contact information:</b> Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p><b>Pour plus d'information contacter :</b> yacoubahima ousmane</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• odfoussou@gmail.com</li> <li>• WhatsApp : + 22797555158</li> </ul>

## SECTION B: KNOWLEDGE PRODUCTION

*A Knowledge Product converts uncaptured knowledge, experience, lessons learned and cutting-edge expertise on a specific topic or derived from implementation into a learner-oriented product.*

A learner-oriented product is structured in a practical way that allows the reader to clearly understand and retain the knowledge being provided. Knowledge Products play a key role in advancing the Initiative's Knowledge Management Strategy to document, analyze and disseminate knowledge, as well as capture lessons learned and innovative, promising and good practices.

As such, a Knowledge Product can be understood as an **output and a key asset for the success of Spotlight Initiative**.

*Types of Knowledge Products include the following:*

- Assessments
- Research Papers
- Brochures
- Capacity Development Modules

- Guidance Note
- Tools
- Infographics
- Magazines/Newsletters
- Policy Briefs
- Position Papers/Thematic Strategy Briefs
- Briefs/Factsheets

For more information, please refer to the Spotlight Initiative Knowledge Products Guidelines [available here](#).

Please list all Knowledge Products developed by the Spotlight Initiative Regional/Country programme below, as well as Knowledge Products in the pipeline.

Title of Knowledge Product	Product type(s)* (Select from the list above. If other, please specify)	Brief Description and Purpose	Date Completed/ Published or Expected to be	Link to Knowledge Product (if available)
Modules sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux pour les officiers de polices judiciaires de la police et de la gendarmerie	<b>Modulation de formation</b>	Renforcer les capacités des Officiers de police judiciaires sur l'accueil, l'écoute des survivantes de VBG et la rédaction de procès-verbaux de qualité	2019	
Système d'Information et de Gestion des données VBG au niveau de la Police et de la Gendarmerie à partir de KOBO	<b>Outil</b>	Objectif est de stocker les données de routine sur les VBG collectées par la police et la gendarmerie et d'analyser ces données	2020	
Modules pour le renforcement des compétences des adolescentes déscolarisées et non scolarisées dans les espaces sûrs/ Illimin intégrant les VBG	<b>Module de formation</b>	Renforcer les capacités des adolescentes déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans en compétences de vie courante, santé de la reproduction, nutrition, en gestion financière, en genre et droits humains pour un changement positif de comportement et d'adhésion à la lutte contre les VBG et leur autonomisation économique	2020	
Outil d'animation des "Labo GHM" traduit en Zarma et Haoussa : La roue des menstrues	<b>Guide d'orientation</b>	Sensibiliser les communautés sur les GHM et sur la connaissance du cycle menstruel	2020	
Directive pour la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre	<b>Guide d'orientation</b>	Son objectif est orienter les acteurs pour intégrer convenablement le genre dans les modalités de planification, de programmation et d'allocation budgétaire	2020	

Stratégie de communication pour le changement de comportement	Outil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître les connaissances et la sensibilisation</li> <li>• Améliorer et développer de nouvelles compétences</li> <li>• Maintenir et augmenter la demande de produits et services</li> <li>• Améliorer la performance des prestataires de services</li> <li>• Changer les comportements individuels et les pratiques collectives</li> <li>• Influencer les attitudes, les normes sociales et les relations de pouvoir</li> <li>• Augmenter l'estime de soi et promouvoir l'auto-efficacité</li> <li>• Améliorer les politiques et la législation nationales et locales</li> </ul>	2020	
Plan intégré de suivi et évaluation du Programme	Guide d'orientation	Disposer à terme d'un système adéquat de suivi et évaluation capable de suivre périodiquement l'ampleur des VBG et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme	2020	
Cartographie des ONG et Associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les VFFF	Outil	Repertorier toutes les ONG et associations oeuvrant dans le domaine des VBG	2019	
Trois Outils de communication: Article "Taximan Ambassadeurs", Jingle campagne 16 Jours d'activisme, vidéo d'engagement des jeunes, photo report	Outil	Sensibiliser les populations sur les VBG et les pratiques néfastes	2020	
Module de formation sur le théâtre interactif	Guide d'orientation	Renforcer les capacités des filles et des garçons scouts en communication et animation de masse	2020	
Rapport de l'étude sur les discriminations croisées	Etude	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier et faire ressortir les différentes formes de violences croisées auxquelles font face les femmes et les jeunes filles et garçons, tenant compte de leur âge, lieu de résidence, leur situation matrimoniale, etc. sur la base des types de violences identifiées lors de l'étude sur les déterminants et l'ampleur des VBG au Niger (UNFPA 2015)</li> <li>• Identifier les points d'entrée pour répondre aux besoins spécifiques des groupes faisant face à ces formes de violences croisées dans les activités du Programme Spotlight Niger</li> </ul>	2019	
Rapport national sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger	Etude	<p>L'objectif de cette étude est de contribuer à l'actualisation et à l'amélioration des connaissances sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger afin d'adopter des mesures appropriées en matière de lutte contre ce phénomène au Niger. Elle a combiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche quantitative: un échantillon de 2348 ménages sélectionnés de façon aléatoire dans lesquels 5 958 individus éligibles (10 à 59 ans pour les femmes et de 10 à 69 ans pour les hommes) ont été interrogés.</li> <li>• Approche qualitative: 23 entretiens semi-structurés avec les responsables des services impliqués dans la prise en charge, 64 discussions de groupe avec les hommes, les femmes et les jeunes ainsi que 17 récits de vie avec des survivant-e-s</li> </ul>	Février 2021	

Paquets d'outils pour le renforcement des capacités des acteurs des OSC	<b>Outil</b>	Son objectif est d'informer les défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG. Cet outil est composé d'un livret d'informations sur les VBG, d'une affiche sur les principes directeurs en matière de VBG et d'une affiche sur les types de violences. Il est utilisé pour améliorer les connaissances et les compétences des défenseurs des droits des femmes et des filles	2021	
Guide pratique de sensibilisation des élèves leaders pour la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu scolaire	<b>Guide d'orientation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la connaissance des élèves sur la gestion de l'hygiène menstruelle</li> <li>Rompre avec les stéréotypes en matière d'hygiène menstruelle</li> </ul>	2021	
Modules de formation sur la GHM et notions sur la violence	<b>Outil</b>	Sensibiliser les communautés sur les liens entre la GHM et les violences	2021	
Résolution des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	<b>Document d'engagement</b>	Accroître l'engagement des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	2021	
Guide méthodologique pour la pratique de la planification et de la budgétisation sensible au genre au Niger	<b>Guide d'orientation</b>	Renforcer les capacités des acteurs sur l'intégration du genre dans le processus de planification et budgétisation	2021	
Livret pédagogique à l'endroit des Défenseurs des Droits Humains	<b>Outil</b>	Mettre à la disposition des défenseurs des droits humains l'ensemble des textes législatifs sur les droits des femmes et des filles	2021	
Film de sensibilisation de la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées sur la violence basée sur le genre et le Handicap	<b>Outil</b>	Sensibiliser sur la vulnérabilité face aux violences à laquelle sont sujettes les personnes handicapées, notamment les femmes et les filles	2021	

## ANNEXE E : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

TABLE C: SPOTLIGHT INITIATIVE - DETAILED BUDGET

SPOTLIGHT INITIATIVE PROGRAMME: NIGER

	Additional Information	SRHR Tagging
		Delivery Modality
PHASE II	Narrative Description for Phase II <i>(if a line is not budgeted in Phase II, mention "completed in Phase I"; if a line is a continuation from Phase I, explain what remains to be done in Phase II; Add new lines for elements starting in Phase II)</i>	
	GRAND Total Phase I +II	Grand Total Phase I+II (USD)
		UN Agency Contribution (USD)
		Spotlight EU Contribution (USD)
	Phase II Budget	Tota Phase II (USD)
		UN Agency Contribution (USD)
		Spotlight EU Contribution (USD)
		UNDG Budget Category (1-7)
		Time Unit/ Lump Sum (set, months, days etc.)
		Duration
Unit Cost (USD)		
Unit Quantity (% of time in case of staff)		
PHASE I BUDGET <i>(based on NSC approval 01/11/2019)</i>	Total Phase I (USD)	
	UN Agency contribution (USD)	
	Spotlight EU contribution (USD)	
		RUNO
		Budget Lines
		Activity
		Output
		Outcome

### A. PROGRAMME OUTCOME COSTS

**OUTCOME 1:** Legislative and policy frameworks, based on evidence and in line with international human rights standards, on all forms of violence against women and girls and harmful practices are in place and translated into plans.

**OUTPUT 1.1:** National and regional partners have strengthened evidence-based knowledge and capacities to assess gaps and draft new and/or strengthen existing legislations on ending VAWG, including DV/IPV, and/or gender equality and non-discrimination.

Activity 1.1.1 : Etude quantitative et qualitative sur l'application du cadre législatif sur les VFF/VBG/PN.																				
1	1.1	1.1.1	Contractual Services	UNWOMEN	\$56 400	-	\$56 400	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	-	\$56 400	-	\$56 400	Completed in Phase I	Payment to consultancy company	Yes
1	1.1	1.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	\$920		\$920	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	-	\$920	-	\$920	Completed in Phase I	Other	No
1	1.1	1.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	\$11 085		\$11 085	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	-	\$11 085	-	\$11 085	Completed in Phase I	Other	No
			Sub-Total Activity 1.1.1:		\$68 405	-	\$68 405	0.00%	-	-	-	-	-	-	\$68 405	-	\$68 405			
Activity 1.1.2 : Organiser des sessions de sensibilisation des leaders religieux et coutumiers, les parlementaires et les juges (tous les acteurs de la chaîne) sur les dispositions discriminatoires issues de l'étude.																				
1	1.1	1.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$100 000		\$100 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$100 000	-	\$100 000	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	No
			Sub-Total Activity 1.1.2:		\$100 000	-	\$100 000								\$100 000	-	\$100 000			
Activity 1.1.3 : Formation des relais pour la mobilisation sociale et le plaidoyer en lien avec la réforme du cadre législatif et le changement des comportements et moeurs sociaux.																				
1	1.1	1.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$105 000		\$105 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$105 000	-	\$105 000	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	No
			Sub-Total Activity 1.1.3:		\$105 000	-	\$105 000								\$105 000	-	\$105 000			
Activity 1.1.4 : Conduite d'une analyse comparative du cadre légal national sur les VSBG/PN/SSR en lien avec les coutumes.																				
1	1.1	1.1.4	Contractual Services	UNICEF	\$64 200		\$64 200	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	-	\$64 200	-	\$64 200	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	Yes
1	1.1	1.1.4	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	\$880		\$880	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	-	\$880	-	\$880	Completed in Phase I	Other	Yes

1	1.1	1.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$16 875	\$16 875	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	-	\$16 875	-	\$16 875	Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	Yes
			Sub-Total Activity 1.1.4:		\$81 955	\$81 955									\$81 955	-	\$81 955			
Activity 1.1.5 : Atelier de partage et d'information avec les acteurs institutionnels aux niveaux national, régional et local pour renforcer leur capacité à défendre le projet de réforme législative et l'application des lois existantes dans les 08 régions du pays.																				
1	1.1	1.1.5	Contractual Services	UNICEF	\$38 024	\$38 024	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	-	-	\$38 024	-	\$38 024	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	Yes
1	1.1	1.1.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	\$48 000	\$48 000	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	-	-	\$48 000	-	\$48 000	Completed in Phase I	Other	Yes
1	1.1	1.1.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	\$1 000	\$1 000	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	-	-	\$1 000	-	\$1 000	Completed in Phase I	Other	Yes
1	1.1	1.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$11 980	\$11 980	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	-	\$11 980	-	\$11 980	Completed in Phase I	Transfer to Government	Yes
			Sub-Total Activity 1.1.5:		\$99 004	\$99 004									\$99 004	-	\$99 004			
Activity 1.1.6 : Conduite des consultations par les avocats de genre, avec les décideurs, les leaders d'opinion, les chefs traditionnels/religieux, les élu(e)s locaux, les femmes leaders dans toutes les régions du pays, et développement de la trousse des avocats genre.																				
1	1.1	1.1.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$150 000	\$150 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	-	\$150 000	-	\$150 000	Completed in Phase I	Transfer to Government	Yes
			Sub-Total Activity 1.1.6:		\$150 000	\$150 000									\$150 000	-	\$150 000			
Activity 1.1.7 : Elaboration des avant projets de textes (lois et décrets) pour soutenir le plaidoyer / révision du projet de réforme du Code de Statut des Personnes et Code de l'Enfant y compris les arrêtés sur la scolarisation de la jeune fille.																				
1	1.1	1.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$70 000	\$70 000					6	-	-	-	\$70 000	-	\$70 000	Completed in Phase I	Transfer to Government	No
			Sub-Total Activity 1.1.7:		\$70 000	\$70 000									\$70 000	-	\$70 000			
Activity 1.1.8 : Organiser des dialogues de haut niveau sur les résultats de l'étude du cadre légal avec le Conseil Constitutionnel, l'Assemblée Nationale (femmes parlementaires), la Magistrature, le Conseil Economique, Social et Culturel et les OSC.																				

1	1.1	1.1.8	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$207 436	\$207 436	15.00%	\$4 000	1	Year	7	\$60 000	\$60 000	\$267 436	-	\$267 436	Other	No	
			Faire 15 plaidoyers/ dialogue de haut niveau continue en phase II durant toute l'année à l'endroit de la cour constitutionnelle, le CESOC, les parlementaires, magistrature, OSC...basées sur les plaidoyers/ arguments recueillis des communautés à la base ainsi que les propositions faites par l'étude sur le cadre légal( Location salle, DSA, logistique, couverture médiatique, impression support de communication) y compris dans les 8 regions																
			Sub-Total Activity 1.1.8:		\$207 436	\$207 436						\$60 000	-	\$60 000	\$267 436	-	\$267 436		
Activity 1.1.9 : Diffuser des informations et des connaissances sur les politiques, les stratégies, la législation, les statistiques parmi les acteurs clés, en renforçant leurs capacités en matière de promotion des droits des femmes et de plaidoyer.																			
1	1.1	1.1.9	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	-	-	1.00%	\$115 000	1	Lump Sum	6	\$90 000	\$25 000	\$115 000	\$25 000	\$90 000	\$115 000	Payment/ transfer to CSO	Yes
			Vulgarisation et formation des normes, politiques et stratégies en faveur de l'égalité genre et la lutte contre les VBGs y compris l'avant projet de loi sur les VBGs en faveur de 200 agents communautaires défenseurs de la promotion genre, 50 femmes parlementaire, 100 élues locales, 30 femmes des organisations féminines et 30 personnels de médias (1.1.2; 1.1.3; 1.1.7) Coût de reproduction et diffusion des documents; Session de sensibilisation, suivi, et communication: Affiche, pagivolt, poster, support audio...																
1	1.1	1.1.9	Staff and Personnel	UNWOMEN			100%	\$2 840	18	Months	1	\$51 127	\$51 127	\$51 127	-	\$51 127	Other	No	
			STAFF [SPOTLIGHT TEAM] Assistant Programme, SB5, 100%																
			Sub-Total Activity 1.1.9:		-	-						\$141 127	\$25 000	\$166 127	\$25 000	\$141 127	\$166 127		
			Sub-Total Output 1.1:		\$881 800	\$881 800						\$201 127	\$25 000	\$226 127	\$25 000	\$1082 927	\$1107 927		
Output 1.2 : les parlementaires, et les institutions de l'état et des Droits de l'Homme ont des capacités renforcées pour défendre et participer à l'élaboration des lois et politiques sur les droits des femmes et des filles, y compris les VSBG/PN en lien avec les SR/SHSR, l'égalité des sexes et la non-discrimination.																			
Activity 1.2.1 : Développement/révision des supports de formation sur les VBG et la législative.																			
1	1.2	1.2.1	Contractual Services	UNFPA	\$12 000	-	1.00%	\$500	24	days	4	\$12 000	\$12 000	\$12 000	\$12 000	\$24 000	Payment to individual consultant	Yes	
			Recruter expert International VBG pour appuyer l'elaboration de modules standards sur les VBG a l'usage des acteurs en s'inspirant des experiences des autres bureaux pays																

1	1.2	1.2.1	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	\$3 000	-	1.00%	\$3 000	1	Lump Sum	2	\$3 000	-	\$3 000	\$3 000	\$3 000	\$3 000	\$6 000	Production/ édition/ dissémination de livrets en 1000 exemplaires	Other	No
			Sub-Total Activity 1.2.1:		\$15 000	-		\$15 000				\$15 000	-	\$15 000	\$15 000	\$15 000	\$15 000	\$30 000			
Activity 1.2.2: Formation des formateurs des modules de 1.2.1.																					
1	1.2	1.2.2	Contractual Services	UNWOMEN	\$13 720	\$13 720					4	-	-	\$13 720	-	\$13 720	-	\$13 720	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	No
1	1.2	1.2.2	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	\$6 048	\$6 048					7	-	-	\$6 048	-	\$6 048	-	\$6 048	Completed in Phase I	Other	No
			Sub-Total Activity 1.2.2:		\$19 768	\$19 768						-	-	\$19 768	-	\$19 768	-	\$19 768			
Activity 1.2.3: Sessions de formation (parlementaires, magistrats).																					
1	1.2	1.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	\$50 000	\$50 000	5.00%	\$50 000	1	Year	6	\$50 000	\$50 000	\$100 000	-	\$100 000	-	\$100 000	Transfer to Government		Yes
			Les cadres techniques ayant été déjà formés lors de la phase I, 5 sessions de formations vont toucher 25 Avocats, 25 Magistrats, 25 parlementaires 25 DCO et 25 élus locaux en Phase II durant toute l'année (location salle, pause café, couverture médiatique, frais de transport, kit didactique et impression de support de communication)																		
			Sub-Total Activity 1.2.3:		\$50 000	\$50 000						\$50 000	\$50 000	\$100 000	-	\$100 000	-	\$100 000			
Activity 1.2.4: Appuyer l'application du décret portant sur la protection de la fille en cours de scolarité.																					
1	1.2	1.2.4	Supplies, Commodities, Materials	UNICEF	\$30 000	\$30 000					2	-	-	\$30 000	-	\$30 000	-	\$30 000	Production d'un dépliant/ outils de communication sur le décret dans toutes les langues du pays	Other	Yes
			Sensibilisation auprès des membres des CDGES Coût moyen pour une journée de sensibilisation, sélection des OSC pour accompagner la mise en place des mécanismes de suivi et application du décret, 200 écoles																		
1	1.2	1.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$120 000	\$120 000					6	-	-	\$120 000	-	\$120 000	-	\$120 000	Payment/ transfer to CSO		No

Sub-Total Activity 1.2.4:		\$150 000	-	\$150 000	-	-	-	\$150 000	-	\$150 000				
Sub-Total Output 1.2:		\$219 768	\$15 000	\$234 768	\$65 000	\$65 000	\$284 768	\$15 000	\$299 768					
Sub-Total OUTCOME 1:		\$1 101 568	\$15 000	\$1 116 568	\$266 127	\$25 000	\$1 367 695	\$40 000	\$1 407 695					
<p><b>OUTCOME 2</b> : Les systèmes et institutions nationaux et régionaux sont habilités à planifier, financer et mettre en œuvre des programmes multisectoriels de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que des pratiques néfastes, notamment par la mise en œuvre des ODD.</p>														
<p><b>OUTPUT 2.1</b> : Les Ministères sectoriels (Promotion de la Femme, Population, Santé, Éducation, Plan, Finances, Jeunesse, Culture, Agriculture, Justice, Défense et Sécurité), ainsi que les collectivités territoriales ont les capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des plans et stratégies sectoriels et locaux budgétisés intégrant la lutte contre les VFFF, y compris les VSBG/PN.</p>														
Activity 2.1.1 : Evaluation des besoins des institutions publiques en PBSG et élaboration d'un plan de renforcement des capacités.														
2	2.1	2.1.1	Contractual Services	UNWOMEN	\$60 000	\$60 000	4	-	\$60 000	-	\$60 000	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	No
Sub-Total Activity 2.1.1:		\$60 000	-	\$60 000	-	-	-	\$60 000	-	\$60 000				
Activity 2.1.2 : Developpement/révision des supports de formation sur la PBSG et formation des formateurs.														
2	2.1	2.1.2	Contractual Services	UNWOMEN	\$44 450	\$44 450	4	-	\$44 450	-	\$44 450	Completed in Phase I	Payment to consultancy company	No
2	2.1	2.1.2	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	\$1 060	\$1 060	7	-	\$1 060	-	\$1 060	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 2.1.2:		\$45 510	-	\$45 510	-	-	-	\$45 510	-	\$45 510				
Activity 2.1.3 : Conduite des sessions de formation des formateurs des cadres centraux et déconcentrés des Ministères sectoriels concernés dont l'éducation, la santé.														
2	2.1	2.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$50 000	\$50 000	6	-	\$50 000	-	\$50 000	Completed in Phase I	Transfer to Government	No
2	2.1	2.1.3	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	\$30 000	\$30 000	7	-	\$30 000	-	\$30 000	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 2.1.3:		\$80 000	-	\$80 000	-	-	-	\$80 000	-	\$80 000				

Activity 2.1.4 : Accompagnement technique des ministères sectoriels en vue de la formulation des plans et budgets sectoriels sensibles au genre / aux VBG à travers les Cellules Genre.															
2	2.1	2.1.4	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$200 000				7	-	\$200 000	-	Completed in Phase I	Other	No
			Sub-Total Activity 2.1.4:		\$200 000						\$200 000		\$200 000		
Activity 2.1.5 : Accompagnement technique des communes des 4 sites d'intervention en vue de l'élaboration des PDC sensible au genre /aux VBG avec une priorisation du WASH/GHM dans le secteur de l'éducation, l'autonomisation économique de la femme rurale, la promotion des emplois jeunes pour filles et garçons descolarisés.															
2	2.1	2.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	\$200 000				6	-	\$200 000	-	Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	No
2	2.1	2.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$135 000				6	-	\$135 000	-	Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	No
			Sub-Total Activity 2.1.5:		\$335 000						\$335 000		\$335 000		
Activity 2.1.6 : Appui au fonctionnement et équipement du Ministère de promotion de la femme et de la protection de la femme pour la coordination ainsi que les réunions du comités technique et de pilotage NDP, ONUFEMMES).															
2	2.1	2.1.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$50 000				6	-	\$50 000	-	Completed in Phase I	Transfer to Government	No
			Sub-Total Activity 2.1.6:		\$50 000						\$50 000		\$50 000		
Activity 2.1.7 : Sensibilisation et formation des membres de la comission finance de l'assemblée nationale sur la planification et la budgétisation sensible au genre pour l'augmentation des budgets de certains ministères sectoriels comme celui de la santé, de la justice, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant.															
2	2.1	2.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$40 000				6	-	\$40 000	-	Completed in Phase I	Transfer to Government	No
			Sub-Total Activity 2.1.7:		\$40 000						\$40 000		\$40 000		
Activity 2.1.8 : Appui aux mecanismes de coordination régionale incluant les groupes marginalisés ou qui subissent les formes de discriminations croisées.															
2	2.1	2.1.8	Contractual Services	UNDP	-	100%	\$12 500	2	Months	4	\$25 000	\$25 000	\$25 000		No
<p>[MONITORING] recruter un consultant national, organiser des ateliers de preparation et de restitution dans le cadre de l'évaluation a mi-parcours du plan d'action de la stratégie national de l'autonomisation économique de la femme( honoraires, location salle, frais de transport, kit participants,impression document, pause café, couverture médiatique et DSA.</p>															

2	2.1	2.1.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	-	1.00%	\$25000	1	Lump Sum	6	-	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	Payment/transfer to CSO	No	
			Organisations de 4 réunions trimestrielles au niveau national par le MPFPE et organisation de 16 réunions trimestrielles régionales pour asseoir un mécanisme de coordination au niveau national et régional de suivi de l'exécution, et de l'évaluation des politiques publiques de lutte contre les VBG intégrant les groupes marginalisés ou qui subissent les formes de discriminations croisées (pause café, frais de transport, couverture médiatique)															
			Sub-Total Activity 2.1.8:	-	-		\$25 000	\$50 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$50 000			
Activity 2.1.9 : Renforcement des capacités de fonctionnement de l'ONGP pour éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles.																		
2	2.1	2.1.9	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	-	1.00%	\$12 500	4	Months	7	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$25 000	\$50 000	Recrutement de consultants spécialisés.	Other	No
2	2.1	2.1.9	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	-	1.00%	\$114 597	1	Lump Sum	7	\$114 597	-	\$114 597	\$114 597	\$114 597		Other	No
			Achat d'équipement additionnel, 1 véhicule 4X4 Prado V6, mission terrain collecte de données, édition et vulgarisation du rapport annuel afin de contribuer à la mise en œuvre des recommandations de l'audit institutionnel et organisationnel de cette structure.															
			Sub-Total Activity 2.1.9:	-	-		\$139 597	\$164 597	\$139 597	\$25 000	\$164 597	\$25 000	\$164 597	\$25 000	\$164 597			
Activity 2.1.10 : Appuyer l'évaluation (i) de la Politique Nationale de Genre et de son Plan d'action, (ii) de la Stratégie Nationale de Réponse aux VBG, et de son Plan d'action, (iii) du Plan Stratégique National pour Mettre Fin au Mariage d'Enfants.																		
2	2.1	2.1.10	Contractual Services	UNFPA	-	1.00%	\$40 000	1	Year	4	\$30 000	\$40 000	\$30 000	\$10 000	\$40 000	Recrutement d'1 consultant (inter Homme /femme), ateliers de consultation et de validation, reprogrammation pour appuyer l'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de réponse aux VBG	Payment to individual consultant	No
2	2.1	2.1.10	Contractual Services	UNWOMEN	-	1.00%	\$40 000	1	Year	4	\$30 000	\$40 000	\$30 000	\$10 000	\$40 000	Recrutement d'1 consultant (inter Homme /femme), ateliers de consultation et de validation, reprogrammation pour appuyer l'évaluation de la Politique Nationale de Genre et de son Plan d'action	Payment to individual consultant	No

2	2.1	2.1.10	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	-	1.00%	\$50 000	1	Year	7	\$30 000	\$20 000	\$50 000	\$30 000	\$20 000	\$50 000	\$20 000	\$50 000	Transfer to Government	Yes	
			Sub-Total Activity 2.1.10:	-	-		\$50 000				\$90 000	\$40 000	\$130 000	90 000	\$40 000	\$130 000	\$40 000	\$130 000			
			Sub-Total Output 2.1:	\$810 510	\$810 510						\$254 597	\$90 000	\$344 597	\$1 065 107	\$90 000	\$1 155 107	\$90 000	\$1 155 107			
			<b>Sub-Total OUTCOME 2:</b>	<b>\$810 510</b>	<b>\$810 510</b>						<b>\$254 597</b>	<b>\$90 000</b>	<b>\$344 597</b>	<b>\$1 065 107</b>	<b>\$90 000</b>	<b>\$1 155 107</b>	<b>\$90 000</b>	<b>\$1 155 107</b>			

[MONITORING] Financement de la consultation des partenaires a travers des ateliers participatifs (location salle, frais de missions, logistiques, kits participants) pour l'évaluation du Plan Stratégique National pour Mettre Fin au Mariage d'Enfants

**OUTCOME 3** : Les normes, les attitudes et les comportements sociaux équitables en matière de genre changent aux niveaux communautaire et individuel pour prévenir les VFFF/VSBG/PN et promouvoir les droits en santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles.

**OUTPUT 3.1** : Des programmes scolaires visant à promouvoir des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles sont élaborés et mis en œuvre dans les établissements d'enseignement formel et non formel des programmes, y compris des dialogues communautaires et des campagnes d'information pour promouvoir des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles quant à leurs droits, y compris en SSR.

3	3.1	3.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$98 107	10.00%	\$12 000	1	Year	6	-	\$120 000	\$120 000	\$218 107	\$218 107	Payment/transfer to CSO	No					
			Phase 2: formation et équipement des membres de 10 clubs de santé scolaire et 10 infirmeries scolaires et 10 infirmeries scolaires.																			
			Sub-Total Activity 3.1.1:	\$77 000	\$77 000		\$0	0	\$0	2	-	-	-	\$77 000	-	\$77 000	-	\$77 000				
			Sub-Total Activity 3.1:	\$98 107	\$98 107																	

Activity 3.1.2 : Formation de base des enseignants en ESRAJ à l'Ecole Normale Supérieure de l'UAMD.

3	3.1	3.1.2	Contractual Services	UNFPA	\$22 270	\$22 270	1.00%	\$500	37	Days	4	\$18 500	\$18 500	\$40 770	-	\$40 770	Payment to individual consultant	Yes	
			Recrutement d'un consultant international pendant 37 jours Yy compris cout des ateliers pour la formation de base des enseignants de SVT et d'Economie Familiale en ESRAJ de l'Ecole Normale Supérieure de Niamey, l'Université de Zinder; l'Université de Tahoua																
3	3.1	3.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$27 000	\$27 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$27 000	-	\$27 000	Atelier de validation des modules et de formation des formateurs et reprogrammation des modules	Transfer to Government	Yes
			Sub-Total Activity 3.1.2:		\$49 270	\$49 270						\$18 500	\$18 500	\$67 770	-	\$67 770			
Activity 3.1.3 : Promotion de la Gestion d'hygiene menstruelle pour les filles scolarisées aux régions (Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder, Dosso et Niamey).																			
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$100 000	\$100 000	0.00%	\$0	0	6	-	-	-	\$100 000	-	\$100 000	Payment/transfer to CSO	Yes	
			Kit d'hygiène menstruelle/Toucher toutes les écoles des villages cibles, dont 50% auront une école ou un collège - 200 écoles sur 2 ans, avec une moyenne de 50 filles par école																
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$60 000	\$60 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$60 000	-	\$60 000	Formateurs hygiène menstruelle Visite terrain pour voir l'application des initiatives	Payment/transfer to CSO	Yes
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$100 000	\$100 000	1.00%	\$300 000	1	Year	6	\$300 000	\$300 000	\$400 000	-	\$400 000	Payment/transfer to CSO	Yes	
			Poursuivre la Rehabilitation/construction de latrines séparées filles:garçons dans 200 écoles, la sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle (phase I) et 120 blocs dans 60 collèges avec 120 dispositifs de lavage des mains (phase II)																
			Sub-Total Activity 3.1.3:		\$260 000	\$260 000						\$300 000	\$300 000	\$560 000	-	\$560 000			
Activity 3.1.4 : Promotion de l'hygiène menstruelle au niveau communautaire.																			

3	3.1	3.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$145 000	\$145 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	\$145 000	-	\$145 000	Caravane de sensibilisation: "LABO GHM" dans 15 Communes/ Commune + mission de suivi/capitalisation/Communication	Transfer to Government	No	
			Sub-Total Activity 3.1.4:		\$145 000	\$145 000							\$145 000	-	\$145 000				
			Sub-Total Output 3.1:		\$531 270	\$98 107	\$629 377	-	-	-	-	\$318 500	\$120 000	\$438 500	\$849 770	\$218 107	\$1 067 877		
<b>OUTPUT 3.2 : Des plateformes communautaires de plaidoyer sont établies / renforcées pour développer des stratégies et des programmes, y compris des dialogues communautaires et des campagnes d'information pour promouvoir la masculinité positive, et l'adoption des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles quant à leurs droits, y compris en SSR</b>																			
Activity 3.2.1 : Mener une étude pour comprendre l'ampleur et les déterminants de la persistance des VSBG.																			
3	3.2	3.2.1	Contractual Services	UNFPA	\$60 000	\$40 000	\$100 000	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	\$60 000	\$40 000	\$100 000	Completed in Phase I	Payment to consultancy company	No
			Sub-Total Activity 3.2.1:		\$60 000	\$40 000	\$100 000						-	\$60 000	\$40 000	\$100 000			
Activity 3.2.2 : Utiliser les résultats de 3.1.1 pour développer des stratégies intégrées pour changer les attitudes, les normes et les pratiques discriminatoires.																			
3	3.2	3.2.2	Contractual Services	UNFPA	\$30 000	\$30 000	\$30 000	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	-	\$30 000	\$30 000	Completed in Phase I	Payment to consultancy company	No
3	3.2	3.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$18 000	\$18 000	\$18 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	\$18 000	-	\$18 000	Completed in Phase I	Transfer to Government	No
			Sub-Total Activity 3.2.2:		\$18 000	\$30 000	\$48 000						-	\$18 000	\$30 000	\$48 000			
Activity 3.2.3 : Mener une étude sur l'impact de la combinaison des initiatives communautaires dans les villages (recherche-action).																			
3	3.2	3.2.3	Contractual Services	UNFPA	\$50 000	\$50 000	\$50 000	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	\$50 000	-	\$50 000	Completed in Phase I	Payment to consultancy company	No
			Sub-Total Activity 3.2.3:		\$50 000	-	\$50 000						-	\$50 000	-	\$50 000			
Activity 3.2.4 : Développer des contenus (écrit et vidéo) de communication ciblés sur les VFFF dissimulés par les communications novatrices (Whatsapp, Facebook, etc.).																			
3	3.2	3.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$50 000	\$50 000	\$50 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$50 000	\$50 000	Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	No

Sub-Total Activity 3.2.4:		-	\$50 000	\$50 000	-	-	-	-	-	-	-	-	\$50 000	\$50 000				
Activity 3.2.5 : Elaboration d'une stratégie de communication pour le changement de comportement.																		
3	3.2	3.2.5	Contractual Services	UNICEF	\$60 000	\$60 000	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	\$60 000	-	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	No	
3	3.2	3.2.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$29 320	\$29 320	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	\$29 320	-	Completed in Phase I	Transfer to Government	No	
3	3.2	3.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	\$1000	\$1000	0.00%	\$0	0	\$0	7	-	\$1000	-	Completed in Phase I	Other	No	
Sub-Total Activity 3.2.5:					\$90 320	\$90 320	-	-	-	-	-	-	\$90 320	-	\$90 320			
Activity 3.2.6 : Opérationnalisation de la stratégie de communication pour le changement de comportement des bénéficiaires du programme (production de pagivolte, boîte à image, élaboration des messages audios/écrits et gestuelle).																		
3	3.2	3.2.6	Contractual Services	UNICEF	\$40 400	\$40 400	1.00%	\$60 000	1	Year	4	\$60 000	\$60 000	\$100 400	-	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 3.2.6:					\$40 400	\$40 400	-	-	-	-	-	\$60 000	\$60 000	\$100 400	-	\$100 400		
Activity 3.2.7 : Film fiction par Réalisatrice nigérienne sur les VSBG/PN/SR.																		
3	3.2	3.2.7	Contractual Services	UNICEF	\$350 000	\$350 000	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	\$350 000	-	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	Yes	
Sub-Total Activity 3.2.7:					\$350 000	\$350 000	-	-	-	-	-	-	\$350 000	-	\$350 000			
Activity 3.2.8 : Renforcement du contenu des messages ciblant les VFFF/VBG/PN/SR dans les émissions radio y compris les prêches.																		
3	3.2	3.2.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$120 000	\$120 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	\$120 000	-	Completed in Phase I	Transfer to Government	Yes	
3	3.2	3.2.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$30 731	\$30 731	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	\$30 731	-	Completed in Phase I	Transfer to Government	Yes	



3	3.2	3.21	3.21	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$1 000 000	\$1 000 000	1.00%	\$355 000	1	Year	6	\$355 000	-	\$355 000	\$1 355 000	\$1 355 000	-	\$1 355 000	Transfer to Government	Yes	
Appui au renforcement des capacités des adolescentes, adolescents et les communautés à travers l'initiative Adolescentes "Ilimin" pour un changement social																						
				Sub-Total Activity 3.2.11:	\$1 855 285	\$144 715	\$2 000 000		\$1 054 999		-		\$804 999	\$250 000	\$1 054 999	\$2 660 284	\$394 715	\$3 054 999				
Activity 3.2.12 : Mettre en place un mécanisme communautaire fédérateur des initiatives pour maximiser les impacts (Appuyer les rencontres cantonales et regionales des acteurs pour une meilleure fédération des intervention, et un renforcement de la synergie pour avoir plus d'impact).																						
3	3.2	3.2.12	3.2.12	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$100 000	\$100 000	240	\$1 417	1	Year	6	\$140 000	\$200 000	\$340 000	\$240 000	\$200 000	\$440 000			Payment/transfer to CSO	No
Appuyer les rencontres cantonales des acteurs de la lutte contre les violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants pour partager les experiences réussie resoudre les difficultés rencontrées et renforcer la synergie pour avoir plus d'impact en raison d'une rencontre trimestrielle par canton au niveau des 60 communes des 4 regions spotlight.																						
				Sub-Total Activity 3.2.12:	\$100 000	-	\$100 000	-	\$200 000	-	-	-	\$140 000	\$200 000	\$340 000	\$240 000	\$200 000	\$440 000				
Activity 3.2.13 : Utiliser les Ecoles des Maris et les clubs des futurs maris pour transformer les hommes et les garçons en agents de changements de comportements positifs sur les VSBG.																						
3	3.2	3.2.13	3.2.13	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$24 000	\$24 000	0.00%	\$0	0	\$0	6	-	-	\$24 000	-	\$24 000	-	\$24 000	Completed in Phase I	Yes	
				Sub-Total Activity 3.2.13:	\$24 000	-	\$24 000	-	-	-	-	-	-	-	\$24 000	-	\$24 000	-	\$24 000			
Activity 3.2.14 : Mettre en place les clubs Dimitra pour renforcer la protection des femmes et des filles et éviter des comportements nocifs (faire le suivi des club existants et relancer leurs activités.																						
3	3.2	3.2.14	3.2.14	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$97 700	\$97 700	500	\$120	1	Year	6	\$60 000	\$60 000	\$157 700	-	\$157 700	-	\$157 700	Payment/transfer to CSO	Yes	
Suivi/accompagnement technique de 500 clubs Dimitra existant pour renforcer la protection des femmes et des filles et éviter des comportements nocifs (Coût de diffusion des support de communication, acquisition des radios solaires mise en réseautage des club avec les femmes médiatrices, Suivi et opérationnalisation des plan d'actions des club avec production de fiches de suivi et de collecte de données...)																						
				Sub-Total Activity 3.2.14:	\$97 700	-	\$97 700	-	\$120	-	-	-	\$60 000	\$60 000	\$157 700	-	\$157 700	-	\$157 700			
Activity 3.2.15 : Formation des parajuristes communautaire pour sensibiliser et servir de modèles aux survivantes des VSBG (Appuyer les activités des parajuristes communautaires dans les 4 regions Spotlight).																						

3	3.2	3.2.15	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$24 000	600	\$46	1	Year	6	\$27 373	\$27 373	\$51 373	-	\$51 373	Payment/ transfer to CSO	Yes
Appuyer les activités d'information et sensibilisation des parajuristes communautaires dans les 4 régions Spotlight (contribution Spotlight aux activités des parajuristes au coût mensuel de 17 000 Fcfa)																	
			Sub-Total Activity 3.2.15:		\$24 000	-		-			\$27 373	\$27 373	\$51 373	-	\$51 373		
Activity 3.2.16 : Renforcer le partenariat avec les Chefs Traditionnels sur la lutte contre les VSBG aux régions tout en incluant des sessions sur la prévention de l'exploitation et de l'abus sexuel (Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder).																	
3	3.2	3.2.16	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$180 000	50.00%	\$2 910	1	Year	6	\$120 500	\$145 500	\$300 500	\$25 000	\$325 500	Payment/ transfer to CSO	No
Mobilisation communautaire et soutien au processus de villages modèles (indicateurs retenus: 50 villages avec 100% des femmes des villages accouchent dans les centres de santé, les écoles ont au 45% des filles comme effectifs, un comité de protection de l'enfant qui fait le suivi de l'âge de mariage des filles est fonctionnel)																	
			Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$40 000	60.00%	\$3 167	1	Year	6	\$150 000	\$190 000	\$150 000	\$80 000	\$230 000	Payment/ transfer to CSO	No
Appuyer la mise en œuvre des activités de lutte contre les VBG prévues dans les plans d'action VBG des chefs traditionnels des régions spotlight																	
			Sub-Total Activity 3.2.16:		\$180 000						\$270 500	\$335 500	\$450 500	\$105 000	\$555 500		
Activity 3.2.17 : Appuyer le Conseil Islamique National dans la sensibilisation des imams pour des prêches sur les VSBG.																	
3	3.2	3.2.17	Contractual Services	UNFPA	\$44 934	0.00%	\$0	0	\$0	4	-	-	\$44 934	-	\$44 934	Completed in Phase I	No
			Sub-Total Activity 3.2.17:		\$44 934	-		-					\$44 934	-	\$44 934	Payment to individual consultant	
Activity 3.2.18 : Organisation de campagne de sensibilisation et de recherche active des cas de fistules Obstétricales dans les grandes localités des régions.																	
3	3.2	3.2.18	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$60 000	0.00%	\$0		\$0	6	-	-	-	\$60 000	\$60 000	Completed in Phase I	Yes
			Sub-Total Activity 3.2.18:		\$60 000	-		-					-	\$60 000	\$60 000		

Activity 3.2.19 : Renforcer les capacités des maîtres coraniques en droit humain, VBGs, protection de l'enfant, genre, citoyenneté et culture de la paix pour un enseignement coranique sensible aux questions de genre dans 300 makaranta. Mettre en place des cadres d'échanges pour les maîtres coraniques sur les questions de genre et VBGs.															
3	3.2	3.2.19	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	38.00%	\$5 921	1	Year	6	-	\$225 000 000	\$225 000 000	\$225 000 000	Payment/transfer to CSO	Yes
38 sessions de formations des maîtres makaranta en droit humain, VBG, protection de l'enfant, genre, citoyenneté et culture de la paix pour un enseignement coranique sensible aux questions de genre dans 300 makaranta															
Sub-Total Activity 3.2.19:			-	-	-	-	-	-	-	-	\$225 000 000	\$225 000 000	\$225 000 000		
Activity 3.2.20 : Mettre en place des cadres d'échanges pour les maîtres coraniques sur les questions de genre et VBGs.															
3	3.2	3.2.20	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	4.00%	\$6 250	1	Year	6	-	\$25 000 000	\$25 000 000	\$25 000 000	Organiser au moins une rencontre de partage et d'échange d'expérience entre les maîtres Makaranta par region spotlight	Yes
Sub-Total Activity 3.2.20:			-	-	-	-	-	-	-	-	\$25 000 000	\$25 000 000	\$25 000 000		
Activity 3.2.21 : Renforcer les capacités des structures scolaires et universitaires dans huit régions sur les VBG à partir de l'approche participative avec slogan "leaders de demain pour zéro VBG".															
3	3.2	3.2.21	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	8.00%	\$15000	1	Lump Sum	6	\$120 000	\$120 000	\$120 000	\$120 000	Payment/transfer to CSO	Yes
Organiser 8 caravanes de sensibilisation au profit des filles et des garçons dans les établissements scolaires dans 8 régions du Niger pour lever les obstacles aux maintient des filles à l'école. L'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG a révélé que les jeunes toutes tendances confondues sont à la fois auteurs et victimes des VBG surtout les agressions sexuelles, les viols, les grossesses précoces. Les cas en milieu scolaire et universitaire sont préoccupants. Il faut mobiliser les élèves et universitaires afin d'accroître la protection des filles dans leur environnement et continuer la lutte dans leurs familles respectives. Des marches d'adhésion et de sensibilisation pour zéro grossesse des filles à l'école, Non au mariage des filles à l'école, Non au viol des filles à l'école seront organisées dans les régions pour soutenir la réduction des VFFF. Une ONG Nationale aura des fonds prévus pour encadrer et mobiliser les élèves et étudiants dans cette initiative (élaboration de banderoles, de pancartes, de mégaphones, la logistique pour les marchés, bracelets, eaux ; émissions débats à la radios).															
Sub-Total Activity 3.2.21:										\$120 000	\$120 000	\$120 000	\$120 000		
Activity 3.2.22 : Appuyer l'intégration des modules sur les questions de VBG/PN dans les programmes des écoles de formation de l'école de Police, de Gendarmerie, des infirmiers et des sages-femmes, travailleurs sociaux (INJS, ENAM et IPDR) tout en renforçant les acquis à l'Ecole Normale Supérieure.															

3	3.2	3.2.22	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA		3.00%	\$20 000	1	Year	6	\$60 000	\$60 000	\$60 000	-	\$60 000	Payment/ transfer to CSO	Yes
			Organiser une session de renforcement de capacité des potetiels formateurs des écoles en VBG, recruter un consultant expert VBG pour appuyer les encadreurs des écoles de police de gendarmerie et de santé en vue de l'élaboration de module d'enseignement sur les VBG, Kit participant, location salle, DSA, logistique, reprogahie document.														
			Sub-Total Activity 3.2.22:	-	-	-	-	-	-	-	\$60 000	\$60 000	\$60 000	-	\$60 000		
Activity 3.2.23 : Appui à la mise en œuvre du plan de communication visibilité.																	
3	3.2	3.2.23	Staff and Personnel	UNICEF	-	-	\$11 018	18	Months	1	\$198 320	\$198 320	\$198 320	-	\$198 320	Other	No
			General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	0	-	\$135 775	1	Lump sum	7	\$135 775	\$135 775	\$135 775	-	\$135 775	[SPOTLIGHT TEAM] Communication specialist	No
			Sub-Total Activity 3.2.23:	-	-	-	-	-	-	-	\$334 095	\$334 095	\$334 095	-	\$334 095	[COMMUNICATION] Production des supports, couverture médiatique, mission de capture des témoignages, des histoires de vies et des bonnes pratiques sur le terrain	
			Sub-Total Output 3.2:	\$3 386 986	\$386 715	\$3 773 701					\$2 061 967	\$815 000	\$2 876 967	\$5 448 953	\$1 201 715	\$6 650 668	
			Sub-Total OUTCOME 3:	\$3 918 256	\$484 822	\$4 403 078					\$2 380 467	\$935 000	\$3 315 467	\$6 298 723	\$1 419 822	\$7 718 545	
<b>OUTCOME 4:</b> Women and girls who experience violence and harmful practices use available, accessible, acceptable, and quality essential services including for long term recovery from violence.																	
<b>OUTPUT 4.1:</b> Les structures étatiques et non étatiques (santé, police, justice, services sociaux et organisations de défense des droits des femmes) ont de meilleures connaissances et des capacités suffisantes pour mettre en place et fournir des services de qualité et coordonnés, y compris des services de DSSR, de manière éthique, aux femmes et aux filles victimes de violence et de pratiques néfastes.																	
Activity 4.1.1 : Mapping des Services Essentiels et évaluation des besoins des groupes de métiers y afférents( Tahoua et Tillabery).																	



Sub-Total Activity 4.1.3:		\$263 965	-	\$263 965	\$50 000	\$10 000	\$60 000	\$313 965	\$10 000	\$323 965										
Activity 4.1.4 : Révision des modules de formation qualifiantes des FDS en service pour intégrer les thématiques des VBG.																				
4	4.1	4.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	\$9 380						6	-	\$9 380	-	\$9 380	Completed in Phase I	Transfer to Government	No		
4	4.1	4.1.4	Travel	UNFPA		\$50 000					5	-	-	-	\$50 000	Completed in Phase I	Other	Yes		
Sub-Total Activity 4.1.4:					\$9 380	\$50 000							\$9 380	\$50 000	\$59 380					
Sub-Total Output 4.1:					\$421 600	\$50 000						\$86 814	\$20 000	\$106 814	\$508 414	\$70 000	\$578 414			
<b>OUTPUT 4.2 :</b> Les femmes et les filles survivantes de violence, y compris les femmes exposées à des formes de discrimination croisées, en particulier les femmes et les filles handicapées, migrantes ou en situation de vulnérabilité, ont des connaissances suffisantes et un accès accru à des services essentiels intégrés de qualité pour la prévention, la protection et les soins contre les VSBG et les PN, y compris des services de DSSR.																				
Activity 4.2.1 : Mise en place d'un système de prise en charge holistique des survivants basé sur les résultats du mapping.																				
4	4.2	4.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$325 000	\$125 000	\$450 000	2	\$137 783	1	Months	6	\$275 565	600,565	\$275 565	\$125 000	\$725 565		Payment/ transfer to CSO	No
Appuyer le fonctionnement de deux centre multifonctionnels pour la prise en charge holistiques des survivantes de VBG dans les regions de Tillaberi et de Zinder																				
4	4.2	4.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$303 058	\$303 058	\$303 058	2	\$115 000	1	Lump Sum	6	\$230 001	533,059	\$230 001	-	\$533 059		Payment/ transfer to CSO	No
Appuyer le fonctionnement/l'opérationnalisation (équipement bureautique, réhabilitation bâtiment. équipement cuisine, équipement médicaux, kit de dignité, de deux centre multifonctionnels pour la pris en charge holistiques des survivantes de VBG dans les regions de Maradi et de Tahoua, salaire,SOP																				
Sub-Total Activity 4.2.1:					\$628 058	\$125 000	\$753 058						\$505 566	1,133,624	\$505 566	\$125 000	\$1258 624			
Activity 4.2.2 : Appui au services essentiels juridiques et judiciaires.																				
4	4.2	4.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	\$580 000	\$580 000	\$580 000	25.00%	\$4 320	1	Year	6	\$108 000	\$688 000	\$108 000	-	\$688 000		Transfer to Government	No
Assurer le fonctionnement de 25 cliniques juridiques, prise en charge survivantes et DCO (transport, restauration, assistance judiciaire, défense, frais de justice)																				

4	4.2	4.2.2	General Operating and Other Direct Cost	UNDP		1.00%	\$108 000	1	Year	7	\$108 000	\$108 000	\$108 000		Other	No
			16 motos complémentaire pour assurer le fonctionnement Des cliniques juridiques													
4	4.2	4.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP		16.00%	\$3 125 000	1	Year	6	\$50 000	\$50 000	\$50 000		Transfer to Government	No
			Appui frais de foctinnement ANAJJ, 2 missions de suivi terrain, 2 ateliers de collecte de données (location salle, pause café, impression de document, transport, DSA et logistique)													
			Sub-Total Activity 4.2.2:				\$580 000				\$266 000	\$266 000	\$846 000			
			Activity 4.2.3 : Appui à la réinsertion socio-économique des femmes survivantes des VBGS.													
4	4.2	4.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP		4.00%	\$133 750	1	Year	6	\$500 000	\$535 000	\$1 303 885	\$35 000	Payment/transfer to CSO	No
			Appui à 4 OSC pour supporter la réinsertion de 1500 survivantes pour la phase II (acquisition de kit individuel d'autonomisation économique, mise à disposition d'intrant pour AGR). La contribution de l'agence (35,000 usd va supporter le support cost)													
			Sub-Total Activity 4.2.3:				\$803 885				\$500 000	\$535 000	\$1 303 885	\$35 000		
			Activity 4.2.4: Renforcement des capacités des travailleurs des CEPPP sur la prévention, prise en charge psychosociale, référencement des survivants.													
4	4.2	4.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF			\$646 800			6	-	-	\$646 800		Transfer to Government	No
			Formation des travailleur sociaux des centres sociaux(CEPPP) des 24 départements pour les 4 régions (appui en carburant, cartes téléphoniques et suivi des cas réinsérés dans la communauté). Activité de sensibilisation sur les VBG/PN/SR et les services de recours													
4	4.2	4.2.4	Travel	UNICEF			\$18 000			5	-	-	\$18 000		Other	No
4	4.2	4.2.4	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNICEF			\$108 000			3	-	-	\$108 000		Other	No
			Motos pour le référencement des cas depuis les CEPPPs													

4	4.2	4.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF			48.00%	\$3 958,33	1	Year	6	\$110 000 000	\$80 000 000	\$190 000 000	\$80 000	\$110 000 000	\$190 000 000	Payment/ transfer to CSO	No	
5 missions de Suivi des activités lors des visites programmatiques et spots checks des partenaires																				
4	4.2	4.2.4	Travel	UNICEF			5.00%	\$4 000	1	Year	5	\$20 000 000	-	\$20 000		\$20 000		Finalisée en phase I-Motos pour le référencement des cas depuis les CEPPPs	Other	No
			Sub-Total Activity 4.2.4:		\$772 800	-	\$772 800					\$130 000 000	\$80 000 000	\$210 000 000	\$80 000 000	\$902 800 000	\$982 800			
Activity 4.2.5 : Appui aux services essentiels de Police et de Gendarmerie.																				
4	4.2	4.2.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA							6	-	\$86 400	-	\$86 400				Payment/ transfer to CSO	Yes
Le renforcement du système de collecte de données de routine sur la base du modèle du GBVIMS en vigueur dans l'humanitaire (Développement d'outils adaptés pour la collecte de données au niveau des structures fournissant des services aux survivant(e)s de violences, Entreprandre un diagnostic de la remontée de données entre les acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de VSRG PN, Développer un mécanisme efficace de remontée de données, assorti d'un dispositif de contrôle de qualité (fiabilité et validité) des données.)																				
4	4.2	4.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA			1.00%	\$110 000	1	Lump Sum	7	\$110 000	-	\$110 000		\$110 000			Other	Yes
			Former et équiper 120 points focaux police et gendarmerie sur l'outil de collecte de données de routine(4 sessions de formations de 10, 000 USD chacune et 70,000 USD pour l'achat des tablettes et ordinateurs)																	
			Sub-Total Activity 4.2.5:		\$86 400	-	\$86 400					\$110 000	-	\$110 000	\$196 400	-	\$196 400			
Activity 4.2.6 : Renforcer les capacités des acteurs sur la prise en charge cliniques du viol 80 prestataires.																				
4	4.2	4.2.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA			4.00%	\$15 000	1	Year	6	\$60 000	-	\$60 000	\$267 212	-	\$267 212		Payment/ transfer to CSO	Yes
1.session de formation sur la prise en charge clinique du viol, l'audition des survivantes de VBG 2. Formations de 80 prestataires agents de santé sur la prise en charge clinique du viol en 4 sessions au niveau des 4 regions Spotlight																				

Sub-Total Activity 4.2.6:		\$207 212	-	\$207 212	\$60 000	-	\$60 000	\$267 212	-	\$267 212			
Activity 4.2.7 : Appui aux services spécialisés gynécologiques visant les groupes vulnérables et marginalisés ( fournitures matériels).													
4	4.2	4.2.7	Transfers and Grantto Counterparts	\$304 668	\$304 668		6	-	-	\$304 668			Other
Ily a environ 756 nouveaux cas de fistules autant ou plus pour le prolapsus et le coût de réparation est d'environ 250\$ par cas													
4	4.2	4.2.7	Supplies, Commodities, Materials	\$250 000	\$50 000	\$300 000	2	-	-	\$250 000	\$50 000	\$300 000	Other
Kit et équipement pour réparation de fistules, prolapsus, MGF													
4	4.2	4.2.7	Supplies, Commodities, Materials	\$350 000	\$909	\$350 000	2	\$20 000	\$20 000	\$370 000	-	\$370 000	Other
Fournitures des intrants pour la prise en charge des survivantes de VBG aux 22 CSIs Spotlight.													
Sub-Total Activity 4.2.7:		\$904 668	\$50 000	\$954 668	\$20 000	-	\$20 000	\$924 668	\$50 000	\$974 668			
Activity 4.2.8 : Renforcement des capacités de fonctionnement du centre de référencement pour la prise en charge des fistules obstétricales de Niamey (Réhabilitation, Équipement et Fonctionnement) UNFPA, UNWOMEN, UNDP, UNICEF.													
4	4.2	4.2.8	Supplies, Commodities, Materials	\$200 000	\$200 000		2	-	-	\$200 000	-	\$200 000	Completed in Phase I
Transfer to Government													
Sub-Total Activity 4.2.8:		\$200 000	-	\$200 000	-	-	-	-	-	\$200 000	-	\$200 000	
Activity 4.2.9 : Appuyer l'aménagement et le fonctionnement d'une parcelle de 100 ha à Tessaoua pour planter de 50 000 arbres avec présence de cheptel dans le cadre de l'appui à la scolarisation et au maintien des filles à l'école.													
4	4.2	4.2.9	Transfers and Grantto Counterparts				Year	\$160 000	\$160 000	\$160 000	-	\$160 000	Payment/ transfer to CSO
100.00%													
Dans le cadre du maintien des jeunes filles à l'école, il a été retenu une activité génératrice de revenu à long terme pour la plantation des arbres d'Acacia Sénégal et la gestion d'autruches et de Girafes sur une superficie de 100 ha dans la localité de Majirgui, qui va servir le Département de Tessaoua avec une population estimée à 2589 habitants dont 1272 hommes et 1317 femmes et filles dans le canton de Tessaoua. L'objectif principal est de produire et commercialiser à long terme la gomme arabique, la récolte de la paille pour le besoin en fourrage aux éleveurs rivaux puis la collecte et la conservation d'une importante quantité de semences herbacées. Une ONG spécialiste dans l'agro foresterie et l'élevage va appuyer la gestion de l'initiative en mettant en œuvre en synergie avec les promoteurs de Tessaoua les activités (Achat et mise en place de petit matériel, Formation des filles et femmes pépiniéristes, Formation des filles et femmes sur les techniques de collecte et traitement des semences, Mise en place et installation château d'eau, Clôture du site, Aménagement de la mare, Mise en place des gazelles, Production des plants, Plantations, Réalisation des micro-bassins, Entretien des plantations (arrosage).													







Sub-Total Activity 5.2.3:		\$50 000	-	\$50 000	\$25 000	\$25 000	\$75 000	-	\$75 000						
Activity 5.2.4 : Evaluation finale externe du programme en 2022.															
5	5.2	5.2.4	Contractual Services	UNWOMEN	1.00%	\$68 091	1	Lump Sum	4	\$68 091	-	\$68 091	[EVALUATION] Evaluation finale du programme en 2022 (mandatory par le secrétariat Spotlight)	Payment to consultancy company	No
Sub-Total Activity 5.2.4		-	-	-	-	\$68 091	-	-	-	\$68 091	-	\$68 091			
Activity 5.2.5 : Mise en oeuvre de la strategie de suivi du programme.															
5	5.2	5.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	6.00%	\$5 000	1	Year	7	\$30 000	-	\$30 000	[MONITORING] Mise en oeuvre du plan suivi évaluation et de knowledge management (6 missions sur le terrain avec le groupe référence , ateliers de validation des outils, productions et diffusion des outils, ateliers regionaux de partage du rapport narratif annuel)	Other	No
Sub-Total Activity 5.2.5		-	-	-	-	\$30 000	-	-	-	\$30 000	-	\$30 000			
Activity 5.2.6 : Prise en charge salaire M&E and reporting officer P3 (RCO).															
5	5.2	5.2.6	Staff and Personnel	UNDP	100.00%	\$11 438	18	Months	1	\$205 882	-	\$205 882	[SPOTLIGHT TEAM] M&E and reporting officer P3 FTA 100%	Other	No
Sub-Total Activity 5.2.6		-	-	-	-	\$205 882	-	-	-	\$205 882	-	\$205 882			
Sub-Total Output 5.2:		\$426 998	-	\$426 998	-	\$328 973	-	-	-	\$755 971	-	\$755 971			
Sub-Total OUTCOME 5:		\$1 246 278	-	\$1 246 278	-	\$448 973	-	-	-	\$1 695 251	-	\$1 695 251			

<p><b>OUTCOME 6</b> : Les organisations de défense des droits des femmes et des filles et de la société civile, y compris celles représentant les jeunes et les groupes confrontés à des formes croisées de discrimination / marginalisation, influencent et font progresser plus efficacement l'égalité genre, l'autonomisation de la femme et de la fille et contribuent à l'élimination de la violence à leur égard.</p> <p><b>OUTPUT 6.1</b> : Les organisations de défense des droits des femmes et de la société civile ont des opportunités et des soutiens accrus pour développer des partenariats et le réseautage avec d'autres parties prenantes (gouvernements, secteur privé, médias, etc.) aux niveaux national, régional et local, pour renforcer la prévention et la réponse aux VFF y compris les VSBG/PN.</p>														
Activity 6.1.1: Développement Organisationnel (DO) (renforcement des capacités managériales, opérationnelles, programmatiques, financières...).														
6	6.1	6.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$16 800	\$16 800	-	-	7	-	\$16 800	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	No
6	6.1	6.1.1	Travel	UNDP	\$1 950	\$1 950	-	-	5	-	\$1 950	Completed in Phase I	Other	No
6	6.1	6.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$1 620	\$1 620	-	-	7	-	\$1 620	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 6.1.1:					\$20 370	\$20 370	-	-		-	\$20 370			\$20 370
Activity 6.1.2: Renforcement des Capacités (sécurité des Défenseurs des Droits des Femmes, la protection juridique et judiciaire des Défenseurs des Droits Humains, le management associatif incluant la capacité de planification stratégique, de plaidoyer et de Fundraising, capacité de réseautage).														
6	6.1	6.1.2	Contractual Services	UNDP	\$17 840	\$17 840			4		\$17 840	Completed in Phase I	Payment to individual consultant	No
6	6.1	6.1.2	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$860	\$860			7		\$860	Completed in Phase I	Other	No
6	6.1	6.1.2	Travel	UNDP	\$9 700	\$9 700			5		\$9 700	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 6.1.2:					\$28 400	\$28 400	-	-		-	\$28 400			\$28 400
Activity 6.1.3 : Création d'une e-plate forme et mise en place de mécanismes nationales de soutien et assistance aux DDF (SOP).														
6	6.1	6.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$21 560	\$21 560			6		\$21 560	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	Yes
6	6.1	6.1.3	Travel	UNWOMEN	\$4 420	\$4 420			5		\$4 420	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	No
6	6.1	6.1.3	Travel	UNWOMEN	\$8 520	\$8 520			5		\$8 520	Completed in Phase I	Other	No
Sub-Total Activity 6.1.3:					\$34 500	\$34 500	-	-		-	\$34 500			\$34 500

Activity 6.1.4 : Création d'espace au sein du mouvement des femmes en encourageant le dialogue intergénérationnel au sein des OSC sur l'égalité des genres et l'élimination des VFFF y compris l'implication des femmes et des filles dans la prévention et les réponses aux crises (COVID), en vue de la participation et de l'engagement des jeunes et en particulier des jeunes femmes.																							
6	6.1	6.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$84 840	\$84 840				6	-	-	\$84 840	-	\$84 840	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	Yes					
6	6.1	6.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	\$12 840	\$12 840				6	-	-	\$12 840	-	\$12 840	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	Yes					
6	6.1	6.1.4	Travel	UNWOMEN	\$35 760	\$35 760				5	-	-	\$35 760	-	\$35 760	Completed in Phase I	Other	Yes					
Sub-Total Activity 6.1.4:					\$133 440	\$133 440							\$133 440		\$133 440								
Activity 6.1.5 : le Soutien à l'intégration d'organisations représentant les jeunes et d'autres groupes marginalisés confrontés à des formes de discrimination croisées dans des coalitions et des réseaux de groupes de défense des droits des femmes et de la société civile travaillant sur les VFFF																							
6	6.1	6.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$118 160	\$118 160				6	-	-	\$118 160	-	\$118 160	Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	Yes					
Sub-Total Activity 6.1.5:					\$118 160	\$118 160							\$118 160		\$118 160								
Activity 6.1.6 : Appuyer la célébration des journées de promotion des droits des femmes et des filles et de lutte contre les VFFF en incluant des sessions de dialogue inter-générationnelle.																							
6	6.1	6.1.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN			1.00%	\$100 000	1	Lump Sum	6	\$100 000	\$100 000	-	\$100 000		Payment/transfer to CSO	No					
														Etat généraux des OSC/OF pour renforcer le dialogue intergénérationnelle pour la convergence de leurs actions , contribution célébration des journées clés (8 mars, 13 Mai, et 16jours d'activisme) et autres actions en lien avec le Forum Génération Egalité (GEF)									
6	6.1	6.1.6	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN			1.00%	\$50 000	1	Lump Sum	7	\$50 000	\$50 000	\$50 000	\$50 000		Other	No					
														Mission DSA, rencontre generation égalité, cadre de responsabilisation des jeunes, communication, suivi									
Sub-Total Activity 6.1.6:					\$150 000	\$150 000	1.00%	\$150 000				\$150 000	\$150 000	\$150 000	\$150 000	\$150 000							
Activity 6.1.7 : Duplication et vulgarisation du livret auprès des bénéficiaires(DDF) et les acteurs (FDS,Juge, CNDH, service technique nationales et deconcentrés...).																							

6	6.1	6.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN		1.00%	\$20 000	1	6	\$20 000	\$20 000	\$20 000			Payment/ transfer to CSO	No
Vulgarisation du livret auprès des bénéficiaires(DDF) et les acteurs (FDS, Juge, CNDH, service technique nationales et déconcentrés...), Ce montant inclus le salaire de la chargée de Programme Spotlight																
6	6.1	6.1.7	Staff and Personnel	UNWOMEN		1.00%	\$4 551	18	Months 1	\$81 926	\$81 926	\$81 926		[SPOTLIGHT TEAM] Chargée de programme SB5, 100% Spotlight Staff UNWOMEN	Other	No
			Sub-Total Activity 6.1.7:				\$24 551			\$101 926	\$101 926	\$101 926				
			Sub-Total Output 6.1:				\$334 870			\$251 926	\$586 796	\$586 796				
<b>OUTPUT 6.2 :</b> Les organisations de défense des droits des femmes et les OSC représentant des groupes confrontés à des formes croisées de discrimination / marginalisation ont renforcé leurs capacités pour concevoir, mettre en œuvre et suivre les programmes VSBG/PN et assurer leur auto protection.																
Activity 6.2.1: Evaluation des besoins en renforcement des capacités des DDF élargie aux organisations syndicales des femmes du secteur de l'éducation Y compris en dialogue politique et élaboration d'un plan de renforcement des capacités.																
6	6.2	6.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN			\$73 120		6		\$73 120	\$73 120		Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	Yes
6	6.2	6.2.1	Travel	UNWOMEN			\$21 400		5		\$21 400	\$21 400		Completed in Phase I	Other	Yes
6	6.2	6.2.1	Supplies, Commodities, Materials	UNWOMEN			\$6 060		2		\$6 060	\$6 060		Completed in Phase I	Other	Yes
			Sub-Total Activity 6.2.1:				\$100 580			\$100 580	\$100 580	\$100 580				
Activity 6.2.2: Mise en œuvre du pan de renforcement des capacités (Mapping des OSC des nouvelles régions d'intervention et mise en œuvre du pan de renforcement des capacités avec appui aux actions prioritaires des femmes et filles leaders, du groupe de référence de la société civile, l'initiative des taximans ambassadeurs et le soutien aux organisations de base situées en dehors de Niamey et des capitales régionales (renforcement des capacités de ces OSC par des OSC plus expérimentées afin d'assurer la participation des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes).																
6	6.2	6.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN			\$94 644		Lump Sum	\$110 563	\$205 207	\$205 207		Completed in Phase I	Payment/ transfer to CSO	No
[CS NRG] Coûts des actions de suivi et de renforcement des capacités du GRSC, des femmes et filles leaders, coût de suivi des OSC renforcées; Production des gadgets de communication pour les taximans ambassadeurs, tenue de leurs réunions périodique élargie aux régions...																

6	6.2	6.2.2	Contractual Services	UNWOMEN	\$0	\$0	1.00%	\$5 000	2	Months	4	\$10 000	\$10 000	\$10 000	-	\$10 000	Payment to individual consultant	No	
Recrutement d'un consultant National pour élaborer le mapping des OSC dans les nouvelles régions avec identification de leurs besoins en renforcement des capacités par les OSC opérationnelles																			
6	6.2	6.2.2	Travel	UNWOMEN	\$30 253	\$30 253					5	-	\$30 253	\$30 253		\$30 253	Frais de déplacement, transport, DSA	Other	No
			Sub-Total Activity 6.2.2:		\$124 897	\$124 897						\$120 563	\$245 460	\$245 460	-	\$245 460			
Activity 6.2.3 : Appuyer la mise en place et la tenue d'un répertoire informatisé de suivi des défenseurs des droits des femmes formées (ONG, OCB, etc).																			
6	6.2	6.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	\$9 900	\$9 900					6	-	-	\$9 900	\$9 900		Completed in Phase I	Payment/transfer to CSO	Yes
			Sub-Total Activity 6.2.3:		\$9 900	\$9 900						-	-	\$9 900	\$9 900				
Activity 6.2.4 : Appuyer les organisations des groupes confrontés à des formes croisées de discrimination dans toutes les régions (Tillabéri, Dosso, Maradi, Tahoua, Zinder, Agadez, Niamey, Diffa).																			
6	6.2	6.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	\$685 000	\$685 000	1.00%	\$180 000	1	lump sum	6	\$180 000	\$180 000	\$865 000	\$865 000	-	\$865 000	Payment/transfer to CSO	No
Fournir des kits aux associations des personnes vivants avec handicap pour développer des AGR et leur inclusion sociale en matière d'accès aux services de protection et de prise en charge																			
			Sub-Total Activity 6.2.4:		\$685 000	\$685 000						\$180 000	\$180 000	\$865 000	\$865 000	-	\$865 000		
Activity 6.2.5 : Prise en charge du salaire de Finance associée.																			
6	6.2	6.2.5	Staff and Personnel	UNWOMEN			50.00%	\$2 840	18	Months	1	\$25 563	\$25 563	\$25 563	-	\$25 563	[SPOTLIGHT TEAM] Finance Associate SB3 50% UNWOMEN	Other	No
			Sub-Total Activity 6.2.5:		-	-						\$25 563	\$25 563	\$25 563	-	\$25 563			
Activity: 6.2.6 : Appuyer par des small grant 15 projets innovants portés par des jeunes- y compris ceux confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination/ marginalisation pour promouvoir la Génération égalité et soutenir les victimes de VBG( 15 projets).																			

6	6.2	6.2.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN				15.00%	\$8 000	1	Year	6	\$120 000	\$120 000	\$120 000	\$120 000	\$120 000	Appui/Small Grant aux initiatives innovantes des mouvements associatifs des jeunes dans les régions Spotlight	Payment/transfer to CSO	No
			Sub-Total Activity 6.2.6	-	-	-	-				\$120 000		\$120 000		\$120 000		\$120 000			
			Sub-Total Output 6.2:	\$910 477	\$9 900	\$920 377	-				\$446 126		\$1 356 603	\$9 900	\$1 366 503		\$1 366 503			
			<b>SUB-TOTAL OUTCOME 6:</b>	<b>\$1 245 347</b>	<b>\$9 900</b>	<b>\$1 255 247</b>					<b>\$698 052</b>		<b>\$1 943 399</b>	<b>\$9 900</b>	<b>\$1 953 299</b>		<b>\$1 953 299</b>			
			TOTAL PROGRAMME OUTCOME COSTS:	\$12 926 582	\$734 722	\$13 661 304					\$6 034 127		\$18 960 709	\$1 919 722	\$20 880 431		\$20 880 431			

B. PROGRAMME MANAGEMENT COSTS “ (Coordination and administrative functions, and related office cost) Should not exceed 18% of total Programme Direct Costs”													Narrative Description of Budget Lines								
UNDP																					
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	\$416 044	\$416 043.98					1		-	\$416 044	\$416 044		\$416 044	M&E and reporting officer P3 (RCO)	Other	No	
N/A	N/A	N/A	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	\$157 757	\$157 757		1.00%	\$115 000	1	Lump Sum	7	\$115 000	\$272 757	\$272 757		\$272 757		Other	No	
Monitoring: atelier central de planification opérationnelle du programme, réunion du comité de pilotage, réunion du comité technique, atelier régionaux de planification, atelier élaboration RASCI, carburant mission supervision																					
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	-	\$17 000					1		-	-	\$17 000	\$17 000		\$17 000	VNU Genre (national)	Other	No
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	-	\$121 288					1		-	-	\$121 288	\$121 288		\$121 288	Program Associate (G7)	Other	No











